

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE MOMENT HISTORIQUE DE 1813

Et ses Enseignements économiques

A TRAVERS L'OEUVRE DE DAVID RICARDO

THÈSE POUR LE DOCTORAT

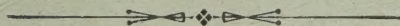
Présentée et soutenue le jeudi 9 juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

D. J. SUCHIANU

Président : M. DESCHAMPS, Professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, Professeur*
GERMAIN MARTIN, Agrégé



PARIS

JOUVÉ ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE MOMENT HISTORIQUE DE 1813

Et ses Enseignements économiques

A TRAVERS L'OEUVRE DE DAVID RICARDO

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

D. J. SUCHIANU

Président : M. DESCHAMPS, Professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, Professeur*
GERMAIN MARTIN, Agrégé



PARIS

JOUVE ET C^{IE}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Les meilleurs ouvrages d'ensemble, où l'on tient compte de tous les facteurs historiques, avec prépondérance de ceux économiques, sont ceux de M. Halévy et de E. Martin, surtout :

E. Halévy. — Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle, 3 vol., dont le premier seul paru, 1912.

Martin (E.). — Histoire financière et économique de l'Angleterre, 1066-1902, 2 vol., 1912.

Poster. — Progress of the Nation, 1820 (Contient des statistiques intéressantes).

Rogers (Th.). — The economic interpretation of history, 1888 (un aperçu général de l'Histoire économique anglaise).

Ramsay Muir. — Nationalism and Internationalism 1916 (contient des remarques historiques intéressantes sur le rôle de l'Angleterre au XIX^e siècle).

— The expansion of Europa. A culmination of the modern History, 1917.

Lavis et Rambaud. — T. IX et X.

Bardoux. — Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Alcan (Suggestions intéressantes pour le côté social de la vie anglaise), 1906.

Traill and Mann (Sous la direction de). — Social England 6t ; p. notre époque, t. V et VI. Ouvrage fondamental, 1895-97.

Seignobos. — Histoire politique de l'Europe au XIX^e siècle, 1918.

En ce qui concerne la vie économique, outre les ouvrages de Halévy et E. Martin :

Thorold Rogers. — Histoire du Travail et des Salaires (traduct. Castellet), 1897.

— History of Agriculture and prices in England, t. VII et VIII, ne contient que des statistiques, 1866-1902.

— The industrial and Commercial History of England.

Cunningham. — Growth of English Industry and Commerce, 2 vol. ;

- in modern times, t. II ; Cambridge, 1892. Ouvrage fondamental.
- Cunningham et Asthur.* — Outlines of english industrial History (résumé clair et substantiel) Cambridge, 1895.
- Tonyrber.* — Lectures on the industrial Revolution in England, Londres, 1894.
- Held.* — Zwei Bücher zur Sozialgeschichte Englands, 1881 (ouvrage considéré classique pour l'étude des répercussions ouvrières du nouveau régime industriel).
- Mantoux.* — La révolution industrielle au XVIII^e siècle, essai sur les commencements de la Grande Industrie en Angleterre, thèse de doctorat ès Lettres, Paris, 1905.
- Fooke et Newmarch.* — Die Geschichte und Bestimmung der Preise (1793-1857) ; 1859.
- Patten.* — The developement of english thought, a study in the economic interpretation of History, 1899.
- Noël.* — Histoire du Commerce, t. III.
- Schmoller.* — Les substantielles analyses historiques touchant toutes les questions d'économie politique, in Principes 5 vol. (1905-1908).
- Sombart.* — Sozialismus und Krieg (suggestions intéressantes sur les transformations sociales apportées par les guerres napoléoniennes), 1920.

Pour la Biographie de Ricardo, v :

- Ricardo* — Enciclopedia britannica, t. XXIII, p. 286 et suiv.
- Sar (Léon).* — Dictionnaire d'Econ. polit., t. II, p. 742 et suiv.
- Conrad et Lexis.* — Handwörterbuch der Staatswissenschaften, t. VIII, p. 122 et suiv.
- Say (J.-B.).* — Œuvres diverses III (édit. de la Collection des principaux économistes), pp. 406-409.
- Hollander.* — D. Ricardo, A centenary estimate, Baltimore, 1910.
- Béla Földi.* — Article sur Ricardo dans le numéro de juin 1920 des Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, p. 481 et suivantes.
- Halévy.* — Hist. du peuple anglais, chap. sur les Economistes du temps.
- Radicalisme philosophique, III, chap. I^{er} sur Ricardo.
- Beauregard.* — Dans son édition de Ricardo (Guillaumin).
- Traité sur les doctrines économiques (Denis, Gide et Rist, Ingram, Cossa, Rambaud).

Œuvres de Ricardo :

- Œuvres complètes (Guillaumin, collection des principaux économistes), 1^{re} édition, 1847; 2^e édition, 1883, avec notes de Say, Blanqui, Malthus, etc.
- Principes d'économie politique et de l'Impôt, 1819, trad. Constan-
cio.
- D. Ricardo's gründergesetze der Wirtschafstlehre und Bestéurung,
1877.

Malheureusement, nous n'avons plus sous la main l'édition anglaise, et les bibliothèques de Paris ne l'ont pas. Mais les dernières éditions (françaises et allemandes) sont suffisamment récentes pour contenir les dernières modifications que Ricardo apporta à ses Principes.

— Letters of Ricardo to Malthus, éd. Bonar.

— Correspondance de Ricardo avec Say, dans Œuvres diverses de ce dernier, t. III, p. 406-429.

Etudes sur Ricardo.

Dichl (Karl). — D. R. Grundgesetze d. Wirtschafstlehre u. Best. wissenschaftliche Eslauterung, 2 vol. à 600 pages chacun. Ouvrage fondamental.

Denis (H.). — Histoire des systèmes économiques et socialistes, t. II.

Gide (Ch.) et Rist (Ch.). — H. d. doct. Ec. Chap. : les Pessimistes.

Held (A.). — Chap. sur Ricardo in Zwei Bücher zur Sozialgeschichte Englands.

Cannau. — Paper Pound 1919 suivi de la réimpression du rapport du Bullion Committee.

— Histoire des Théories de la Production et de la distribution dans l'Economie politique anglaise de 1776-1848, trad. franç., 1910.

Tourgeon. — La valeur d'après les Economistes anglais. Thèse, Rennes, 1912.

Lampérière. — Les discussions sur les crises de surproduction dans premières années du XIX^e siècle. Thèse 1912. Paris.

Ashley. — Rehabilitation of Ricardo, Economic Journal.

Marshall. — Note sur la théorie de la valeur de Ricardo in Principes, p. 553 et suiv.; trad. franç., II, p. 225-230.

Coruelissen. — Théorie de la valeur, 1903.

— Théorie du Travail et du Salaire, 1908.

Bœhun Bawerk. — Hist. critique des théories de l'Intérêt du capital.

Oppenheimer (Fr.). — Inaugural dissertation. Berlin, 1908.

Webb (Sidney). — Industrial Democracy, 1897.

Kantzkj. — (Herausgegeben von) ausden nachgelassencu Marx

Skripten zur kritik der Pol. Œk. von K. Marx, II, David Ricardo. Stuttgart, 1905.

— Vermehrung und Entwicklung in Natur und Gesellschaft, 1920.

Pour les conclusions :

Schmoller. — Principes.

Bücher. — Entstehung der Volkswirtschaft, 6^e éd., 1908.

Oppenheimer. — L'Etat (1913).

Bardoux. — L'Angleterre radicale (1913).

— Essai d'une Psychologie de l'Angleterre contemporaine : Les crises politiques : protectionnisme et radicalisme, 1900-1906, 1907.

Wilson (W.). — L'Etat (1902).

Gumplovicz. — Précis de Sociologie, 1896.

— Sociologie et Politique, 1898.

— Geschichte der Staatstheorien, 1905.

LE MOMENT HISTORIQUE DE 1815

ET SES ENSEIGNEMENTS ECONOMIQUES

A TRAVERS L'ŒUVRE DE DAVID RICARDO

INTRODUCTION

Nous avons choisi pour objet de notre étude une date, un pays, et un homme. Voici pourquoi cette date est l'année 1815, ce pays : l'Angleterre, cet homme : Ricardo.

L'an 1815 est peut-être le plus instructif de toute l'Histoire. Non seulement parce qu'il est à la fois suffisamment éloigné pour être étudié avec des garanties d'impartialité, et, en même temps assez rapproché pour que les informations soient abondantes et exactes ; mais surtout parce qu'il constitue un grand carrefour des courants de l'activité humaine.

La date de 1815 clôt une ère. Par cela elle en ouvre une deuxième, qui, celle-ci, va durer un siècle et ne finira que de nos jours, où une troisième, en tous points opposée à celle qui l'a précédée, posera des problèmes, tout aussi angoissants, mais exactement inverses.

1815 se trouve placée entre une *crise* qui s'ouvre, et une *solution* qui s'offre. Tout le xix^e siècle, ce siècle qui contient à peu près toutes les idées et les pratiques dont est faite notre vie et notre pensée, est plein de ces deux choses.

Malheureusement, aujourd'hui la solution de 1815 est désormais insuffisante. La crise actuelle, comme celle qui l'a précédée, est remplie par les déchirements entre deux solutions : l'une qui nous est familière, mais qui meurt ; l'autre

qui peut nous sauver, mais qui contraste avec toutes nos habitudes d'esprit et nos mœurs économiques.

Enfin, pour tout dire, cette crise (en 1815 comme en 1920) est celle du plus important organisme économique, politique et social : *L'Etat*.

Le pays que nous avons choisi est l'Angleterre, parce que c'est là que la solution s'élabore. Elle est exclusivement britannique, la solution de 1815 et c'est la plus formidable crise d'Etat qu'il y ait eu. Des circonstances absolument accidentelles l'ont voulu ainsi.

Enfin nous avons choisi Ricardo comme un *fait* et comme un *argument*. Son œuvre et sa personne seront le meilleur instrument de probation à l'appui des démonstrations et des appréciations que nous allons faire à propos du moment historique de 1815. L'œuvre de Ricardo nous paraît être un microcosme fait à l'image absolument fidèle du monde fiévreux et de problèmes où elle fut élaborée. Elle est la meilleure pierre de touche pour quiconque entreprend d'étudier cette époque.

Mais voici, en quelques traits, ce que cette époque renferme.

L'Etat national mercantile touche à sa fin. Un de ses caractères spécifiques prend des proportions hypertrophiées : c'est la *guerre*. Pour toutes sortes de raisons, les unes plus importantes, la plupart futiles, les unes logiques, d'autres contradictoires, toute l'Europe est en armes.

Rien ne rend mieux compte de cette situation que la remarque mélancolique d'un Anglais qui constatait que son pays, après s'être saigné pour abaisser la Maison de France, avait entrepris ensuite, avec des sacrifices encore plus grands, de la ramener sur le trône.

Toutefois, malgré ce *bellum omnium contra omnes*, le monde ne s'appauvrisait pas. Cela paraît étrange, quand on se rappelle que les pertes sèches résultant des destructions improductives occasionnées par la guerre de sept ans et les guerres napoléoniennes avaient entamé une bonne

part de la richesse accumulée à la suite des grandes inventions du x^ve siècle. Mais des inventions nouvelles devaient venir à la rescousse.

Cela permit aux différents Etats de ne pas se ressentir outre mesure de l'ère sanglante qu'ils venaient de traverser. Sauf les modifications assez « superstructurales » de la Révolution française, la vie reprenait, fort peu différente de ce qu'elle avait été avant 1789. Surtout, l'Etat national mercantile sortait sain et sauf. Il avait eu beau donner les signes les plus manifestes de son incurable incapacité à maintenir une paix fructueuse. Les grandes inventions, avec la prospérité générale qui s'en suivit, le sauvèrent. Et ce fut peut-être le côté le plus fâcheux de la nouvelle accumulation de richesses, que cet organisme désuet et anachronique, qui, par là, pouvait se survivre, parasite d'une fortune à l'édification de laquelle il n'avait eu aucune part.

Son impuissance sénile, toutefois, restait la même. Il est absolument étranger à la cause qui le sauve. Il ne peut pas être question de résurrexion. Il ne s'agit que d'un ajournement de sa mort, que d'un prolongement de l'agonie.

Mais une circonstance particulière, et où, cette fois, il y est pour beaucoup, fait que cette agonie dure un siècle.

Par un de ces enchaînements de cause à effet complexes et enchevêtrés propres aux phénomènes historiques, la cause qui avait sauvé l'état mercantile se retourne maintenant contre lui, pour que, bientôt après, se retournant cette fois contre elle-même, elle le sauve de nouveau et pour plus de cent ans.

En effet, l'expansion et la généralisation des nouveaux progrès économiques devait créer une solidarité d'intérêts qui dépassait de beaucoup les bornes étroites d'un Etat. Mais voici que ce dernier, d'effet qu'il était, devient cause et, à son tour, influe sur son ancienne cause. En vérité, la survie de l'Etat mercantile, œuvre des inventions, se retourne maintenant contre elles, et les empêche de se généraliser d'une manière harmonique. Le fait que la mort de l'Eta

mercantile national avait été ajournée, permettait aux nations de continuer à se hérissier de barrières impénétrables. Par cela, les nouveaux progrès de la production économique se trouvent privés de cette mobilité nécessaire à se répandre partout d'une manière un peu égale. Dans certains endroits on les voit donner leur maximum de développement. Dans d'autres, ils sont presque ignorés. Le progrès, là où il a lieu, se fait en vase clos.

Le Mercantilisme, du temps de son apogée, avait réussi à niveler les fortunes des nations. A présent, au contraire, il y a de nouveau des Etats plus riches et des Etats moins riches. Il s'en crée toute une échelle. Juste au moment où le Droit international commençait à poindre et à proclamer l'égalité des peuples, il s'établissait la plus rigide, la plus enkylosée des hiérarchies.

Mais la logique même d'une hiérarchie réclame un sommet. Il faut un Etat en chef qui donne aux autres la Paix, ou plutôt *sa* paix.

Cet Etat sera celui dont le sol avait, par hasard, été justement la patrie des hommes de génie qui avaient apporté au monde leurs inventions. L'Etat qui aura joui de cette circonstance accidentelle, dans laquelle il n'est pour rien, prendra, pour quelque temps le gouvernail, et à la crise qui s'est ouverte, il va, avant que la solution générale n'arrive d'elle-même, en proposer une individuelle, qui sera *sa* solution.

Cet Etat, c'est l'Angleterre. C'est sur le sol britannique que le hasard avait placé les grands inventeurs. C'est donc le Royaume-Uni qui sera l'Etat en chef.

Pendant que les autres croupiront dans une léthargie mercantile, le Royaume d'Outre-Manche sera seul assailli par les problèmes de l'avenir. La crise, et l'impossibilité d'existence de l'Etat mercantile, n'atteindra que lui. Lui seul doit changer. C'est le seul état *dynamique* de l'Europe de 1815.

Mais voici en quoi consistait le changement que lui réclamait l'Histoire.

Le fait que les grands progrès de la technique apparurent en Angleterre, apporta, dans ce pays une fièvre inouïe de production. Comme elle était récente et brusque, comme aussi elle dépassait de beaucoup les facultés organisatrices d'avant-guerre, cette croissance soudaine et spontanée des fonctions de production eut des répercussions douloureuses. Les crises, nombreuses et suraiguës, ouvrirent les yeux sur la désadaptation entre la Production et la Circulation. On dut tout de suite penser à l'urgente nécessité de trouver des débouchés.

Malheureusement, les pays voisins n'étaient pas faits pour lui en offrir de bons.

En effet, il y a deux catégories générales de pays-débouché. Les Etats *égaux* au point de vue du développement économique, et ceux très inférieurs. Pour les premiers, la formule libérale : « La richesse des uns fait la richesse des autres » est vraie, aux seconds, c'est la phrase de Montaigne qui s'applique, et c'est le fameux « pacte colonial » (bien entendu, rajeuni et mis au point avec les nouvelles pratiques), qui les définit.

Or, les pays d'Europe voisins de l'Angleterre n'étaient ni égaux à cette dernière, ni assez reculés dans la civilisation pour qu'ils pussent offrir les débouchés stables et permanents que réclamait l'hyper-production également permanente, chronique de l'industrie britannique. A cela venait s'ajouter aussi la trop naturelle défiance de ces pays pour leur trop puissant voisin, et la survie d'une mentalité mercantiliste.

Donc, il fallait s'adresser ailleurs. Mais « ailleurs » était, alors, synonyme de : « très loin ». De problème en problème (et tous les uns plus vitaux que les autres), on arrivait à ce dernier : *avalier, supprimer, anéantir les distances*. L'Etat britannique devait devenir un organisme anti-géographique très complexe. Son premier devoir était *l'hypertrophie des fonctions de circulation*.

De la production, on n'avait pas à s'en occuper. Elle se

développait automatiquement, perpétuellement, spontanément, peut-être même trop spontanément.

Le grand problème n'était pas celui-là. Il fallait que les fonctions de circulation, qui étaient alors sensiblement au-dessous des premières, parvinssent, non pas à rejoindre celles-ci, mais à les *dépasser*. En un mot, tout ce qui était commerce, transport, finance, flotte, poste, communication, monnaie, banque, crédit, enfin tout ce que les Allemands appellent communément Verkehr devait croître démesurément. Le moment historique de 1815 demandait à l'Angleterre une *hypertrophie des fonctions de Circulation ou de Relation*. Si l'on nous permet d'employer déjà une formule sur laquelle nous insisterons beaucoup, nous dirons que le Royaume-Uni, d'*Etat-à-balance commerciale*, devait devenir l'*Etat de la Balance des Comptes*.

Tels étaient les, ou plutôt le problème de 1815. Il primait tous les autres. Autour de lui gravite toute l'activité politique, économique et intellectuelle. Tout ce qui n'est pas lui est rejeté à l'arrière plan, le problème de la production, aussi bien que le problème social.

Toutefois, ce dernier présente pour nous une particularité digne de retenir l'attention. Pour la première fois dans l'Histoire le problème social se posait. Non pas que les époques antérieures aient ignoré la lutte de classe. Mais ce ne fut qu'à partir de 1815 que la division en deux camps, que le fossé entre les pauvres et les riches devenait visible à l'œil nu.

La concentration de grandes masses prolétariennes sur l'emplacement étroit d'un centre industriel amenait un résultat inconnu jusqu'alors : La misère des classes non-possédantes, ainsi multipliée par leur masse, se transformait en scandale public.

Mais c'était tout. Le problème se bornait simplement à se *poser*. Il ne demandait pas à être résolu. La question des *solutions* regardait un autre problème, et nous avons vu lequel.

Telle est la situation que nous nous proposons d'étudier, mais pour ce faire, nous n'avons pas cru inutile de corroborer nos résultats par un argument et un instrument de vérification supplémentaire : cet argument et cet instrument c'est David Ricardo.

Tout homme représente, par quelque côté, son époque. Mais ce qui est intéressant à connaître c'est justement quel est ce côté, et qu'elles en sont les dimensions.

Toutes les institutions d'une société, tous les courants, même les anachronismes, sont des *réalités* si elles correspondent à des intérêts collectifs. C'est pour cela qu'il y en a de générales, comme de partielles, de conservatrices, de réactionnaires, comme d'utopiques. Un homme peut en représenter une seule ou plusieurs.

Dans les périodes de calme, d'équilibre, ce sont les réalités conservatrices qui ont le dessus. Quand l'équilibre se rompt et que la crise s'ouvre, en posant des problèmes nouveaux et en demandant avec urgence des remèdes, les réalités conservatrices auront le dessous. Dans ces périodes de transformation, la théorie, comme la pratique, oscille entre l'anachronisme et l'utopie, entre les réalités d'hier et celles d'après-demain.

En ces moments de trouble, est l'homme de son époque celui qui, comme les faits eux-mêmes, cherche et trouve des solutions. Mais des solutions pour les problèmes du jour, et non pas pour ceux du surlendemain. Evidemment, elles doivent s'appliquer dans l'avenir aussi. Mais alors, justement ces problèmes auront cessé d'être des problèmes.

En un mot, l'homme qui sera vraiment représentatif de sa génération et de son moment historique devra :

1° *Résoudre* les problèmes dont les faits demandent la *solution* ;

2° Se contenter de *poser* ceux que les faits ne font que *poser* ;

3° Enfin *refuser* de voir des problèmes dans ceux qui sont déjà résolus.

Ceci quant à la mentalité et à ses préférences intellectuelles.

En ce qui concerne la *méthode*, elle doit être :

1° *Concrète* en temps normal, dans les périodes de calme et d'équilibre. En effet, dans ces périodes, les *grands problèmes* sont, par définition, déjà résolus. Il ne reste que les *petits*, et, jusqu'à un certain point ceux de *l'avenir*, même, si il est très éloigné. En temps normal, on peut, sans inconvénient, employer ses loisirs à l'étude des problèmes qui se sont seulement *posés*, sans demander à être tout de suite résolus.

2° Au contraire, en temps anormal, dans les périodes de grande crise, la méthode doit être *abstraite*. En effet, ce ne sont plus des détails qui clochent, c'est l'édifice lui-même, dans son intégralité, qui est menacé. Ce seront donc des *remèdes généraux* qu'il faudra trouver, et non pas des remèdes concrets pour des manifestations particulières et partielles du déséquilibre général. En un mot, ce n'est pas aux sous-problèmes, mais aux problèmes qu'il va falloir s'attaquer. La guérison des uns aura pour effet automatique la guérison spontanée des autres. Voilà pourquoi la méthode du penseur qui incarne véritablement son époque doit être *abstraite*.

Elle doit l'être encore pour un second motif, qui tient au sens même du mot remède. Celui-ci est, par sa nature, une chose abstraite. En effet qu'est-ce qu'un remède sinon la *condensation, la concentration d'une foule infinie de suites, d'effets, de répercussions et de résultats dans une conduite humaine unique*.

Ce n'est que l'analyse d'une question *déjà résolue* qui est, par essence appropriée à une méthode concrète. Les solutions ne sont pas analytiques, ce sont des synthèses. C'est pourquoi, dans une période où la nécessité des remèdes prédomine, la méthode que l'on emploiera sera une *méthode abstraite*. *A fortiori* quand ce remède s'adresse à un problème qui est, de son côté, plus général que tous les autres.

Il y a un troisième motif qui milite en faveur d'une telle conception. Même dans une période de transformation, on doit manipuler des phénomènes qui tiennent à des problèmes résolus antérieurement. L'attitude vis-à-vis de pareils faits sera une attitude d'indifférence. On les traite comme des *matter of course*, comme des choses données, qui vont de soi. En d'autres termes on usera à leur égard, d'une *méthode abstraite*. Il sera toujours inutile d'entrer dans leurs détails.

Enfin, il y a un quatrième motif. Il arrive toujours que les périodes de grandes transformations apportent en dehors des questions qu'il faut immédiatement et intégralement résoudre, des problèmes qu'elles ne font *que poser*, dans leur généralité, sans réclamer le moins du monde leur solution. L'homme de cette époque devra faire comme la réalité elle-même : se contenter de poser le problème en question, *dans sa généralité*. Sa méthode sera, par cela, une *méthode abstraite*.

En résumé, pour quatre motifs énoncés : généralité des problèmes à résoudre, caractère abstrait de la notion même de « remède », indifférence à l'égard des problèmes déjà résolus, enfin attitude superficielle pour les problèmes trop nouveaux ; pour ces quatre motifs, *il ne reste plus aucune place pour une méthode concrète* dans l'activité intellectuelle d'un homme qui incarne réellement une époque de crise.

Et David Ricardo fait, à notre avis partie de ceux-là. C'est pourquoi on l'a mal compris quand on lui a fait un reproche de son plus éclatant mérite : celui d'avoir reflété, jusque dans la forme intime et personnelle de sa pensée, la réalité angoissante qui l'entourait ; et c'est pour ce prétendu défaut de son esprit que nous avons cru trouver en lui un guide précieux pour l'intelligence des faits si instructifs qui se déroulent autour de la date de 1815. Son œuvre sera pour nous une excellente pierre de touche qui nous apprendra si nos appréciations sont vraies ou fausses.

Nous ne croyons pas que le procédé habituel qu'on emploie lorsque l'on étudie parallèlement une époque et un

homme soit légitime ici. D'ordinaire on cherche dans les détails biographiques de l'auteur la filiation de ses idées favorites et la genèse de ses préférences à s'attaquer à tels problèmes et non à d'autres. Ceci n'est bon que pour les périodes *statiques*, où le *choix* des problèmes à étudier est laissé à la libre décision du penseur. Dans les périodes par excellence *dynamiques* telles que celle qui a arrêté notre attention, c'est la réalité qui *impose* les problèmes, dans l'ordre de *sa* préférence. En un tel temps, choisir librement, signifie ne pas être l'homme de son siècle, mais appartenir aux réalités particulières, soit conservatrices, soit utopiques, soit réactionnaires. Dès lors, un tel homme peut-être très intéressant en lui-même, ne nous est plus utile quand il s'agit de la compréhension d'un temps qu'il ne représente pas.

C'est pourquoi nous n'avons pas adopté le procédé de la filiation biographique, mais celui des coïncidences, des variations concomitantes et du parallèle (1).

1. Les seuls détails biographiques que l'on puisse considérer comme prouvant quelque chose en faveur du sujet que nous étudions, c'est-à-dire la parfaite correspondance entre les idées de Ricardo et le temps où il a vécu, seraient, peut-être, et tout au plus : 1^o Son origine juive, qui explique et son admirable intelligence et son non moins admirable opportunisme scientifique qui le fait réussir à concilier harmonieusement les vérités passagères de son moment historique avec celles éternelles de la science (Cpr. *infra*) ; 2^o Ses goûts très marqués pour les sciences exactes (il s'était beaucoup occupé de mathématiques, de chimie, de minéralogie, de laboratoires et de collections de minéraux). En effet, la réceptivité passive et totale est un des traits distinctifs de la Science. L'esprit du savant doit, par définition être un cadre, d'abord vide, où vient s'installer la réalité telle qu'elle est, dans les mêmes proportions et à la même échelle qu'elle existe dans le monde extérieur ; 3^o Enfin, pourrait-on attribuer quelque importance et signification à son métier de *business man*. En vérité, l'homme d'affaire est obligé, de par sa profession, à ne pas avoir de préférences sentimentales et d'appréciations personnelles d'ordre éthique sur les faits et gens qui l'environnent. Il doit, sous peine d'être un mauvais homme d'affaire, prendre le monde tel qu'il est, n'attribuer de l'importance, dans ses spéculations, qu'à ce qui en a réellement. Par beaucoup de côtés (ne serait-ce que par ce travail « bibliographique » préalable à tout lancement d'une affaire) l'homme d'affaires a une structure identique à celle du savant. Peut-être que cette faculté d'enregistrer les faits de son

Nous sommes parti de l'hypothèse intuitive que tout ce qui se passait dans la réalité de 1815 devra nécessairement avoir un écho fidèle, qualitativement et quantitativement dans l'esprit de Ricardo. Au cours de notre recherche, nous avons eu la satisfaction de vérifier, point par point, intégralement, cette conjecture, malgré les apparentes objections qui se présentaient.

Nous avons trouvé que le grand problème qui se posait alors, la désadaptation douloureuse entre les fonctions de production et celles de circulation a trouvé chez Ricardo *tous* les remèdes et les *seuls* remèdes qui fussent imaginables. Que le problème de la production dont les faits de 1815 se désintéressaient, a été traité avec la même indifférence par notre auteur. Qu'enfin, le problème social qui, pour la première fois, se posait, *mais ne faisait que se poser*, a été, pour la première fois dans l'histoire de la pensée humaine, posé, dans son intégralité, mais sans la prétention prématurée de le résoudre, par le même David Ricardo. Peut-être, sera-t-on un peu surpris de voir que c'est surtout dans sa théorie de la valeur qu'il va falloir le trouver.

temps dans leur intégralité et avec une fidélité absolue, Ricardo la tient-il de cette double source professionnelle : la Science et la Business ? Peut-être, mais nous avouons que ce genre de méthodes nous semblent dépasser nos ressources présentes d'investigation scientifique.

PREMIÈRE PARTIE

LE MOMENT HISTORIQUE DE 1815

Cunningham, dans son beau livre sur *l'Evolution de l'industrie et du commerce en Angleterre* nous dit que pour lui « la révolte des colonies, les inventions industrielles, les années de famine, les guerres napoléoniennes sont des *separate affairs* » (1). Nous croyons au contraire, que tous ces importants événements, et beaucoup d'autres encore, sont en étroite relation de causalité et se déterminent l'un l'autre. Si l'on ne prenait que les quatre faits donnés par Cunningham, on pourrait les relier de la manière suivante : 1° incapacité avérée de l'Etat national mercantile à assurer une paix de travail à ses citoyens et à conserver les dons faits par les générations passées (guerres napoléoniennes et révolte des colonies). Donc : disparition probable d'un organisme qui ne peut plus servir (2) ; 2° cause accidentelle qui empêche l'effet normal de se produire (inventions industrielles), mais 3° la solution de la crise a des difficultés internes innombrables, années de famine, plus celles que Cunningham ne mentionne pas.

C'est à peu près cet ordre que nous allons suivre dans l'exposé des faits économiques de 1815. Nous commencerons par voir comment l'héritage de l'Etat mercantile ne pouvait pas être accepté par les générations suivantes. Que

1. *Growth of english Industry and Commerce*, II, chap. IX, p. 442.

2. V. Sur l'affinité entre l'Etat mercantile et la guerre, Deschamps, article in *Revue d'Hist. éc. et soc. sur Le métallisme et la politique mercantile*, 1920, I, p. 35 et suiv.

toutefois si elles le firent, et encore si brillamment, la cause doit être trouvée dans la prospérité économique engendrée par les nouvelles inventions. Nous consacrerons, à cette occasion un chapitre à l'agriculture et un autre à l'industrie. Enfin, nous passerons aux difficultés internes de la nouvelle solution qui s'offrait. Ces difficultés, nous le disons par anticipation, ce n'est pas dans la situation sociale que nous les trouverons, mais bien dans le chapitre sur la circulation.

CHAPITRE PREMIER

L'HÉRITAGE DE L'ÉTAT MERCANTILE (1)

Cet héritage fut la dette publique, dette fabuleuse à laquelle on avait peine à croire. Du moins, Napoléon, malgré son sens réaliste (ou plutôt à cause de lui) refusait de le comprendre : « Il paraît bien que le crédit fut toujours pour l'Empereur un objet de défiance, une sorte d'abstraction dont on vantait trop, à son sens, les applications pratiques. Les merveilles que l'on prétendait tirer du crédit public, surtout, lui semblaient être des rêves d'idéologues ou des idées creuses d'économiste. En face des emprunts que contractait l'Angleterre pour le combattre, il crut toujours à la chute imminente de son irréductible ennemi. C'est pour-

1. L'Etat national mercantile est caractérisé (comme nous l'expliquerons plus loin), par les traits fondamentaux suivants : 1° Prétention de se suffire à lui-même (au début, plus justifiée, vers son déclin, moins justifiée) ; 2° Prédominance des préoccupations productives vis-à-vis des fonctions de la circulation ; 3° Prédominance des considérations de proximité géographique, de fusion territoriale basée sur le voisinage, sur l'expansionisme à grande distance ; 4° Prépondérance de la balance commerciale sur celle des comptes ; 5° Unité politique égale à celle économique ; 6° Egalité par rapport aux autres états nationaux mercantiles, tendance au nivellement.

quoi il ne se lassait pas de faire annoncer dans le *Moniteur* la banqueroute prochaine et inévitable d'un pays chargé de tant d'emprunts (1).

Et, en vérité, Napoléon ne *devait* pas se tromper. Logiquement, du moins, il avait raison. Comment, en effet, ne pas se trouver abassourdi devant un tel accroissement des dépenses publiques (2) ? A l'époque de la Révolution le budget de la Grande-Bretagne ne dépassait pas 2 millions de £. En 1815 il atteint 70 millions £ (presque 2 milliards de francs !) Les charges supplémentaires pour l'armée (Armée, Marine et Ordonnance) s'élevaient, pour le pied de paix, à 4 millions de £ ; celles que nécessita la guerre contre la France se montent à 831.446.449 £, et si l'on ajoute les charges provenant des pensions et des demi-soldes, on arrive au chiffre incroyable de 27 milliards de francs (3).

N'avait-il pas le droit, l'Empereur, de s'étonner qu'un peuple de 10 millions d'âmes à peine, puisse payer une pareille somme ? Et cela à une époque où la mentalité publique n'était pas encore familière avec la conception de cette véritable expropriation qui s'appelait l'impôt ? L'effort fiscal demandé à ce peuple dont le nombre était de deux tiers inférieur à celui de la France, dépassait de beaucoup sa capacité escomptable de paiement.

Pourtant, cette chose absurde, illogique, merveilleuse, s'est produite. Malgré l'énormité du montant de la charge, plus de la moitié fut couverte par l'impôt et taxes de toute nature.

C'est peut-être le plus beau, le plus grandiose effort fiscal

1. Liesse, *Portraits de Financiers*, 1908, p. 45.

2. On sait que les procédés financiers de Napoléon étaient précisément inverses à ceux de l'Angleterre. Bien loin d'envoyer, comme cette dernière des subsides à tout le monde, il en imposait partout. « La guerre alimente la guerre » n'était pas, comme aujourd'hui, une métaphore.

3. V. E. Martin, *Hist. écon. et financ. de l'Angleterre*, II, 1^{re} partie ; V. aussi Halévy, *Hist. du peuple anglais*, I, chap. : Le crédit et l'impôt ; V. aussi, Traills and Mann, *Social England* V, chap. XIX, pp. 474-482 ; V. Egalement : Cunningham, *op. cit.*, II, chap. XV. Finance and Taxation, p. 545-549.

que connaisse l'Histoire. Un peuple de 10 millions d'habitants qui payait, avec grande peine, en 1792 17 millions £ d'impôts, pouvait, en 1815, en payer 70 millions £ !

RECETTES EN 1729

Produit des Douanes (costoms).....	4.100.283 £
— Excises.....	8.741.288
— Timbre (Stamps).....	1.462.928
— Land and assessed Taxes.	3.020.065
— Post Office.....	378.499
Total :	17.703.063 £

RECETTES EN 1815

Costoms.....	11.952.244 £
Excise.....	26.204.061
Timbre.....	6.083.629
Landed and assessed taxes.....	9.504.757
<i>Income Tax</i>	14.616.968
Post office.....	2.130.266
Total :	70.491.923 £

Entre les deux dates, l'année 1799 est marquée par un événement financier d'une grande importance : l'établissement, après de grands efforts et des résistances tenaces, de l'*Income-tax*.

« Des fréquentes tentatives », nous dit M. Etienne Martin, « avaient été faites dans le passé pour établir un impôt général sur la fortune ; mais elles avaient toutes échoué devant la résistance et les dissimulations, trop faciles, des particuliers, et aussi en raison de l'insuffisance des méthodes et des agents nécessaires pour déterminer le revenu de chaque contribuable. La taxation directe et individuelle dut chaque fois être abandonnée et remplacée par une contribution fixe, dont les contingents respectifs étaient fournis au moyen d'une répartition plus ou moins arbitraire effectuée dans chaque district en vertu de traditions et d'usages locaux » (1).

1. E. Martin, *Hist. fin. et éc. de l'Angl.*, II, p. 134.

Devant les embarras des guerres contre la France, on recommença à tâtonner pour asseoir une pareille taxe. Pitt, en novembre 1797, expose au parlement son plan du *Triple assesment* qui devait donner une contribution de 10 o/o. « Pitt, qui avait besoin d'un revenu supplémentaire de 7 millions £, espérait le tirer de ce triple assesment... Et pour parer aux mécomptes possibles, on résolut de demander des contributions volontaires... Telle était l'*ardeur belliqueuse et patriotique* de la nation, que ces contributions volontaires donnèrent près de 3 millions £; mais les droits additionnels aux assessed taxes, très impopulaires et facilement évadés, ne rendirent pas la moitié de ce que l'on en attendait » (1).

On renonça au Triple assesment, et on se décida pour un impôt général de 10 o/o sur les revenus de toute source. Le projet, apporté par Pitt au parlement, malgré les résistances et avec certaines réductions, passa. On eut, jusqu'à la paix d'Amiens, un Income-tax.

RENDEMENT DE L'INCOME-TAX

Année		Recette totale
1799	1.670.967 £	30.187.682 £
1800	4.513.088 £	30.338.334 £
1801	5.804.415 £	34.999.285 £
1802	3.327.435 £	36.308.062 £

En moyenne : 4 millions £ par an.

Quand, en 1803, on reprend les hostilités, on est obligé, malgré les répugnances pour une pareille taxe, à revenir à l'impôt sur le revenu. Mais on y apporte des améliorations importantes. On en fit un impôt *cédulaire*, et, à partir de 1806 on introduisit le système du *stoppage à la source*.

C'est pourquoi nous le voyons croître considérablement :

1. E. Martin, *op. cit.*, II, p. 136.

RENDEMENT DE L'INCOME-TAX

Année		Recette totale
1804	3.687.531 £	45.404.611 £
1806	6.159.087	53.223.114
1807	10.155.042	58.399.672
1809	12.410.385	63.021.079
1812	13.065.195	62.846.077
1814	14.515.218	69.417.723

Enfin, à la date culminante de 1815 il atteint, sur une recette totale de 70,4 millions £, la somme de 14,6 millions £.

Si l'on compare les deux tableaux donnés plus haut (1), celui de 1792 et celui de 1815, on s'aperçoit que, outre l'Income-tax, ce sont les droits d'*excise* qui occupent le poste le plus important et qui ont subi un accroissement plus considérable. Or, ces impôts portent sur les principaux articles de consommation (2). Par conséquent ils atteignent justement les classes les plus pauvres. Elles devaient donc être très impopulaires. Comment expliquer, alors, une telle élasticité d'accroissement ?

Non seulement les excises *devaient* être impopulaires, mais ce furent les plus odieuses de toutes les taxes. On se rappelait encore alors, comment, en 1733 échoua significativement un projet de Walpole. Celui-ci voulait créer des magasins de marchandises (ware houses), qui n'avaient rien de commun avec les excises, et qui étaient ou ne peut plus avantageuses pour tout le monde. On ne sait pas par quelle illusion, on les y identifia. Et le projet dut tomber devant la populace en révolte, qui avait pour mot d'ordre : « Liberty, Property, and no Excise » (3).

1. V. *Supra*, p. 25 et 26.

2. Les principaux articles imposés étaient le sucre, le sel, la bière, le malt, les vins, le spiritueux, le thé, le tabac, le savon, le cuir, les chandelles, le verre, le chanvre, en un mot, presque la totalité du budget du pauvre.

3. V. sur le renchérissement de la vie à cette époque les derniers deux

On le voit, ce ne fut pas son caractère sympathique qui permit à l'excise de s'élever à un montant plus que triple en si peu d'années. Alors, par quel miracle est-on arrivé à une telle capacité contributive ? Il fallait, remarquons-le bien, qu'elle fût très générale pour pouvoir atteindre jusqu'aux couches les plus inférieures de la société. Alors, comment l'expliquer ? Est-ce cette « ardeur belliqueuse » dont parle M. Etienne Martin ? Ou bien doit-on supporter, tout simplement, que cette marge d'imposabilité existait aussi auparavant, mais qu'on ne l'employait pas ?

Nous croyons qu'il faudrait chercher une explication qui soit à la fois moins métaphysique que la première, et moins invraisemblable que la seconde.

En effet, comment cette dernière pouvait-elle être vraie ? On sait combien misérable était devenu le bas peuple, et on connaît également les répercussions fâcheuses de tout impôt sur la consommation des denrées de première nécessité sur les classes pauvres. La détresse des petites gens était, vers la fin du XVIII^e siècle si profonde, qu'un témoin refuse de voir la moindre prospérité à cette époque.

« Parler d'une situation prospère du pays dans de semblables conditions, dit Porter, implique une contradiction évidente. Il serait plus correct de comparer la situation de la communauté à celle des habitants d'une ville victime d'un incendie général, dans lequel quelques-uns deviendraient riches soudainement en emportant toutes les valeurs précieuses, tandis que la masse resterait plongée dans la ruine et le dénuement » (1).

Mais alors, si vraiment on ne peut parler de prospérité, comment expliquer, non seulement le caractère nettement prolétarien de l'effort fiscal, mais aussi cette croissance inouïe de la population, qui avait tant effrayé Malthus ?

volumes de Th. Rogers, *A history of agriculture and prices in England*, Londres 1902.

1. Porter, *Progress of the nation*, II, p. 294.

On ne peut sortir de l'impasse qu'en disant que cette prospérité que Porter nie, *existe* ; seulement qu'elle est très *récente*, et, qu'en plus, les causes qui l'ont engendrée sont de telle nature, qu'elle a pu se faire avec une *vitesse exceptionnelle*. En un mot, ce sont les grandes inventions techniques de la fin du XVIII^e siècle et leur mise en pratique (1), au début du XIX^e qui, par leur demande de bras a accru à la fois la population, la consommation et le nombre de contribuables.

En dépit du blocus, en dépit des pertes du fait de la guerre, en dépit de tout, il y a un grand et réel enrichissement national ; il est assez important et généralisé pour neutraliser le paupérisme qu'engendre infailliblement tout accroissement (et surtout *un tel* accroissement) des taxes sur la consommation.

Ainsi, le mystère est élucidé. Malgré le caractère impopulaire des deux principaux impôts (income tax et excise), on peut s'expliquer que l'on soit arrivé en 1815 au chiffre fabuleux de 50 millions £ de recettes : *les gens pouvaient payer*. Un essor économique sans précédent leur fournissait les moyens de le faire.

La fin du XVIII^e siècle est caractérisée par la faillite de l'Etat mercantile-national (2) ; le commencement du XIX^e siècle signifie un moratoire qui va commencer à prendre fin, à son tour, à peine vers le premier quart du XX^e siècle.

A l'époque où nous nous plaçons, l'Etat national mercantile ressemble à un prodigue incurable qui ne peut plus payer ses créanciers et qui doit, au moins, être mis sous conseil judiciaire. On a l'impression d'une mort civile. L'héritage du faux défunt est une dette écrasante, et hors de proportions avec la productivité nationale de 1790.

1. Cunningham, *op. cit.*, II, §. *Industrial changes, social effect*, 467-475.

2. Maint épisode financier de la Révolution française paraît autoriser cette expression. De même la perte, par l'Angleterre, des colonies de l'Amérique du Nord, et surtout les conditions dans lesquelles cette perte se produisit constituent des signes infaillibles de l'incapacité de l'Etat national mercantile.

Un accident, quelques événements absolument étrangers à la sphère d'action de l'Etat, ont donné la possibilité de solder brillamment le passif de la succession. Examinons les brièvement.

CHAPITRE II

LES FONCTIONS DE PRODUCTION

§ 1. — *L'agriculture*

Des trois contrées du Royaume britannique, c'est l'Irlande qui présente le moins d'intérêt au point de vue de l'étude que nous poursuivons. Non pas parce que la situation agraire de l'Irlande ne soit pas digne d'attention. Au contraire, elle présente des particularités très curieuses (1). Mais parce que ce n'est pas elle qui est vraiment représentative du moment historique de 1815.

L'Irlande est encore, à cette époque, une *colonie d'exploitation* (2), dans le véritable sens de ce terme, avec, en plus, l'avantage de la proximité. L'état très arriéré de l'exploitation des terres et le niveau mental très bas de la population sont les deux faits les plus saillants, et nous ne pourrions pas dire si c'est le premier qui est la cause du second, ou *vice versa*.

1. V. Lavelleye, *La propriété et ses formes primitives*, pp. 288-294, v. aussi Schmoller, V, p. 138 et suiv.

2. M. Ramsay-Muir, professeur d'Histoire moderne à la faculté de Manchester, remarque avec beaucoup de courage qu'après toutes les guerres qu'a eues à soutenir l'Angleterre, la situation de l'Irlande empirait automatiquement. V. *Nationalism and Internationalism*, 1916, pp. 61 et suiv. L'Irlande a toujours été tenue à l'écart des succès, externes et internes de la métropole. C'est pour cela qu'elle ne sera pas associée à la grande œuvre anglaise de 1815, c'est pourquoi nous ne nous y arrêterons pas non plus.

S'il s'agissait de donner une définition de la production agricole en Irlande, nous pourrions dire que c'est un régime *d'exploitation naine et de propriété géante*. Entre ces deux éléments, entre le *landlord* absentéiste et le *dr̃ycotter* misérable, s'interpose toute une kyrielle d'intermédiaires, durement hiérarchisée, composée par les *middlemen* de premier, deuxième, souvent troisième degré, l'agent du propriétaire ou son avoué, sans compter les agents du fisc, le clergyman officiel et le prêtre catholique. Quant à leur état d'esprit, nous nous contenterons de dire, avec M. Halévy, l'auteur de la meilleure Histoire du peuple anglais : « Travailler, toucher un salaire, et, avec l'argent ainsi gagné, acheter ce qu'il faut pour vivre, c'est une série d'opérations trop compliquées pour l'intelligence d'un Irlandais de basse classe (1). »

L'Irlande reste en marge du mouvement que nous étudions. C'est en Angleterre et en Ecosse qu'il faut le chercher.

Le mot qui convient le mieux pour caractériser les régions agraires dans ces deux contrées, c'est, comme le dit Wakefield quand il les compare à l'Irlande, la prédominance du *Minor proprietor*. On pourrait étendre cet adjectif aux fermiers aussi. Ce sont les revenus fonciers de 1000 £ et les fermages de 750 £ qui constituent la base solide de l'agriculture anglaise de 1815 (2).

Ce régime est le résultat, l'effet direct de l'Industrie (3). C'est la conséquence des inventions techniques, et du grand essor du Capitalisme (4). Enfin, si l'on veut serrer le problème de plus près, on peut le réduire à : *l'apparition du nouveau*

1. Halévy, *Hist. du peuple anglais au XIX^e siècle*, I, p. 200.

2. Cunningham, *op. cit.*, II, chap. XI, pp. 475-489; v. aussi Cunningham, et Arthur, *Outlines of engl. indust. History*, p. 185 (the agriculture revolution), p. 196 (Decay of geomanny); v. aussi Thorold Rogers, *Industr. and Comm. History*, pp. 204-226; v. aussi Laveley, *op. cit.*, pp. 258 et suiv.; pp. 427 et suiv.

3. « Without capitalist landlords, agriculture could not have recovered from the prolonged misery » Traills and Mann, *Social England*, t. VI, p. 85; v. aussi A. Held, *Zwei Bücher zur Sozial Geschichte englands*, chap. Einwirkung der Fabrikindustrie auf die Landwirtschaft, pp. 609-611.

4. V. Cunningham, *op. cit.*, II, p. 6.

riche de 1815 (1), les *Squires de Change Alley*, comme on les appelait alors. Actifs, puissants, snobs; horriblement offensés du dédain que l'aristocratie manifestait à leur égard à cause de leur fortune récente; convaincus que c'était la propriété foncière qui était le passe-partout pour s'insinuer dans la *gentry* (2); il y avait une foule de motifs qui les poussait à s'installer à la campagne, portant avec eux l'esprit ouvert au progrès du citadin. Ajoutez à cela des motifs plus platoniques, comme la laideur et la tristesse des villes anglaise, le froid et la brume, principaux auteurs de la *morale de l'athlétisme*, du *sport*, et vous aurez le secret de cet exode, qui allait engendrer en même temps l'essor de l'économie agraire de 1815.

C'est par le nouveau riche que l'industrie capitaliste influe sur la campagne. En vérité, le profiteur du temps des guerres napoléoniennes est un facteur du progrès beaucoup plus que ses congénères des autres époques. Il n'est qu'en subsidiaire le gagnant de *l'expropriation inflationniste* (3). Il est, au premier chef, le bénéficiaire justifié des grandes découvertes techniques. C'est pourquoi son rôle est, socialement, beaucoup plus bienfaisant que néfaste.

En premier lieu, *il n'est pas absentéiste*. Il réside sur sa terre, et il est fier de s'en occuper lui-même. D'un autre côté, on lui en sait gré, moralement, et économiquement : les relations sont plus douces que dans le système irlandais du, ou des *middlemen*, et l'argent qu'il dépense sur place fait profiter ses subordonnés.

Mais le fait fondamental, c'est la mentalité qu'il importe de la ville (4). Son esprit est ouvert à toute innovation, et il est amateur de toute amélioration technique. C'est à l'audace de ces propriétaires (qui, beaucoup d'entre eux

1. V. Sombart, *Sozialismus und Krieg*, 1919, les intéressantes remarques qu'il fait sur les enrichissements des différentes grandes guerres de l'Histoire notamment de la guerre de trente ans et des guerres napoléoniennes.

2. Halévy, *op. cit.*, I, p. 266.

3. Cpr. *infra*, p. 110.

4. Traills and Mann, *Social England*, V, p. 78.

payent avec leur propre ruine les témérités victorieuses des autres) que la voix de 1815 parle aux habitants des landes anglaises. En un mot, c'est par eux que la campagne s'urbanise (1), que l'agriculture s'industrialise et que, du même coup, cette industrialisation de l'agriculture s'accompagne d'une séparation définitive entre l'agriculture et l'industrie (2).

Habitué, comme à la ville, à lutter et à gagner, à entreprendre et à réussir, il vient dans les villages avec une mentalité de dompteur. Rien ne rend mieux cet état d'esprit belliqueux, que ces mots de John Sinclair : « Nous venons d'entreprendre une guerre nouvelle contre l'ennemi de l'extérieur... Pourquoi ne pas déclarer la guerre à notre grand ennemi intérieur, je veux dire la stérilité encore inconquise d'une si grande partie du Royaume ? Qu'il ne nous suffise pas d'avoir libéré l'Égypte, d'avoir subjugué Malte ; attaquons *Finchley Common* ; conquérons Hounslow Heath, forçons *Epping Forest* à subir le joug du progrès. »

On partit donc pour cette conquête, et le résultat fut la victoire. Au commencement du xix^e siècle, l'Angleterre était le premier pays agricole du monde (3).

Tout l'outillage de l'exploitation agricole est transformé. « S'agit-il de préparer la terre au labour et à la semence ? De la rendre, sous un climat toujours pluvieux capable d'une culture régulière ? L'ancienne méthode de drainage — les champs sillonnés par une série de petites vallées parallèles, profondes parfois de plus d'un yard — était détestable ; la meilleure partie de la terre était emportée par chaque averse et le fond de chaque vallonnement restait un marécage boueux. Elkington, suivi de Smith, inaugure l'appareil

1. Th. Rogers, *op. cit.*, chap. VI, p. 375.

2. En ce sens que tous ceux qui, jusqu'alors, pouvaient encore vivre en partie de la culture des terres, en partie, par exemple, du tissage et de la filature du coton et de la laine, ne pourront plus le faire, et devront choisir l'une ou l'autre de ces occupations. V. aussi : Schmoller, II, p. 304-323.

3. Et cela juste au moment où l'Empire britannique édifiait une industrie qui allait forcer la Grande-Bretagne à renoncer désormais à être un pays agricole.

du drainage moderne » (1). « S'agit-il d'ensemencer ? On a découvert la possibilité de semer, sinon du blé, du moins des haricots, des pois, des turneps avec la *drill machine* qui, d'abord sur un seul rang, mais depuis quelques années sur plusieurs rangs simultanément, verse les grains dans les sillons. » « S'agit-il de labourer ? La charrue à roue vient de paraître » (2).

On emploie le *horse hoe* pour arracher les herbes folles dans l'intérieur des sillons ; on cherche à introduire les moissonneuses mécaniques. Le *Farming Club*, en Ecosse, promet une récompense de 500 £ à l'inventeur d'un appareil vraiment pratique. En 1815 toutes les bonnes exploitations se servent de la machine à battre le grain. Avant l'introduction de la *Threshing mill* on perdait, chaque année, deux fois la quantité de blé nécessaire aux semailles de l'année suivante (3).

Pour mettre en mouvement les machines, on a employé, « à l'imitation de ce qui se faisait dans les filatures de coton, le moulin à eau, et c'est devenu la règle de placer les fermes, comme les manufactures, dans le voisinage des rivières. Mais déjà, depuis quelques années, dans les régions où le charbon est à bon marché, la force motrice de la vapeur est substituée à celle de l'eau » (4).

Le capital fixe augmente de plus en plus ; à lire une description d'une exploitation agricole, avec tout son état major, tout son arsenal d'instruments de toute sorte, on a beaucoup plus l'impression d'une usine que d'une ferme.

La charrue s'insinue partout, dans les endroits les plus inhospitaliers. Des pieux enfoncés dans des tourbières et des phares allumés chaque nuit, préservent le bétail des enlèvements. On enclôt et on dessèche les marais. On abat les forêts. On élève le bétail d'une façon intelligente et systé-

1. Halévy, *op. cit.*, p. 214.

2. Halévy, *op. cit.*, p. 214.

3. Cunningham, *op. cit.*, 480 et suiv.

4. Halévy, *op. cit.*, p. 215.

matique. On construit des *cottages* confortables pour les employés agricoles.

Le symptôme infaillible de tout cet essor c'est la solidarité des propriétaires fonciers quand il s'agit, non de protection douanière, mais de progrès technique. Il entre très peu dans les habitudes de cette classe de se coaliser en vue de la production. En 1815, pourtant, on voit les propriétaires d'une même région former des associations et se soutenir mutuellement.

Enfin, tout ce mouvement trouve son incarnation officielle, ou officieuse dans un organe semi-politique semi-économique, à moitié public à moitié privé, dans les goûts juridiques spécifiques aux Anglo-Saxons : le *Board of agriculture*. Ce n'est pas précisément un ministère, c'est un syndicat économique et pédagogique, subventionné par l'État et par le public, un bureau d'études et surtout de propagande en faveur des nouvelles méthodes et des procédés plus perfectionnés de culture. Les membres siègent fraternellement les uns à côté des autres, sans tenir compte des différences de classe ou d'opinions politiques. A la tête du Board on voit les noms de John Sinclair et d'Arthur Young, dont on connaît la compétence en agronomie, et c'est grâce aux instances du Board que Davy donne à Londres une série de conférences sur la chimie végétale, et que E. Darwin écrit sa *Phytologie*.

Pour conclure, nous répéterons ce que nous avons déjà dit au début. *Le mouvement de l'activité agricole en 1815 a un caractère nettement industriel*. C'est aussi une « révolution industrielle » que celle qui s'est produite dans les campagnes ; et c'est en dernière analyse dans les *grandes inventions* avec son résultat immédiat : le capitalisme du Squire de Change Alley qu'il faut chercher l'empreinte de l'époque qui commence (1). Cherchons à les voir de plus près.

1. « The formation of capital by moniedmen has given the material facilities for carrying out improved methods of industry and agriculture. » Cunningham, *op. cit.*, II, p. 6.

§ 2. — L'industrie

Les inventions du xv^e siècle avaient apporté au monde le *Capital*. Celles du xix^e allaient lui donner quelque chose de plus : le *Capitalisme* (1).

Par hasard, cela se passa d'abord et surtout en Angleterre. Non seulement elle fut la patrie des principaux grands inventeurs, mais la nature l'avait nantie d'une situation exceptionnelle, qui fournissait à l'ère qui s'ouvrait un terrain particulièrement propice.

En effet, comme le remarque un témoin, « elle est le seul pays connu où des gisements de houille, de minerai de fer et de pierre à chaux, qui sont les trois matières premières de l'industrie de fer, se trouvent fréquemment dans les mêmes terrains et à proximité de la mer ». La « révolution industrielle » pouvait venir. Nulle part elle n'était plus chez elle que sur le sol britannique (2).

Pour l'industrie minière, la *pompe à vapeur* et l'emploi du *rail* constituent les grandes améliorations techniques. Surtout la première permit une grande économie : on put désormais reprendre l'exploitation abandonnée des gisements qui avaient subi l'inondation, et pousser plus à fond celle de toutes les autres mines (3).

1. Cette conception qui consiste à attribuer l'importance primaire au fait matériel des inventions, et à considérer le reste comme des effets de ces dernières est corroborée par Bücher qui, pour une autre époque, adopte la même manière de voir. Dans une controverse avec Schmoller, il soutient contre celui-ci que ce n'est pas la division du travail social préalable qui a déterminé l'apparition du Capital, mais que c'est ce dernier qui a produit la division du travail social appropriée au capitalisme. (Il se réfère au xv^e siècle.) Pour notre époque aussi, ce sont les inventions qui ont provoqué l'organisation capitaliste, et non vice-versa ; v. Bücher, *Entstehung d. Volksw.*, 6^e édit, pp. 340 et suiv. et Schmoller in *Jahrb. für Gesetzg.*, XVII 1893 et son étude sur la *Division du Travail*, Précis, t. II.

2. Surtout pour ce qui a trait à l'industrie minière, le passé n'offrait pas de résistance, comme dans les autres branches de l'industrie. Là, la féodalité industrielle se confondait avec la féodalité foncière.

3. Les premières machines à vapeur, celles de Newcomen, celle de Watt, celle de Bolton, la « machine à feu » de Savery, furent des pompes.

Pour la métallurgie, en plus d'une foule de petits progrès empiriques, Cort prend deux brevets l'un pour l'intervention du *puddlage*, l'autre pour celle du *laminage*. Ces deux découvertes importantes permettaient de convertir la fonte brute (*pig-iron*) en fer malléable. Celles de Huntsman et de Mushet font faire de grands progrès à la fabrication de l'acier. Le rendement de l'industrie métallurgique passe, de 294 tonnes par fourneau en 1740 à 1.546 tonnes en 1807.

Même essor dans l'industrie des machines et des outils. On se rappelle combien avait été frappée l'imagination d'Adam Smith devant une fabrique d'épingles.

Dans les industries textiles l'essor est égal, sinon supérieur (1). Les frères Lombe organisent la soie avec une machine qui comptait, nous dit-on, 25.586 rouages et 97.746 pièces, produisant 73.726 yards de fil de soie pour chaque tiers de minute (2), et cela dans un bâtiment haut de six étages, percé de 460 fenêtres.

La *scratching machine* ouvre et nettoie les fibres de coton, la *spreading machine* les étale et les enroule, le *carding engine* et le *roving-frame* les allongent et les peignent. Enfin, le produit est achevé grâce à la *mule* de Crompton, dont l'invention marque une date capitale dans l'Histoire des travaux humains, à côté de celle de la découverte du *flyshuttle* de John Kay, du *power-loom* de Cartright de la *jenny* de Hargreaves, de la *dress-machine* de Radcliffe, du *water-frame*, du *knitting-frame*, du *shearing-frame*, etc. 3().

1. Pour le développement général de l'industrie à cette époque, voir le livre déjà cité de Held, notamment les chapitres : *Entartung des mercantilyshem* (p. 493-536) et *Die, Fabrikindustrie*, pp. 578-611. — V. également la belle étude sur le développement de la technique dans Schmoller, I, notamment pp. 520-538 ; v. aussi Arnold Tonybee, *Lectures on the industrial revolution, in England*, 1894, chapitre VIII : *The chief features of the revolution*, pp. 83-114.

2. Halévy, *op. cit.* aussi Mantoux : *La révolution industrielle au XVIII^e siècle*, thèse doctorat ès lettres, 1905.

3. Pour tous détails sur le progrès des moyens techniques de la production nous renvoyons à l'ouvrage cité de Cunningham, II, chap. X : *Indus-*

Les établissements sont plus aérés et plus confortables. De même, l'emploi du charbon comme force motrice substitué à celui de l'eau, rend le travail moins intermittent, et, partant, plus court. On n'est plus obligé de s'installer sur les bords d'une rivière (1), et d'attendre, sans rien faire, que les réservoirs se remplissent, pour être obligé, en échange, à travailler sans s'arrêter pendant tout le temps que l'eau s'écoule du réservoir d'amont.

La production, pour tous ces motifs, croît d'une façon formidable et, nous allons le voir, exagérée. Elle se constitue mieux et plus vite qu'on ne se serait imaginé de le lui demander. D'ailleurs il n'est que trop naturel qu'elle soit excessive. Elle est pour l'Angleterre, question de vie et de mort. C'est elle qui lui permettra de rétablir, parmi les Etats, une hiérarchie que l'apogée de l'ère mercantile avait presque fait disparaître. L'Angleterre n'a pas le droit ni le désir d'arrêter, en quoi que ce soit, un mouvement qui lui assurera, dans le monde, la place qu'elle s'apprête à conquérir. D'un autre côté, la plus grande des intelligences, la plus parfaite sagesse et prévoyance sont impuissantes à mettre, d'un seul coup, les fonctions de la circulation en harmonie avec celles de la production (2).

En 1815, c'est la phase du *merchant manufacturer*, de l'industriel commerçant qui entend cumuler les deux fonctions (3) et qui, sans attendre les commandes, essaie de fabriquer de toutes pièces la demande. Dès lors, des crises

trial a progress, pp. 447 et suiv. et aussi Traills and Mann, *op. cit.*, VI, pp. 459-480.

1. W. Cooke Taylor appelle l'Irwell : « the hardest worked, river in the universe », la rivière la plus *surmenée* de l'univers.

2. Comme, aujourd'hui, se pose exactement le problème inverse. Les premières à leur tour, auront à souffrir de leur hypertrophie à l'égard des secondes, et tâcheront de s'y adapter.

3. Aujourd'hui aussi les trusts cumulent ces deux fonctions, mais c'est précisément un remède au mal, et non une *cause* comme l'était le *merchant manufacturer*. C'est parce que le régime de 1815 était basé sur l'individualisme économique tandis que en 1900 c'est à une plus grande solidarité que nous demandons des remèdes.

douloureuses d'engorgement des marchés avec des marchandises ne peuvent manquer de se produire. Elles feront cesser l'optimisme qui, à l'époque (un peu antérieure) de Smith était encore permis. Elles troubleront la confiance dans cette anarchie spontanément organisée (1). Enfin, elles ouvriront les yeux sur le grand problème du temps : La désadaptation entre les fonctions de production et celles de relation.

Ces dernières étaient-elles, pouvaient-elles, allaient-elles recevoir un développement qui les mit en harmonie avec la nouvelle situation sociale ?

C'est ce que nous essaierons d'étudier dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE III

LES FONCTIONS DE RELATION

Autant le tableau précédent est souriant, autant celui-ci est sombre. Ni le transport, ni le commerce, ni la finance ne semblent pouvoir se hisser à la hauteur de la production, qu'ils ont pour devoir de servir, de régler et d'organiser. On est tout de suite frappé par ce retard. C'est le fait général le plus saillant de la société anglaise de 1815. Partout, on voit survivre des anomalies et des anachronismes.

a) A supposer même que le blocus continental, qui est censé faire mourir de faim l'Angleterre, et l'empêcher de s'adonner à la recherche de débouchés dans les pays belligérants (2), est entièrement l'œuvre de l'ennemi, et que le

1. V. Halévy, *op. cit.*, I § *L'Anarchie individuelle*, p. V. aussi Traills and Mann, *op. cit.* t. V, § *Absence of organisation*, p. 87.

2. On sait dans quelle mesure ces intentions sont réalisées. On sait, qu'à un moment donné l'Empereur lui-même, ayant besoin de l'or anglais,

gouvernement britannique n'en est pas responsable (1), il ne reste pas moins vrai que la réponse de l'Angleterre à ces mesures est faite pour nous surprendre.

Au lieu de profiter des marchés qui lui restent, celle-ci imitera point par point la politique mercantile de son adversaire. Aux décrets napoléoniens. Elle répondra par les fameux *Orders in Council*. Le plus grand inconvénient de ces restrictions au commerce entre nations c'est ce qu'on a appelé le *licencing trade*, le trafic des licences à l'importation et à l'exportation. Celles-ci s'accoudaient par simple faveur politique, provoquant un agiotage effréné.

Le résultat immédiat c'est le déclin inquiétant de la marine marchande. Par cela, la flotte étrangère est encouragée. La proportion de cette dernière à la marine britannique est, dans les ports anglais, de 137,27 o/o (en 1810). De 1806 à 1809 seulement, en l'espace de trois années, la construction de navires baisse de plus de moitié. On se reproche, et à bon droit, que l'on sacrifie les intérêts du commerce à celui des commerçants (2).

On sait combien ce genre de mesures sont communicatives et promptement imitées et généralisées. Au blocus, au *Orders in Council*, les Etats-Unis d'Amérique répondent par des représailles. Ce seront des mesures similaires, les *Non Intercourse Acts*, qui rendent impossible tout commerce entre l'Amérique du Nord d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre (1809).

Plus tard, Napoléon saura exploiter habilement les autorise, sciemment l'approvisionnement de l'Angleterre avec du blé français par l'intermédiaire de pays neutres.

1. Quoique les français prétendissent que c'est eux qui se défendent et que c'est la Grande-Bretagne qui, la première, s'était engagée dans cette voie.

2. Pour toute cette question, v. Noël, *Hist. du Commerce*, t. III, chap. III ; v. aussi Halévy, *op. cit.*, ; v. également Cunningham, *op. cit.*, t. II, § : *Orders in Council*, pp. 518-522 et § : *Dependencies and colonies*, pp. 522-545 ; v. aussi les beaux chapitres de Schmoller, sur la politique commerciale à cette époque, *Principes*, t. V, pp. 339 et suiv. et Etienne Martin, *Hist. financ. et écon. de l'Anglet.*, t. II, p.

mosités et les vieilles rancunes entre les habitants de l'ancienne métropole. Le 2 février 1811, le *Non Intercourse Act* ne sera désormais plus dirigé que contre la Grande-Bretagne seulement.

Pourtant la gravité d'une telle situation est évidente. Le commerce de l'Angleterre avec les Etats-Unis constituait un problème d'une importance manifeste. L'Amérique du Nord était le seul pays civilisé qui se trouvât à l'abri des conquêtes napoléoniennes. Ses équipages ne risquent pas d'être incorporés à la flotte ennemie. De plus, les débouchés que le Royaume-Uni peut trouver là conditionnent une bonne partie de sa production manufacturière. « Le Warwickshire chôme : c'est que l'Amérique du Nord a cessé de lui acheter sa quincaillerie. Le Lancashire chôme : s'est que l'Amérique du Nord a cessé de lui envoyer son coton brut. Qui sait si l'Amérique, condamnée à ne plus échanger ses produits agricoles contre les produits manufacturés anglais, ne va pas devenir une puissance industrielle (1) ? »

C'était, en effet, un danger des plus graves, et qui explique pourquoi, malgré la résistance opiniâtre des intérêts particuliers, mais puissants, on renonce à ces mesures néfastes. Malheureusement, quand, le 23 juin 1812, on réussit à abroger les *Orders in Council*, il est déjà trop tard. Quelques jours avant, le gouvernement yankee venait de déclarer la guerre à l'Angleterre.

b) Autre anomalie. En ce pays de production capitaliste, il subsiste pour les *seuls* débouchés qui restent (2) (car le continent européen et l'Amérique du Nord sont bloqués), pour la Chine et pour les Indes, une exploitation commerciale d'un caractère complètement moyenâgeux. C'est le monopole de la célèbre corporation mercantile : *l'United Company of merchants of England to the East Indies* (3).

1. Halévy *op. cit.*, pp. 300-301.

2. Quoiqu'il faille peut-être mentionner les échanges avec l'Amérique du Sud, qui prend à cette époque un grand essor.

3. Cunningham et Arthur, *Outlines of Engl. industr. Hist.*, § *East India*

Sauf l'obligation, très récente (1), de mettre à bord de ses navires 3.000 tonnes par an à la disposition du commerce privé, elle conserve tous ses importants privilèges économiques. Enfin, à cela s'ajoutent des droits politiques très étendus. Elle peut construire des forts, établir des tribunaux, battre monnaie, lever et entretenir des armées. Le territoire qu'elle gouverne aux Indes s'étend sur 380.000 milles carrés. La population se montre à 60.000.000 d'âmes, et son armée à 150.000.

Il est vrai que la Chartre de la Compagnie des Indes orientales devait expirer en 1814. Mais cela n'importait guère. On avait la certitude que sa concession allait être renouvelée. Et comment ne l'aurait-elle pas été ? La compagnie avait pour elle tous ceux qui à Londres faisaient la pluie et le beau temps.

En effet, si, par l'abrogation du monopole, les ports britanniques pouvaient désormais commencer librement avec l'Extrême-Orient, il y en avait *un* qui en serait atteint dans ses intérêts, et ce n'était pas le moins important : le port de Londres, du même coup, perdait son monopole.

C'est pourquoi on verra Alexander Baring, qui, une année auparavant avait lutté contre les Orders in Council, soutenir maintenant cette institution anachronique.

On peut considérer comme un véritable miracle que la charte n'ait pas été prolongée. Quand on pense à l'inégalité des partis en lutte on est abassourdi du dénouement de cette grave question. D'un côté des londoniens cultivés, millionnaires, presque tous apparentés à la *gentry*, ayant la haute main dans les couloirs de la Chambre et dans les cabinets des ministres, de l'autre coté un amas de parvenus sans scrupules, d'une moralité commerciale toute neuve et encore incertaine. Il a fallu que la cause qu'ils soutenaient fût élo-

Company, p. 117. Traills and Mann, *op. cit.*, t. V, § : *Foreign Trade*, pp. 87 et suiv.

1. Elle date seulement de 1793.

quente par elle-même pour avoir, en dépit de l'impuissance de ses avocats, pû triompher.

c) Autre incongruité. Malgré les atténuations que la dernière décade avait apportées aux mœurs mercantiles, le *Navigation Act* est en pleine vigueur. Les industriels qui n'avaient plus besoin de protection, voulaient l'enlever aussi aux agriculteurs, et ceux-ci de leur rétorquer l'argument *ad hominem* : Si vous êtes protégés, laissez-nous l'être aussi. Les industriels devaient répondre à cette sommation par un refus et par la renonciation à une protection, pour eux désormais inutile. Mais ils ne le feront que plus tard. En attendant le Corn Bill passe au parlement, et les partisans capitalistes des restrictions douanières vivent encore. Le mercantilisme n'a pas encore laissé la place libre aux méthodes nouvelles.

d) Le commerce intérieur n'offre pas un spectacle beaucoup plus rassurant. L'individualisme prédomine. Toutes les entreprises sont particulières. Pas de collectivités commerciales qui, grâce à une solidarité plus grande et à une possibilité de surveillance multipliée par le nombre, mette un frein à la surproduction. Les Sociétés par actions, les *Joint Stock Companies*, sont interdites par une loi expresse. Cette loi, quoique son application se relâche de plus en plus, quoique un jugement du 30 mai 1808 de la Cour du Banc du Roi refuse de l'appliquer, continuera, néanmoins, à être profondément enracinée dans les habitudes des *merchants* de 1815. Ils préfèrent être les maîtres dans leur boutique.

e) Mêmes observations pessimistes pour les moyens de transport. Il y a, par ci, par là, quelques améliorations. Telford commence à employer le fer dans la construction des ponts. John Macadam, nommé en 1815 Surveyor of the British Roads donnera son nom à quelques progrès dans l'art du pavage. On commence déjà à construire des canaux, ces chaussées si faciles à faire et si commodes à entretenir. Mais ce sont des exceptions.

Si les *mail-coaches* et les *Stage-coaches* vont plus vite, incontestablement, par rapport aux anciennes diligences, « en fin de compte tout cela ressemble de fort près à la route et à la voiture dont disposait un contemporain des Stuarts et des Tudors, peut-être même d'Alfred le Grand. Tout progrès accompli consiste à fournir *normalement*, par tous les temps, en toutes saisons, à jour et à heure fixe, la vitesse qu'un voyageur ne pouvait autrefois fournir *que par exception* (1).

Les tarifs postaux augmentent. De Londres à Chester, par exemple, une lettre qui, au début du XVIII^e siècle coûtait seulement 4 d., en 1812 en arrive à coûter 10 d. (2).

Si trois sociétés mercantiles, *London Dock*, *West India Dock* et *East India Dock*, travaillent, sous l'inspiration de Rennie, à l'amélioration des ports, on est, en revanche, stupéfait de voir le retard dans la construction des navires eux-mêmes. Le tonnage reste sensiblement stationnaire pendant les premières décades du XIX^e siècle ; il se maintient aux environs de 2.000.000 (3).

Chose étonnante : à une époque où le bateau à vapeur, construit par Boulton, Watt et Fulton pouvait être et était déjà utilisé dans la pratique (4), son emploi pour la navigation maritime est considéré comme une utopie.

Ainsi, dans la branche du commerce des transports, comme dans toutes les autres, l'intérêt du commerce est, encore une fois, sacrifié à celui des commerçants. En effet, ceux-ci sont enchantés si les moyens de transport sont insuffisants. Cela leur permettra de distribuer, en dictateurs, leurs faveurs, aux propriétaires de marchandises, et de se les

1. Halévy, *op. cit.*, p. 287.

2. Et ce n'est pas la hausse générale des prix qui en est la cause. En 1786 elle coûtait déjà 8 d.

3. V. à ce sujet les statistiques que donne Porter, *Progress of the Nation*, p. 397-398.

4. Par exemple, il remplaçait le *mail-coaches* entre Glasgow et Greenock (V. Porter, *op. cit.*, p. 315).

bien faire payer. C'est un monopole qu'ils n'ont pas hâte de lâcher.

Pour tout dire, ici, malgré quelques améliorations fragmentaires, « l'âge du fer et du charbon n'a pas commencé » (1).

f) Il y a surtout un domaine de l'activité économique où la désadaptation entre les fonctions de production et celles de relation prend des proportions de catastrophe. C'est la finance.

Toute la nouvelle production est fondée sur le crédit. Le manufacturier emprunte tout le temps, par définition, si l'on peut dire. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra devancer et forcer la demande, et c'est la possibilité de produire chaque fois davantage, et toujours d'avantage qui est le seul aiguillon de cet industriel des temps nouveaux, sous un régime d'individualisme économique absolu. Il aura donc besoin d'un banquier permanent.

L'évolution de l'économie bancaire anglaise est, assurément, remarquable et rapide. Mais c'est justement ce qui nous fait mieux voir combien grande était la lacune à combler, *a fortiori*, si nous nous apercevons que ce sont précisément les défauts de cette institution si prospère par ailleurs, qui constituent la cause principale, peut-être unique, de la désadaptation, et de sa forme palpable et impressionnante : les *crises*.

Nous avons dit que, dans l'industrie, c'était l'individualisme qui prédominait. Ceci est encore plus vrai dans la banque. Le *joint stock* y est encore plus strictement prohibé. C'est le régime de la *banque privée*.

Pourtant, grâce à une foule de découvertes empiriques, ingénieuses, on est arrivé, par des moyens détournés, à une sorte de centralisation assez habilement bâtie. Voici en quoi consistait ce système :

D'abord, un grand nombre de banques de provinces (2)

1. Halévy, *op. cit.*, p. 291.

2. Le mouvement part d'Ecosse. Là-bas on fait déjà du crédit personnel,

qui reçoivent des dépôts et livrent, en échange, des billets. Ces billets ont beaucoup de succès. Dans bien des régions ils arrivent à chasser le papier de la Banque d'Angleterre. Les banquiers de province constituent le premier échelon de la finance (1).

Mais un inconvénient est inévitable. Dans certaines de ces *Country banks* les dépôts peuvent excéder les demandes de crédit : dans d'autres c'est le phénomène inverse qui peut avoir lieu. Le premier cas est celui des contrées agricoles. Le second celui des régions manufacturières.

Dès lors, on songe à éviter ces mécomptes. On cherche un moyen capable de relier la ville à la campagne et de répartir plus économiquement les crédits.

C'est par Londres, par la Féodalité de Lombart Street que ce pas important est franchi. L'instrument dont on avait besoin est créé : il s'appelle le *bill-broker*.

Le *Clearing House* de Londres est donc le troisième échelon vers la centralisation. Enfin, l'institution suprême, c'est la *Banque d'Angleterre*.

Une grande partie des banques privées avaient pris l'habitude de tenir leurs dépôts à la Banque officielle. Outre ces dépôts, cette dernière concentre toute la finance publique. Elle escompte les *Navy Bills* et les *Exchequer Bills* (Bons du Trésor), et, surtout, garde en dépôt tout le *Consolidated fund* entre le moment où le contribuable verse et l'Etat dépense. La Banque peut donc, pendant cet intervalle, faire fructifier le capital énorme qu'on lui a confié.

Malgré son origine révolutionnaire (1688), elle devient comme sa contemporaine, « la dynastie de Hanovre, une institution légitime » (2). « On semble la regarder comme

sur la seule garantie de deux personnes considérées solvables, à une époque où les prêts en Angleterre s'entouraient encore de toutes sortes de garanties hypothécaires et réelles.

1. On appelle ces *Squires* de nouvelle espèce des *country rag merchants*, des marchands de chiffons (parce qu'il inondent, disait-on, le pays de papier).

2. Halévy, *op. cit.*, p. 327.

jouissant d'une antiquité égale à celle de l'Eglise d'Angleterre;... on éprouve le même sentiment de vénération à l'égard de l'une comme à l'égard de l'autre (1). »

Mais, en dépit d'un organe central tellement solide et estimé, en dépit de l'agencement ingénieux et original de toute la banque provinciale autour de ce noyau londonien, ce n'est pas à une véritable centralisation que l'on a affaire. Il n'y a qu'une *Concentration géographique* du crédit, il n'y a pas *centralisation économique* organisée. C'est incontestablement très méritoire qu'on soit arrivé sitôt au système actuel. On peut admirer la vitesse avec laquelle s'est accomplie cette ordonnance relative, qui relie dans une chaîne assez harmonieusement province, ville, campagne, métropole et communauté.

Néanmoins, le système est, de beaucoup, insuffisant. Nous le répétons, ce n'est pas sur des critères géographiques ou tenant à une vague solidarité professionnelle qu'il faut organiser la finance. Il faut, indispensablement, franchir un second pas, et asseoir le système sur des principes d'ordre économique pur. C'est du point de vue de l'activité industrielle, du point de vue de la *production* que l'on doit surtout se placer. Il faut à tout prix trouver un mécanisme, un tout petit rouage supplémentaire, qui puisse imposer, automatiquement, une solidarité forcée à ces banquiers privés (il en existe, et on en propose). Ce n'est qu'ainsi que l'on réussira à donner aux institutions financières la possibilité de remplir leur devoir, qui consiste non seulement à alimenter, mais aussi à exercer une action régulatrice sur la production.

En attendant, le système est insuffisant. C'est lui en partie l'auteur, en tout cas le complice principal, quoique inconscient, de toutes les crises. Les banquiers ne sont pas à la hauteur de leur tâche. Leur fonction consiste à apprécier souverainement si telle maison mérite de vivre, si telle

1. Cobbett, *Pal. Reg.*, 1^{er} sept. (vol. XVIII, p. 264) cité par Halévy, p. 327.

autre ne le mérite pas. Car toute la production dépend de leur verdicts.

Seront-ils bons juges ? Dans l'état d'isolement où ils se trouvent auront-ils les moyens de voir clair ?

Ils doivent distinguer la véritable cause dans un phénomène à double aspect fort délicat et subtile : l'abondance du papier présenté à l'escompte peut indiquer simplement une plus grande demande de produits, donc un développement *normal* des affaires ; mais il peut également signifier le phénomène contraire : un ralentissement dans l'écoulement des produits et l'engorgement des marchés qui en découle, suivi par un autre engorgement, encore plus grand, qui doit, soi-disant, servir de remède au premier, sous le prétexte de se « rattraper sur la quantité ».

Dans le premier cas, même si la solvabilité de l'emprunteur n'est pas universellement reconnue, il est dans l'intérêt de tous, et même du banquier, de ne pas refuser le papier qu'on lui présente. Dans le second cas, au contraire, même si son honorabilité est à toute épreuve, il est utile que le crédit qu'on lui demande ne soit pas accordé.

Mais cette analyse, les banquiers de 1815 ne la savent pas encore faire. Dès lors, comme leur unique critérium reste la *solvabilité* de l'emprunteur, comment leur refuser l'escompte quand on a la certitude que celle-ci existe ? Comme ils n'ont que ce moyen d'appréciation, ils ne pourront résister aux demandes, que sous peine de passer pour de mauvais banquiers, puisque la seule condition à remplir qu'ils connaissent est satisfaite.

La seule reprise des paiements en espèce n'est pas un moyen satisfaisant pour améliorer le système. Le vidage de l'encaisse se fait lentement, dans la période où la crise est couvée. Il n'est pas assez brusque pour impressionner. Il ne peut pas constituer ce signe qui, avant de provoquer la panique néfaste dans le public, provoque une panique préalable et salutaire parmi les banquiers, et la solidarité for-

cée, au moins momentanément, de ces derniers, en vue de conjurer, ensemble, le danger.

Si la reprise de la remboursabilité en espèces n'est pas capable de créer cette solidarité du péril, le régime de l'individualisme économique l'est encore moins.

Les arbitres de la vie économique anglaise en 1815 sont les banquiers, et ils sont mauvais juges. Les régulateurs de la production sont les grands magrats de Lombart Street, et ils règlent mal. C'est pourquoi l'équilibre se rompt avec une fréquence inquiétante, et avec une régularité que la production ignore. Crise de 1793 ; crise de 1797 ; crise de 1800 ; de 1803, de 1810 ; enfin, crise de 1815, la plus grande de toutes ; et chaque déséquilibre de ce genre s'accompagne de durs effets sociaux : faillites en haut, soulèvements en bas.

Ainsi, nous assistons à un spectacle des plus étranges. Nous sommes obligés de constater que, parmi les fonctions de circulation de la société britannique, celle qui s'est développée avec le plus d'ampleur et de vitesse c'est, sans conteste, la banque, le crédit. Et en même temps nous voyons que c'est chez elle que l'insuffisance d'évolution cause le plus de maux et trouble le plus la vie économique.

Mais cette situation contradictoire est facilement explicable. Les fonctions de production, à la suite de grandes inventions, venaient de croître d'une façon démesurée. Il fallait que les fonctions de relation en fissent de même. Et plus encore, elles devaient *dépasser* les premières. Les débouchés dont on avait besoin ne pouvaient pas être fournis par le continent. Pour des raisons présentes (le Blocus et les Orders in Council) ; pour des raisons générales, parce que les Etats européens n'étant ni égaux ni très inférieurs aux Iles Britanniques, ils n'étaient pas en mesure d'absorber toutes les marchandises venues d'outre-Manche. Ils n'étaient pas assez développés, leur production n'était pas assez multiple et variée pour acheter « des produits avec des produits » comme le voulait Say. D'un autre côté ils étaient trop civi-

lisés pour se laisser apauvrir systématiquement, en coupe réglée, comme les anciennes colonies d'exploitation.

C'était ailleurs qu'il fallait chercher des acquéreurs à la manufacture anglaise. Mais *ailleurs* signifiait, comme je le disais plus haut (1), *très loin*.

De sorte que la solution de tous les maux consistait, en une exagération de tous les moyens capables de supprimer les distances : flotte marchande perfectionnée, moyens monétaires à la fois élastiques et sûrs, crédit bien informé et sensible aux remous de la production, liberté commerciale intérieure et extérieure, rapidité dans la transmission des nouvelles, etc.

Or, nous avons vu que toutes ces institutions étaient loin de s'être développées en proportion de la *production* qu'elles avaient pour devoir de rendre organique et cohérente. Or, nous nous rappellerons que nous avons établi que c'est non seulement d'un développement de la circulation *égal* à celui de la production que la nouvelle société britannique avait besoin mais d'une *hypertrophie* de la première.

Telle est la gravité du problème qui se posait en 1815. Ou plutôt, qui *ne se posait plus*, car il ne pouvait pas attendre, mais qui *devait*, et vite, *être résolu*. Les esprits les plus éclairés s'y attelèrent. Nous savons aujourd'hui que leur succès fut rapide et complet. C'est grâce à ce succès que le xix^e siècle fut avant tout un siècle britannique.

Quand nous aurons étudié l'œuvre de Ricardo, nous aurons vu, grossis comme à travers une loupe et systématisés en un corps de doctrines harmoniques, les faits et gestes des trois générations qui travaillèrent à la grandeur du pays, qui comptait en 1815 le banquier de la cité parmi des citoyens.

Mais avant d'arriver à Ricardo, nous voudrions, brièvement décrire comment se posait aussi un *problème d'après demain*, le problème social. Il est très important, surtout

1. V. *supra*, p. 6.

en ce sens, que c'est pour ne pas avoir eu la prétention prématurée de le résoudre, que la génération de 1815 s'assura les mains libres, et put les employer là où des questions plus urgentes les demandaient.

CHAPITRE IV

LA SITUATION SOCIALE

L'Etat et les rapports réciproques des classes sociales présentent, en 1815, un aspect contradictoire.

Si l'on regarde avec l'œil humanisé de 1921 on est surpris et indigné de l'abîme qu'il y a entre les couches supérieures et inférieures de la Société. C'est à cette époque que l'Economie politique prend, avec Sismondi, un caractère éthique. L'explication est facile. La misère n'a nullement augmenté. Elle est, *tout simplement devenue visible à l'œil nu*. Le capitalisme concentre sur des emplacements étroits de grands masses de prolétaires. Les mécomptes de l'un d'entre eux se multiplie avec celui de tous les autres. Cela les rend plus clairs, plus manifestes, plus transparents. Et nous nous en émouvons d'avantage.

Mais un coup d'œil plus objectif nous fait découvrir que les antagonismes entre riches et pauvres sont presque inexistants. En dehors de la part de rivalité qui est impliquée dans la notion même de collaboration, la marge d'oppositions d'intérêts, d'hostilités véritables est très réduite.

D'abord la situation matérielle de l'ouvrier était, somme toute, devenue meilleure. Ensuite son niveau mental était trop bas pour qu'il pût percevoir et encore moins formuler avec un peu de précision, ce qu'était la lutte de classe. Ajoutez à cela, que, très souvent l'intérêt, du capitaliste, rendait celui-ci

philanthrope malgré lui, par pur calcul. Enfin, la lutte, vitale pour toute la société, se donnait ailleurs. Ce sont les capitalistes de la production et ceux de la circulation qui sont aux prises. Or, ils appartiennent, tous les deux, à la même classe, par la fortune. Leurs rivalités ne peuvent avoir un caractère sanglant. Elles prennent l'aspect parlementaire de débats oratoires, de manœuvres de coulisse, de trafics d'influence, de polémiques par la plume. En un mot c'est un combat politique, et non social.

Si, parfois, le mécontentement de la populace éclate, c'est beaucoup plus à des révoltes qu'à des révolutions que l'on a à faire. Emeutes aveugles, explosions d'esclaves, accès de sauvagerie, soubresauts de colère impuissante, spasmes incohérents, vite essouffés, mal dirigés. Le prolétariat n'est pas mûr pour les revendications de classe. Il faudra que leur propres ennemis leur donnent un coup d'épaule.

Ainsi, en 1815, double tableau. Pour la première fois paraît sur la scène de l'Histoire un vrai antagonisme de classe, en ce sens que, pour la première fois l'œil du public est à même de le voir.

D'un autre côté, si le problème est posé, il ne demande nullement à être résolu. C'est la philanthropie de ses adversaires qui le voudrait ainsi. Mais cet idéalisme, quelque louable qu'il soit, est déplacé. Le citoyen qui aime sa communauté a le devoir de ne pas s'embarrasser d'un problème d'après-demain. C'est au problème d'aujourd'hui qu'il doit s'attaquer. Or, nous avons vu combien ce dernier était cuisant.

Quelques faits nous semblent confirmer notre manière de voir.

Ainsi en Irlande, pays de la propriété géante et de l'exploitation naine, pays des middlemen sans nombre s'interposant entre le propriétaire et son fermier, les paysans supportent avec autant si non avec plus de résignation leur état que leur confrère de l'île voisine, quoique leur situation ne soit pas comparable.

En Grande-Bretagne, le *Squire*, le *minor proprietor* se fait un devoir de résider sur sa terre. Le contact quotidien, l'intérêt qu'il prend à la culture émonsse les frictions et fait grandir l'estime réciproque. Le propriétaire qui connaît ses paysans est à même de savoir où placer sa confiance. Ainsi il pourra augmenter d'une façon profitable le nombre des financiers, et partout étendre son exploitation. Il pourra de plus en plus se consacrer à la « ferme expérimentale », qui fera l'orgueil de la contrée. Enfin les ambitions électorales viennent, par un autre chemin adoucir les relations.

Les inclosures et les entails, font, il est vrai, disparaître la *yeomaury*. Mais le fermier tient bon. Il résiste, travaille, rachète. D'ailleurs le fermier est lui-même une sorte de *gentleman*. Malgré les lois de *distrain* (ou de *distress*), celle des *fixture* ; malgré les discussions lors du renouvellement des baux, malgré les *game laws*, malgré la *dime*, c'est beaucoup plus à une collaboration qu'à une divergence d'intérêt que l'on a affaire. Les ouvriers chômeurs des villes avoisinantes viennent avec plaisir équilibrer leur budget à la char-rue. Et comme ces derniers sont de beaucoup plus capables que ceux qui résident continuellement à la campagne, on tâche de les gagner et de les fixer. On leur offre de les loger gratuitement, dans un cottage confortable, à la seule condition de ne pas partir durant toute l'année. Ce *cottage system* est une réédition, mais en l'avantage du paysan, de *l'adscriptio glebæ*.

Enfin, en ce qui concerne les salaires, nous pouvons citer un fait symptomatique. Tous les comtés de l'Angleterre adoptent une disposition des Juges de Paix du Buckinghamshire, du Hampshire et du Berkshire, qui, en 1795, ont fixé une fois pour toutes le montant des salaires par rapport au prix du blé.

Somme toute, la situation du villageois s'améliore sensiblement. Nous en avons la preuve dans l'augmentation de la population. Il est vrai que les agriculteurs de 1815 semblaient apercevoir le phénomène opposé, et s'en plaignaient

amèrement. On se lamentait sur l'émigration intérieure, sur l'exode du plat pays vers la ville. En réalité on commettait la même illusion que signalait, en 1918 M. Rist, au sujet de l'Allemagne. C'est à un accroissement général de la population que l'on a affaire. Seulement, la campagne y puise moins, la ville plus. On peut parler d'augmentation moindre. Mais il n'y a pas de perte.

Ainsi, le tableau est, dans ses lignes générales harmonieux. Le problème social s'est posé. Mais il ne tient pas grande place dans les nécessités du moment historique. Les hommes comme Spence, aujourd'hui encore, passent pour des utopistes.

La mortalité, qui était, dans une région de grande industrie, d'un quarantième de la population en 1780, s'abaisse jusqu'à un cinquante-quatrième en 1810 et descendra jusqu'à un soixantième en 1830. Comme le dit si bien M. Halévy : « Un teint plus pâle, des muscles moins développés, plus de précocité ne sauraient être considérés sans réserve comme les symptômes d'une décadence de la race : à la santé rurale une nouvelle forme de santé se substitue (1) », plus en harmonie avec le milieu.

Et somme, toute l'hygiène des grandes usines ne peut se comparer à celles des taudis où travaillaient les petits ouvriers à la pièce.

En plus, beaucoup de grands capitalistes sont doublés de grands philanthropes. Les Strett, les Ashton, les Cheshire, les Dale, les Owen, etc., contribuent à créer un courant d'opinion qui est certainement pour quelque chose dans les deux acts de Sir Robert Peel.

Quant aux insurrections contre les progrès du machinisme c'est bien plutôt contre des outils que contre des machines qu'elles ont été faites. Les troubles luddistes, d'ailleurs, comme tous ceux qui s'en rapprochaient n'étaient

1. *Op. cit.*, p. 266.

que des « manifestations irréfléchies, purement impulsives, et qui restaient sans lendemain (1) ».

Les coalitions ouvrières ne peuvent pas réussir, car elles sont contre l'esprit du temps. L'industrie, comme la finance, comme toute la vie économique, est au régime de l'anarchie individualiste, de l'organisation spontanée. Dans la mesure seulement où réussissent les joint stock companies il est naturel que réussissent aussi les *Friendly societies* et les *Saving Banks*, leurs succédanés prolétariens. Mais, en général, ce n'est pas le principe de l'Association qui gouverne la société de 1815. Ce ne sont pas les poursuites judiciaires qui ont rendu impossibles les coalitions ouvrières ; (d'ailleurs le statut d'Elisabeth ne les défendait pas ; c'était, juridiquement, les manufacturiers qui présentaient un caractère illégal, révolutionnaire). Le grand ennemi de toutes ces menées fut l'impuissance où l'on se trouvait à lutter contre l'esprit du temps.

Il ne faut pas s'attendre à trouver, dans les rapports entre le capital et le salaire des luttes d'une certaine consistance, durée et portée.

La lutte se livre autour du grand problème de 1815 : la désadaptation entre les fonctions de production et de circulation. C'est entre des riches, à l'intérieur de la même classe sociale que les rivalités seront véritables et leurs répercussions considérables.

Tel est le combat qui se donne pour et contre les *Orders in Councils* et, sa conséquence naturelle, le *licensing trade*. Une classe d'hommes d'affaire, grâce à leur faveur auprès du gouvernement, obtiennent et trafiquent avec ces licences. Ils les vendent surtout à des armateurs étrangers. Contre eux s'élèvent les protestations des constructeurs et des propriétaires de navires. Tous les intérêts, si respectables, surtout en ce moment, de la marine marchande se dressent contre ces Shylocks d'un nouveau genre. La construction

1. Halévy, *op. cit.*, p. 251.

des navires baisse de plus de moitié. Des conversions éclatantes comme celles de Canning et de Wilberforce ; des pétitions de tous côtés, des manifestations, des chutes de ministères, des assassinats ornent la lutte. Enfin, quoique trop tard (1), les abolitionnistes triomphent.

Tout aussi importante est la divergence d'intérêts entre les manufacturiers, d'un côté, et des armateurs d'un autre. Ces derniers ont tout à gagner à ne pas laisser les progrès techniques s'introduire dans le commerce du transport naval. Le bateau à vapeur n'est employé que pour les passagers. Comme cela, les propriétaires de vaisseaux pourront jouir, de par la rareté du frêt, d'un quasi-monopole, qui leur confère une grande prospérité (2).

La discussion du *Corn Bill* (3) se fait dans des conditions qui n'ont rien à envier à celles des *Orders in Council*. Les agriculteurs, libres échangistes la veille, demandent la protection. Les Baring et les grands armateurs, protectionnistes la veille, demandent la liberté commerciale. Deux années de bonne récolte ont effrayé les premiers. Mais la cherté des vivres est faite pour déplaire aux industriels, qui s'en effrayent à leur tour. Ils préfèrent que les salaires soient bas. Dès lors, ils se mettent de nouveau à organiser des manifestations, à encourager des émeutes. Mais, malheureusement, le mercantilisme n'est pas tout à fait mort. Une majorité parlementaire, quoique durement arrachée, leur donnera momentanément le dessous.

Le combat livré à l'occasion de l'expiration de la Charte de la compagnie des Indes présente presque l'aspect d'une guerre civile. D'un côté tout Lombard Street, tout ce que Londres avait de puissant par l'argent, l'esprit, la situation sociale et les relations politiques ; de l'autre, toute la province marchande. L'acuité de la lutte nous est rendue visible par la gravité de ces antagonismes, et l'instabilité des cou-

1. Cinq jours avant l'abrogation, les Etats-Unis avaient déclaré la guerre.

2. Porter, *Progress of Nation*, p. 392.

3. V. E. Martin, *op. cit.*, pp. 263-276 ; et Halévy, *op. cit.*, pp. .

rants sociaux, par le fait, plein d'enseignements, que c'est le plus faible qui gagna la partie.

Ainsi pas de lutte de classe, mais seulement, à l'intérieur de la même classe, après rivalités politiques. La question sociale existe. Mais il n'y a pas de problème ouvrier à résoudre.

Bien entendu, le lecteur de 1920 ne peut pas s'empêcher de s'émouvoir et de s'indigner à la lecture d'une description des conditions de vie du prolétariat en 1815. C'est même dans ce pays et à cette date que les ouvrages d'économie ouvrière puisent le plus volontiers les exemples éloquentes. En voici quelques-uns :

« Les surveillants des workhouses, chargés de loger les ouvriers pendant la nuit, racontent qu'ils sont obligés de les mettre sous clef pour les empêcher de s'enfuir, obligés, quand le travail a pris fin, de faire des tournées dans les usines et de ramasser ceux qui sont tombés endormis dans les coins, épuisés de fatigue. Ils dorment en travaillant, ils dorment debout, à côté des redoutables machines qui constamment les blessent et les extropient. A peine le temps de manger un repas réchauffé à la diable sur la chaudière elle-même. Quelquefois, dans les usines mal tenues, obligation pour l'ouvrier de manger comme il peut, pendant qu'il travaille. L'atmosphère des ateliers doit être humide, afin que les fils de coton tendus dans les machines ne se rompent pas. Les ouvriers sont trempés jusqu'aux os, et, par les temps froids, leurs vêtements gèlent sur leur dos, pendant qu'ils rentrent chez eux (1). »

Hommes, femmes et enfants sont entassés pêle-mêle dans les usines, travaillent dans une atmosphère brûlante, qui surexcite l'instinct sexuel. Pourquoi les ouvrières, vivant dans une promiscuité bestiale avec leurs camarades de l'autre sexe, opposeraient-elles beaucoup de résistance aux exigences du contremaître, du patron lui-même, de ses fils,

1. Halévy, *op. cit.*, p. 264.

qui, dès l'âge de quinze ans sont placés dans l'usine avec pleins pouvoirs pour commander et pour punir ? Francis Place raconte, en 1828, au Saint-Simonien d'Eichtal, qu'un de ses amis visitant une usine de Lancashire, le patron lui a offert celle des ouvrières qu'il choisirait pour passer la nuit avec lui. Le soir, les rues de Manchester offrent un spectacle scandaleux : les ouvrières des filatures cherchent souvent dans la prostitution, avec la connivence de leurs maris, un supplément à leurs salaires (1).

« Un voyageur, descendu dans une mine de Whitehaven nous raconte son effroi quant, à un carrefour, il tombe sur un groupe de garçons et de filles, aux faces hagardes, à l'air canaille, aux propos menaçants et obscènes. Hommes et femmes s'accouplent au hasard dans les ténèbres, pour le plaisir, sans se demander si ce n'est pas un père et une fille, un frère et une sœur qui se souillent par un inceste (2). »

« Le mineur est payé à la tâche ; et ce sont en grande partie les accidents de terrains qui décident si il sera, au bout de la semaine bien ou mal rénuméré de sa peine. Il a, en conséquence, le tempérament de joueur. Quand il est bien payé, il dépense tout. Quand il a moins gagné, il escompte un retour de la chance, et s'endette » (3).

Mais, nous le répétons. Si tout cela pouvait émouvoir l'âme de l'idéaliste, et, au besoin, faire ouvrir la bourse du millionnaire philanthrope, les souffrances du travailleur étaient loin de constituer un problème public. Toute l'attention se tournait ailleurs.

C'est autour du Corn Bill, des Orders in Council, du Navigation Act, de la Compagnie des Indes que se livraient les vraies batailles. Guerres, assurément. gantées de velours et armées de codes ; mais la courtoisie et l'urbanité n'enlevaient rien de leur importance, de leur âpreté, de leur permanence. Il y en avait une surtout qui primait toutes les autres. Toute

1. Halévy, *op. cit.*, p. 265.

2. Halévy, *op. cit.*, p. 249.

3. Halévy, *op. cit.*, p. 250.

la production d'une part, toute la finance de l'autre. Rivalité stable et pour ainsi dire « naturelle », malgré les alliances temporaires et partielles en vue de problèmes plus petits. Opposition sourde d'intérêts. La production vit du crédit des autres juste en un temps où la surproduction et la surcapitalisation étaient sa charte. Devant elle, l'inexpérience des banquiers, qui pourtant étaient appelés à statuer souverainement si telle entreprise a besoin de vivre, si telle autre a le devoir de mourir.

Tels sont les conflits les plus aigus. Mais ils se déroulent entre gens civilisés, dans une atmosphère des plus parlementaires, à la tribune, sur le papier, dans les couloirs de la Chambre ou dans les antichambres des Boards. Il n'y a pas de lutte de classe. Il y a, à l'intérieur d'une même classe, des rivalités économiques et politiques. Des antagonismes existent, mais rien ne nous autorise à leur trouver le moindre caractère révolutionnaire. Le problème social, en 1815, ne fait que naître (1).

*
* *
*

Et maintenant, essayons de tracer un portrait d'ensemble du moment historique de 1815.

Des pertes improductives, du fait de guerres absurdes, une

1. Comme ce n'est qu'à partir du *Chartisme* que commencent les véritables revendications ouvrières, on ne peut trouver, pour 1815, que des informations fragmentaires dans des ouvrages dépassant la date de 1815. V. pourtant l'admirable : *Zwei Bücher zur Geschichte Sozial Englands*, de A. Held et Halévy, *Histoire du peuple anglais*. On trouve également des détails intéressants dans le grand ouvrage en six volumes publié sous la direction de Traills and Mann *Social England*, t. V et VII ; V. aussi les chapitres concernant les répercussions sociales de l'industrie dans les ouvrages cités de Cunningham et Thorold Rogers, et Tonybee. V. aussi J. Bardoux, *Essai d'une Psychologie de l'Angleterre contemporaine*, chap. III du L. I : *L'évolution des facteurs psychologiques et sociaux*, pp. 89 et suiv. V. également E. Martin, *Hist. fin. et éc. de l'Angl.* (1066-1902), t. II, chap. : *Richesse et Paupérisme*, pp. 333-361, et sur les *Agriculteurs* et le *Corn Bill*, pp. 263-276, v. aussi Th. Rogers : *Travail et Salaires en Angleterre*, chap. XVIII, p. 433 et suiv. v. aussi Seignobas, *Hist. polit. de l'Europe*, ch. II sur l'Angleterre.

dette formidable, tel est l'héritage que 1815 doit recevoir ou refuser. Logiquement, on devrait refuser. La richesse normale des nations et les facultés de paiement escomptables du contribuable nous autorisent à le supposer. Du même coup, cette situation enlève toute raison d'être à l'Etat national mercantile, convaincu d'impuissance. Pourtant des événements nouveaux se produisent, et l'Histoire dépasse la logique. Un accident apporte la possibilité de réparer ces pertes : c'est la prospérité qu'engendrent les nouvelles inventions. Par cela, l'Etat mercantile est rendu à la vie, quoique son incapacité soit restée la même, car il est étranger à la cause qui le sauve. C'est pourquoi il ne pouvait pas être question d'une résurrection, mais d'un ajournement de sa mort, d'un prolongement de l'agonie.

Toutefois, une circonstance particulière, et où, cette fois, l'Etat y est pour beaucoup, fait que cette agonie dure un siècle : Les frontières des survivants empêchent la prospérité de devenir générale. Les progrès se font de manière inégale. Le mercantilisme avait réussi, au temps de son apogée, à niveler les fortunes des nations. A présent, il y a de nouveau des Etats riches et des Etats pauvres. Il y a, enfin, et surtout, un *Etat en chef* : c'est l'Angleterre. Tandis que tous les autres croupissent dans une léthargie mercantile, le Royaume britannique, seul, est assailli par les problèmes de l'avenir. C'est, comme dirait Patten, l'unique Etat *dynamique* dans l'Europe de 1815.

Ces problèmes, les voici : Tout d'abord, élever les fonctions de relation (commerce, monnaie, transport, crédit, communication, etc.) au niveau qu'avait atteint, spontanément, la production.

Ensuite, ce niveau, *le dépasser*. L'Angleterre devait ou s'enterrer ou alors devenir un *Etat mondial*, qui, dans une communauté anti-géographique, réunisse des bribes éparses de territoires. Pour ce faire, un seul moyen : hypertrophie des fonctions de circulation.

Tous les troubles économiques, tous les antagonismes

sociaux gravitent autour de cette nécessité impitoyale ; devant elle, les autres s'effacent. Tout ce qui n'est pas elle, constitue un problème du lendemain, du surlendemain même. Il se *pose*, mais ne demande pas à être *résolu*. Il ne le sera que plus tard, que partiellement, et quand son aîné l'aura été tout à fait.

Ainsi, la date de 1815 est importante parce qu'elle ouvre une grande crise, la crise de l'Etat mercantile. Et la date de 1815 est importante surtout en Angleterre, parce que seul ce pays la peut guérir. C'est, il est vrai, un remède exclusivement britannique. Mais c'est, quand même, une guérison. Elle permettra aux autres nations d'exister aussi. Durant un siècle, les Etats mercantiles du vieux continent, avec le souffle un peu ralenti, vivront sous l'égide de la *Paix britannique*.

Mais 1815 a une importance qui dépasse son lieu et sa date. Elle a une portée et des enseignements généraux. La situation de l'Angleterre à cette époque n'est que le dernier, quoique peut-être le plus brillant exemple d'un phénomène historico-économique très courant : *une solution particulière, individuelle à une crise générale*. Et cette crise générale est celle de l'organisme social le plus important que l'on puisse imaginer : l'ETAT.

L'exemple de cette *crise d'Etats* est pleine d'enseignements économiques. Elle nous prouve que l'*Etat* est beaucoup plus un organisme économique que politique ; et que ce n'est que par des critères économiques qu'on peut le définir. Eux seuls peuvent tenir compte de ce fait très important (que la science du droit public n'étudie pas) ; le fait que les Etats naissent et meurent, et que des formes d'Etats vieilles doivent céder à d'autres, plus adaptées aux circonstances. Or, seules des considérations d'ordre *économique* peuvent expliquer le processus de la transformation des Etats.

Si l'organisme social qui se nomme : Etat est caractérisé par quelque chose, c'est bien par la prétention, justifiée ou

non justifiée, de se suffire, économiquement, à lui-même. Evidemment, ce n'est qu'une tendance. Il ne faut pas l'entendre dans son sens absolu. Elle ne s'applique pas même à ce qu'on appelle l'Etat à « économie fermée », comme étaient les Etats urbains du moyen âge. Ceux-là aussi faisaient du commerce extérieur, comme dit Bücher (1), pour emplir les « lacunes » que laissait l'insuffisance économique de ce *tout* que formait la ville et le plat pays avoisinant. Mais, le commerce extérieur des Etats modernes ne signifie pas autre chose ; ce n'est qu'une question de degré.

Or, c'était bien une impossibilité croissante à se suffire à soi-même qui constituait le trait fondamental des Etats mercantiles à la fin des guerres napoléoniennes. Non seulement la population avait considérablement augmenté, mais la guerre chronique, faite pour des motifs platoniques et non économiques, empêchait d'économiser les excédents éventuels de la production sur la consommation, et au plus amenait une grande déperdition improductive des richesses et des valeurs.

L'Etat mercantile, l'Etat national, faillissait à sa tâche.

Il ne lui restait qu'à céder la place.

Restait à savoir quel serait son successeur.

L'histoire nous prouve que, en ce genre d'occasions, quant à une forme d'Etat doit se substituer une autre, deux solutions sont possibles : une solution générale, et une autre *individuelle*, où se qui revient au même, une solution *territoriale*, et une solution *mondiale*.

En effet, on peut classer les différentes formes d'Etat en deux grands groupes : L'Etat territorial, et l'Etat mondial. L'histoire tout entière nous offre le spectacle d'une alternance rythmique de ces deux formes-type.

L'adjectif « territorial » signifie que l'on donne une importance prépondérante aux facteurs : *unité* et *proximité géographiques*. C'est dans les Etats territoriaux qu'apparaît la

1. Bücher, *Entstehung d. Volkswirtschaft*, chapitre III.

théorie juridique des frontières naturelles. Au contraire, le mot « mondial » indique qu'il n'y a pas de distance, quelle que vaste qu'elle soit, qui paraisse, trop grande. La distance entre deux antipodes elle-même n'effraie pas. (Bien entendu, chaque époque a ses antipodes. L'orbis romaine diffèrait de la nôtre. Il s'agit uniquement du monde « connu, exploré » au moment historique où l'on se place.)

On voit tout de suite les différences économiques qui en découlent. Le seul problème important pour un état territorial c'est un grand développement des *fonctions de la production* (industrie et agriculture). Au contraire, c'est d'une hypertrophie des fonctions de circulation qu'a besoin l'Etat mondial. Le premier n'est préoccupé que d'une répartition harmonieuse de l'activité économique à l'intérieur de son territoire. Le second n'a qu'une tâche : avaler les distances, donner à toutes les institutions économiques une élasticité, une souplesse maxima (1). L'économie du premier est plus fermée que celle de l'autre. Cette dernière l'est juste assez pour conserver un minimum de centralisation organique. Enfin, pour tout dire, il y a deux expressions qui caractérisent admirablement les deux et résument leurs différences : L'Etat territorial c'est l'*Etat de la balance de commerce*. L'Etat mondial est celui de la *balance des comptes*. Ces deux notions symbolisent toute l'évolution. La voici en deux mots :

Quand une forme d'état n'est plus capable d'assurer l'auto-satisfaction de tous les besoins intérieurs, et que l'équilibre entre les entrées et les sorties de valeurs se rompt, il y a deux sortes de solution qui peuvent le rétablir :

1° Une solution générale, qui consiste dans la fusion de plusieurs Etats voisins en une synthèse supérieure (qu'elle soit incomplète, politique et économique en même temps, ou économique surtout, peu importe). Mais elle se fait sur des considérations de voisinage, de proximité géographique.

1. Cunningham, *Growth of engl. Ind. and. Com.*, II, § *Naturalism and cosmopolitanism in economico*, p. 680-682.

C'est une intégration territoriale. Ainsi, l'Etat mercantile national du xv^e siècle avait fondu tous les petits Etats urbains et seigneuriaux qui étaient devenus, depuis longtemps, incapables de se suffire eux-mêmes.

2^e Mais, avant que la solution générale ait le temps d'arriver, une solution individuelle s'offre la première. De tous les Etats voués, candidats à la transformation, le plus prospère offre sa solution individuelle. Elle s'appelle *hégémonie* (1), et, malgré ce que ce mot renferme de désavantageux pour les autres, elle a beaucoup plus de chances de réussir que la solution générale. En effet, avec un minimum de sacrifices, elle assure aux autres Etats le *statu-quo*. Elle ménage les transitions. Chacun des Etats anachroniques préfère avoir un maître que de ne plus exister du tout.

On voit toute suite la différence de structure qu'engendre l'une ou l'autre des deux solutions : dans le premier cas c'est une *fusion*, dans l'autre c'est une *hiérarchie*.

C'est le spectacle de l'Europe en 1815, et le sort avait fait que l'Etat en chef fût l'Angleterre ; non pas à cause de ses victoires contre Napoléon. L'Autriche aussi était victorieuse. Mais parce que le hasard avait donné naissance à quelques inventions de génie juste sur le sol britannique. C'est la prospérité qui en découlait qui permit que la solution individuelle de la crise des Etats fût une solution anglaise.

C'était, assurément, une solution qui ménageait les transitions. Les anciens Etats à structure mercantile étaient conservés. Mais il y en avait un qui devait changer la sienne. D'Etat territorial il devait devenir mondial. La balance com-

1. Il ne faut pas confondre la situation que nous décrivons avec l'Impérialisme. L'hégémonie suppose, comme en 1815, une anarchie, une détresse et une impuissance *générale* de la part de *tous les autres* Etats. Au contraire, les prétentions d'une Espagne, d'une Hollande, d'une France « über alles » comme au temps de Charles-Quint ou de Louis XIV, c'est de l'Impérialisme, car c'est une prétention de suprématie en pleine période d'équilibre, en pleine période d'Etats territoriaux. C'est un luxe, et non une solution nécessaire.

merciale prenait la forme plus fragile de la balance des comptes.

En effet, il était absolument nécessaire qu'il devînt mondial. Ce qui avait assuré sa prépondérance c'était sa faculté exceptionnelle de *produire*. Mais cette production avait besoin de débouchés. Où les trouver ?

En tout cas, pas dans les états voisins. Ceux-ci, encore imbus d'instincts mercantiles et du dogme de l'économie fermée, regardent avec méfiance ce qu'ils appellent l'invasion des marchés par les étrangers, et surtout par le plus puissant des étrangers. Et comme ils sont encore assez puissants pour se défendre, ils résistent, négocient, marchandent, et tâchent d'obtenir de l'Etat en chef le maximum d'avantages. Ils en ont absolument besoin, car c'est grâce à eux qu'ils peuvent, tant bien que mal, combler les lacunes qui, il y a quelque temps, les menaçaient de la suppression.

Le résultat de tout ceci, c'est que les débouchés offerts par les états voisins ne peuvent pas satisfaire leur grand voisin. Ils sont intermittents, incertains, longs à obtenir et en contradiction absolue avec la mentalité, l'esprit de clocher du pays qui doit les fournir.

L'Etat en chef est basé sur la surproduction, c'est sa faculté de surproduire qui lui a donné l'audace de proposer sa solution. Il lui faut donc des débouchés sûrs, stables permanents. Or il n'y a que deux sortes de pays qui les lui pourraient offrir. Ou bien des états *égaux*, ou bien des états *très inférieurs*. Ceux de la première catégorie, n'existent pas. Quant à ceux très inférieurs ils existent, mais il faut les chercher très loin, et les obliger à accepter perpétuellement et sans réplique l'excédent chronique de la production.

Ces deux conditions constituent les deux plus importants chapitres de la balance des comptes : La flotte marchande et les créances sur les pays très éloignés.

C'était, en 1815, la situation de l'Angleterre. Mais

d'autres (1) époques avaient connu des situations absolument semblables. Un parallèle frappant avec l'Angleterre de 1815 peut être fait avec l'Italie du temps des guerres puniques. L'Etat par excellence territorial qu'était Rome vers 282-134 a. Chr. n. ne se suffisait plus économiquement (2). Le régime de la fédération entre voisins devait céder la place à un état mondial. Et les deux chapitres de la balance des comptes furent satisfaits, on créa une grande flotte marchande, et une immense créance sur l'étranger. Cette créance différait un peu de celle que pouvait obtenir l'Angleterre du XIX^e siècle. Ce n'était pas les financiers, mais les légions qui la gagnaient, n'importe. Le résultat était le même. Toutes les villes d'Italie vivent des prestations qu'étaient tenues à faire les provinces éloignées de l'orbis, à la suite des créances arrachées par les armes de la ville unique (3).

Les procédés en harmonie avec les pratiques de 1815 étaient différents (4). Mais leur efficacité était tout aussi grande. Ce n'était plus le glaive. C'était l'argent.

Il fallait donc que le crédit fût organisé de telle façon qu'il puisse fournir à tout moment des sommes disponibles. Comme c'était le moyen suprême permettant de s'assurer des débouchés perpétuels, il fallait que dès qu'une bonne occasion se présentât, on pût l'acheter, vite et une fois pour toute (5).

1. Ainsi, on peut citer, lors de la grande crise des États urbains devenus insuffisants, comment, avant qu'ils fusionnent dans l'Etat national, on assiste à des essais de solutions individuelles : c'est l'Etat communal mondial de Venise, d'Amalfi, de Gênes.

2. V. Les substantielles analyses historiques de Schmoller, *Principes*.

3. Bücher : *Grossstadttypen aus fünf Jahrtausend* (ajouté à la 6^e ed. d. son *Enstthum*).

4. Bien entendu, c'est toujours avec les pays d'Europe que l'Angleterre faisait, en 1914, les trois quarts de son commerce total. Mais, c'est ce quart de commerce colonial qui lui permit de conquérir, peu à peu des débouchés chez ses voisins. D'ailleurs le mercantilisme actuel est moins exclusiviste que celui de 1815.

5. Aujourd'hui les débouchés européens de l'Angleterre sont perpétuels,

Enfin, un troisième problème se pose pour tout Etat mondial. La seule forme de *centralisation* qu'un tel Etat, composé de fragments épars de territoires, disséminés aux quatre coins du monde connu, puisse avoir est celle de la *centralisation financière*. Il faut une métropole où viennent converger tous les courants de monnaie, toutes les transactions. Il faut fabriquer une *worldclearinghouse*. Il faut concentrer en un point unique tous les paiements. C'est le troisième grand chapitre de la balance des comptes.

Mais pour cela, il faut satisfaire à deux conditions en apparence contradictoire. Il faut, d'un côté, pousser jusqu'à l'exaspération l'élasticité fonctionnelle de la monnaie. Il faut, comme dit Simmel (1) qu'elle se dessubstantialise, qu'elle s'immatérialise, que de « chose » elle devienne « fonction ». Mais, en même temps, il faut aussi qu'elle soit stable, qu'elle soit saine. Ce n'est que si on a la certitude que sur tel marché sa valeur reste invariable durant des périodes très longues, que l'on aura confiance et que la traite sur la ville métropole sera une véritable monnaie mondiale. Or, pour cela il faut que la circulation soit prudente, l'encaisse solide, la politique bancaire avisée, en un mot, une foule de conditions complètement opposées à la première.

Trouver un moyen capable de donner à la monnaie à la fois le plus de jeu possible et le maximum de stabilité, — telle est la condition que tout Etat mondain doit remplir. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra s'assurer le troisième chapitre de la balance des comptes.

Mais de même qu'il faut une centralisation, un sommet, il faut aussi un minimum d'unification interne. Bien entendu, ce ne sera pas une *fusion*, comme dans l'Etat territorial (2).

car ses voisins sont à peu près ses égaux au point de vue du développement économique. Mais en 1815 ils ne l'étaient pas.

1. V. Simmel, *Philosophie des Geldes*.

2. Dans l'Etat territorial, le lieu qui réunit les différentes parties à l'intérieur est autant politique qu'économique. Les liens politiques qui réunissent les colonies à la métropole sont tellement inconsistants et *sui generis* qu'ils défient toute définition juridique exacte et fait le désespoir du

Les distances énormes entre les fragments de terre qui constituent l'Empire mondial ne le permettraient pas. Ce sera un lien assez lâche de vague fédéralisme. Son caractère sera fiscal. C'est une union douanière s'étendant à tout l'empire. L'Etat mondial est, par définition, par nature, libre-échangiste.

Et il l'est non seulement pour les motifs énoncés plus haut. Comme il ne redoute pas les pays voisins, qui tous sont à un stade de développement inférieur au sien, l'Etat mondial a tout à gagner à être libre-échangiste avec tout le monde.

En résumé, toutes les préoccupations importantes d'un Etat mondial se groupent autour d'une idée générale qui le définit : *la balance des comptes*. Travailler à construire, un par un, tous les chapitres de cette balance sera le problème fondamental de l'Angleterre de 1815. Devant lui, les autres problèmes pâlissent. Le problème social est rejeté à l'arrière-plan. Il ne fait que se poser. C'est déjà beaucoup. Mais c'est tout.

Et maintenant, changeons de méthode. Les conclusions que nous avons tirées des *faits de 1815*, vérifions-les par *l'homme de 1815*. Nous avons cru trouver dans son œuvre un raccourci saisissant du monde où il a vécu, dans les proportions exactes où les problèmes du temps se posaient, se hiérarchisaient dans la réalité.

Droit International. A la même occasion, nous tenons à faire une distinction entre les conditions où l'Angleterre, de 1815, met les bases de son empire colonial et celle de l'Empire de Charles-Quint. En 1815, l'Angleterre n'a pas de rivaux. Elle est bien l'Etat en chef. L'empire « où le soleil ne se couchait jamais » ne remplissait aucune des conditions requises par un Etat mondial. Ce n'était pas un Etat mondial. C'était à peine un Etat national. C'est pour cela qu'il fut vite réduit à ce qu'il était réellement. Il y a des Etats pour qui les colonies sont un luxe, un supplément de grandeur. Pour l'Etat mondial celles-ci sont une nécessité, car il en a besoin pour sauver les autres Etats. Elles font partie il est vrai, de sa solution. Mais sa solution fait bénéficier de la survie les autres aussi. Voilà pourquoi l'Angleterre de 1815 avait un *monopole colonial*, tandis que l'Espagne de Charles-Quint n'en avait que la *prétention*.

Pour une meilleure compréhension des faits, pour une plus entière corroboration de nos inductions, prenons et employons le meilleur instrument de recherche, le plus éloquent argument.

Cet instrument, cet argument, c'est David Ricardo.

DEUXIÈME PARTIE

La preuve par Ricardo

CHAPITRE PREMIER

LES IDÉES DE RICARDO SUR LE PROBLÈME SOCIAL

Nous nous voyons obligé de placer ce chapitre avant celui traitant des problèmes de la circulation, quoique nous ayons suivi l'ordre inverse quand nous avons fait la revue des faits historiques de cette époque. Ce qui nous y force, c'est la nécessité de parler, à propos du problème social, de la théorie de la valeur de Ricardo. Or, il serait impossible de ne pas commencer par celle-ci. Non seulement Ricardo lui-même la place au commencement de ses *Principes*, mais toutes ses autres théories deviendraient incompréhensibles.

*
* *

§ 1. — *Attitude générale de Ricardo dans le problème social*

Nous rappelons quelle était la situation de l'Angleterre en 1815. Un problème dominait tous les autres : la désadaptation douloureuse entre les fonctions de production et celles de relation ou de circulation. Cela déterminait un malaise général, une crise économique chronique et sûraiguë. Ce

problème non seulement se posait avant tous les autres, mais il ne voulait ni ne pouvait attendre. Les hécatombes de morts civiles (et quelquefois même physiques) (1) demandaient, avec urgence, une solution.

Tout autre était, disions-nous (2), le problème social. Lui, ne demandait pas à être résolu tout de suite. C'était un problème du lendemain, du surlendemain même.

Pourtant, il atteint, en 1815, une importance qu'il n'avait jamais eue jusqu'alors. Pour la première fois dans l'histoire, *il se posait*. Non pas que les autres époques ne l'aient pas connu. Au contraire, il y a eu, avant cette date, des luttes de classe d'une acuité beaucoup plus grande que, par exemple, les insurrections luddistes. Mais, chose entièrement nouvelle, la division en deux camps opposés prend maintenant un caractère organique. Il se forme de grands centres où des milliers de prolétaires se concentrent sur des remplacements très étroits. Il se constitue des agglomérations géantes composées d'une population famélique qui exhibe, affiche sa misère. Autrefois, répartie sur une infinité de points isolés, elle restait invisible à ceux qui auraient pu s'en indigner. Maintenant elle crève les yeux de tout le monde. Elle est toujours prête à apparaître comme un scandale public.

De même, parallèlement au dénuement des pauvres, s'étale le luxe des riches, et encore à deux pas des endroits où des gens, par milliers, meurent de faim, ou presque.

Quoique la misère fût, en 1815, moindre que celle des périodes précédentes, le fait de s'être rassemblée géographiquement sur quelques points lui donnait une éloquence qu'elle n'avait encore jamais connue.

Pour tout dire, de même qu'un écrivain, par la juxtaposition, sur l'espace étroit d'une feuille de papier, d'un grand nombre de lettres, concentre et pose le problème qui était auparavant disséminé dans son esprit, de même

1. De fréquents suicides accompagnaient les faillites.

2. Cpr. *supra*, p. 50-54.

les nouvelles conjonctures historiques rassemblaient sur l'espace exigü de quelques centres industriels une grande foule d'individus. Les faits, eux aussi, posaient leur problème.

Mais c'était tout. Un autre problème, qui figurait au premier plan, rejetait celui-là au second.

Comme un miroir, l'esprit de Ricardo refléta les faits. Lui aussi, il était le premier homme qui eût posé le problème social dans son intégralité. Mais il imita son temps : il ne chercha pas à le résoudre.

Cela pourrait, au premier abord, paraître étrange. Comment un écrivain peut-il seulement *poser* le problème social, sans chercher à le résoudre ? Et d'abord que signifie *poser* le problème social ?

Cela signifie une chose bien simple. Des pauvres et des riches n'ont, entre eux, que des relations économiques. Chaque objet utile, chaque fragment de bien contient une querelle entre les deux classes sur la question du mérite plus grand ou plus petit de l'une ou de l'autre dans la production de l'objet. Chacun des deux est disposé à affirmer et à croire sincèrement que le mérite est exclusivement de son côté, que *c'est lui qui détermine la valeur des choses*. Dans le domaine des idées, le problème social est symbolisé dans la *théorie de la valeur* (1).

Or, de même que, au moment historique de Ricardo, le problème se pose dans les faits, de même, et toujours pour la *première fois*, Ricardo le *pose* dans les idées (2).

En effet, avant lui le problème de la valeur a été *tranché, résolu, sans avoir été posé*. L'histoire des faits comme aussi celle des doctrines nous montre qu'avant (3) (comme d'ail-

1. Ainsi, toute la doctrine du grand apôtre de la lutte des classes est assise sur une théorie de la valeur. Il n'y a pas une seule page dans le *Capital* qui ne soit la déduction logique de la théorie marxiste de la valeur.

2. Comme nous le montrerons plus loin, la vente et les profits et salaires sont aussi des phénomènes de production et de circulation. La *valeur*, au contraire, c'est le *problème social pur*.

3. Il est vrai qu'Adam Smith a parlé, avant lui, de la valeur-travail.

leurs aussi après) (1) Ricardo, seules les classes possédantes ont eu *leur* théorie de la valeur, qui attribuait la valeur d'une marchandise aux seuls mérites de *leurs* membres.

Ainsi Ricardo est grand non seulement parce qu'il a été représentatif pour un temps qui, lui aussi, fut grand, mais surtout parce que dans l'histoire de la théorie de la valeur, dans l'histoire de la lutte de classe sur le terrain des concepts, il occupe la place culminante.

Mais la réalité de 1815, qui laissait dormir la question sociale, nous fait assister à des querelles beaucoup moins platoniques entre les sous-classes, entre les différents groupes particuliers au sein de la même classe au point de vue de la fortune. Ce sont les rivalités politiques entre les landlords d'un côté et les capitalistes de l'autre. Les premiers représentent le passé, les autres l'avenir et le progrès. Les faits donneront raison aux seconds et tort aux premiers. Ricardo, comme toujours, reflétera les faits.

Il va élaborer une théorie de la rente qui sera la première théorie *pessimiste* comme on l'a appelée. Avec elle il luttera non seulement contre le Corn Bill, mais aussi contre le quasi-physiocratisme des écrivains de son époque (2).

Par contre, sa théorie du profit sera plutôt optimiste. Cela ne veut pas dire qu'elle n'était pas strictement scientifique et absolument vraie au contraire, elle montre, comme nous verrons, combien Ricardo savait être, un homme de son temps sans commettre d'erreur vis-à-vis de la science de toujours.

Nous analyserons, dans le même ordre que plus haut, ces trois questions, et nous nous excusons auprès du lecteur

Mais il n'a fait qu'en parler, et, lui aussi, comme tous les autres a *tranché* sans *poser* le problème social de la valeur. V. Ricardo, *Œuvres*, chap. I.

1. Marx non plus ne l'a pas posé, car cela signifie l'envisager dans son *intégralité*. Or, Marx n'attribue de mérite qu'au travail du prolétaire. L'autre c'est pour lui du vol.

2. Surtout Malthus, v. *Lettres of Ricardo to Malthus*, p. 59, et *Œuvres*, chap. sur la rente, chap. sur les opinions de Smith sur la rente, chap. sur les opinions de Malthus sur la rente.

de devoir donner au chapitre sur la conception de la valeur chez Ricardo une extension peut-être un peu trop grande, vu que cette étude nécessite des discussions de doctrine et d'histoire des doctrines qui nous éloignent du sujet principal. L'importance de la question nous a paru trop grande pour que nous puissions nous décider à la sacrifier au seul bénéfice de la composition.

§ 2. — *Les idées de Ricardo sur la valeur*

Nous avons dit plus haut que Ricardo était le seul qui, non seulement a formulé une théorie vraiment scientifique de la valeur, mais que par cela il a *posé*, dans le domaine des idées abstraites, le problème social ; et comme dans le concept de la valeur se trouve condensée toute la question de la lutte de classe, aborder celui-là signifie aborder aussi celui-ci.

C'est pourquoi la théorie de la valeur, plus que toutes les autres, peut-être plus que celle de la rente, a été assaillie par tous les écrivains, du camp de droite, comme du camp de gauche, et dénaturée chez chacun d'une façon différente. Quelques exemples, pris au hasard, nous feront voir cette multiplicité de manières.

Ainsi Karl Diehl refuse à Ricardo toute vue d'ensemble, toute appréciation personnelle sur les questions sociales. Il n'a pas, dit-il, une « Sozialphilosophie ». Il n'a jamais traité que des sujets isolés, fragmentaires (*Einzilnefragen* (1)).

D'autres, au contraire, comme A. Held, disent qu'il a fait de l'économie politique une « domestique servile » (*gefügige*

1. Article sur Ricardo, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* de Conrad et Lexis, tome VII. Il est curieux à noter qu'un autre de ses commentateurs part de la même prémisse et arrive à la conclusion précisément inverse : « C'est parce qu'il était absorbé par l'unité même de la conception (c'est nous qui soulignons) qu'il ne voyait pas les vices de forme... » H. Denis, *Histoire des Systèmes économiques et socialistes*. II, p. 129.

Dienerin) des intérêts exclusifs du capital mobile » (1). Il appelle sa conception un « sophisme conscient » (2) (*bewüsten sophisma*). Et Ricardo lui-même « l'ennemi cynique du genre humain » (*zynischer menschenverächter*) dépourvu d'humanité (*mangel au humanitæt*) (3).

Les socialistes en revanche, en font un précurseur de Thompson, Rodbertus et Marx. C'est ce qui a déterminé l'entreprise qui consiste, dit-on, à « réhabiliter » (4) Ricardo, et à démontrer qu'il n'a aucune accointance avec les socialistes. La théorie de la valeur-travail ne serait pas sa vraie théorie (5). Celle du coût de production traduirait fidèlement sa pensée, voire même celle de l'utilité subjective (6).

Hector Denis est parmi les seuls à avoir vu qu'en réalité il est resté toujours fidèle à sa conception première (7).

Il n'est pas étonnant que de telles batailles entre glossateurs se soient livrées autour de la théorie de Ricardo (8).

1. *Zwei Bücher zur sozialen Geschichte Englands*, p. 175.

2. *Ib.*, p. 183.

3. *Ib.*, p. 171. La meilleure réfutation qu'on puisse apporter à cette manière de voir c'est la réponse à cette accusation par Ricardo lui-même, dans une séance au Parlement. Il faisait remarquer que lui aussi était un *landed proprietor*, et qu'il lui était fort difficile de décider si c'était du côté de l'argent ou de la terre que les intérêts de sa propre personne étaient en jeu.

4. En effet, tel est le titre d'un article célèbre d'Ashlry, dans *l'Economic Journal*. Voir aussi Marshall, *Principles*, I, p. 561, et traduction française, II, p. 215.

5. C'est l'opinion de la grande majorité de ses commentateurs.

6. Marshall, dans sa *Note sur la théorie de la valeur de Ricardo*, *Principles*, p.p. 553 et suiv ; trad. franç. I. p.p. 225-230.

7. Cette unité de mesure de la valeur (le travail) est si bien l'idée directrice de Ricardo, qu'après avoir exposé les restrictions aux principes, il y revient cependant d'une façon aussi absolue... » *H. de D. e. et s.* II, p. 151. De même Diehl appelle la conception de la valeur de Ricardo un objectivisme radical (*Schroffste Objektivismus*) par opposition au subjectivisme des théories psychologiques dont il est partisan : *David Ricardo's Grundgesetze der Wirtschaftslehre und Besteuerung, Wissenschaftliche Erläuterung*, t. I, p. 79.

8. La théorie du coût de production est *capitaliste* parce qu'elle est fondée sur une impossibilité de discriminer les mérites des deux classes respectives, impossibilité qu'elle tourne en son avantage. En plus, elle n'est

Tout d'abord, elle tenait du problème qui, après lui, devait primer tous les autres. Ensuite il était naturel que sa loi de la valeur fût inintelligible à tous. Les deux camps en lutte possédaient deux mentalités opposées et imperméables l'une à l'autre. Le capitaliste ne pouvait pas ne pas dire : Si la théorie de Ricardo attribue la valeur à *notre* classe, elle est bonne. Si elle l'attribue à *l'autre*, elle est fausse. Et cette dernière de formuler la proposition inverse. Ni l'une ni l'autre ne pouvait, et à bon droit, concevoir que l'on pût tenir compte des deux sans se tromper. Or c'était justement ce qu'avait fait Ricardo. Il avait fusionné ces deux idéologies de classe, ces mythes comme dirait Sorel, et en avait fabriqué une vérité objective. Grâce à lui, le concept, la *représentation collective* (comme on appelle ce genre de concepts empiriques dans la Sociologie Durkheimienne) de la valeur s'insinuait pour la première fois dans la science. Sans avoir la prétention de le résoudre, le problème était posé (1).

Mais, d'abord, essayons de définir ce que signifie, dans notre cas particulier, *poser* et *résoudre* la question de la valeur.

La valeur est le symbole des rivalités des classes ; elle est donc un problème de *distribution*, de *répartition*. Or, dans la répartition « du produit entre les classes qui concourent à sa formation, aucune loi ne peut être formulée relativement à la *quantité*, mais une loi suffisamment correcte peut être proposée relativement aux proportions » (2).

pas correcte car ce qui donne la valeur d'une marchandise ce n'est pas la *somme* de tous les travaux, supérieurs et inférieurs, mais le *rapport de proportion* entre les uns et les autres.

1. V. pour cette théorie d'une origine sociale des concepts : Lévy Brühl-*les Fonctions mentales dans les sociétés inférieures* et surtout Durkheim, *les Formes élémentaires de la vie religieuse*, et ses analyses dans l'*Année sociologique*.

2. Comme le dit Ricardo lui-même, dans une lettre à Malthus (*Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar, p. 175). Il ajoute : « Chaque jour je me con-
vains davantage que la première recherche (celle des quantités) est vaine et decevante, et que la seconde (les *proportions*) est le véritable objet de la Science (*ib.*). »

Donc, poser le problème de la valeur ne signifie pas dire que celle-ci est déterminée par la *somme* des efforts des deux classes qui collaborent à la production. C'est pourquoi le coût de production n'explique pas la valeur. Il s'agit uniquement d'attirer l'attention sur le *rapport* existant entre les parts *relatives* (1) des classes copartageantes.

a) Poser le problème de la valeur ne signifie pas : ne tenir compte que de l'apport d'une seule classe (2). *Cela ne signifie pas non plus faire la somme des apports des deux* (3). Cela signifie seulement : que la valeur d'une marchandise dépend du *rapport dans lequel se trouvent, l'un vis-à-vis de l'autre, le travail brut des classes prolétariennes et le travail exceptionnel des classes possédantes*. Ainsi, le problème est tout autre que dans celui du coût de production. En effet, si le travail supérieur et le travail inférieur varient d'une façon égale, la valeur restera la même qu'auparavant (4).

En un mot, poser le problème signifie le considérer comme consistant en un rapport entre la part proportionnelle de travail brut, ordinaire, ouvrier, et la part proportionnelle du travail exceptionnel des classes aisées. On peut enfin ajouter : La valeur d'une marchandise variera quand, soit du fait du premier, soit du fait du second membre du rapport, ce dernier change.

b) Résoudre le problème de la valeur, c'est pousser plus loin l'analyse, et essayer de mesurer ces changements de proportion, en observant comment l'un des membres du rapport peut changer par rapport à l'autre.

Mais ceci est prématuré vu l'état actuel de la science ; ni

1. Cette expression se trouve un peu partout dans les ouvrages de Ricardo, v. pp. 5, 14, 15.

2. Celui de l'autre étant appelé Mehrwert, comme chez Marx.

3. Comme dans la théorie du coût de production.

4. Au contraire, la théorie du coût de production verrait là une double hausse de valeur qui s'ajouterait l'une à l'autre. Pourtant il est élémentaire de se rendre compte que si la proportion du travail facile plus grande est accompagnée d'une modification corrélatrice dans les difficultés de la production, les deux effets se neutralisent.

la statistique n'est capable de mesurer de tels phénomènes, ni les phénomènes eux-mêmes ne sont arrivés à un degré de clarté se prêtant à l'analyse scientifique.

Rien ne montre mieux la solidarité qui existe entre les faits et le concept qui l'incarne. *Le problème social*, dans la *vie réelle*, ne peut pas être résolu. C'est pour cela qu'il est rébarbatif à la recherche objective qui doit mener à résoudre le *problème social* dans la *vie de l'esprit*, où il est représenté par le concept de la valeur.

C'est pourquoi il ne faut demander cela à personne, ni aujourd'hui, ni, *a fortiori*, en 1815. Nous sommes incapables de le solutionner. Mais nous pouvons le *poser* (1), et nous savons ce que cela signifie.

Toutefois, une question vient, involontairement à l'esprit. A quoi pourrait servir cette simple *position* du problème? Qu'elle serait son utilité pratique pour la science économique?

Rappelons-nous ce que nous disions plus haut :

La valeur d'une chose varie suivant les changements dans les proportions relatives de travail brut et de travail exceptionnel (2).

Mais une première simplification peut tout de suite être faite.

En effet, en économie politique nous avons besoin de la

1. Nous en sommes capables, et la preuve est que Ricardo, en 1815, le faisait. Mais la chose ne se répéta plus. Les théories postérieures, objectives (coût de production ou valeur — travail de Marx) et subjectives (utilité finale) ne sont plus des idées scientifiques, mais des *concepts de classe*. Nous verrons comment elles ont cherché à dénaturer et à fausser la pensée de Ricardo, chacune dans son sens particulier.

2. Nous sommes très embarrassé au sujet de la terminologie, car il s'agit de désigner deux choses que tantôt on confond, tantôt on sépare absolument. Il vaudrait peut-être mieux dire *efforts*, ou *mérites*, ou *part d'activité* de la classe dominante et la part d'activité de la classe prolétarienne dans la production d'une marchandise. Nous emploierons donc les expressions travail ouvrier et travail capitaliste, quoique ces deux termes soient loin de rendre toutes les différences entre les deux éléments de la production dont le rapport réciproque constitue la valeur du produit.

valeur d'échange d'une marchandise par rapport à une autre marchandise, et non de la valeur absolue. Or, par cela, le problème est simplifié. Point n'est besoin d'envisager, pour chacune des marchandises que l'on compare, les deux éléments qu'elles renferment. Du moment qu'il s'agit de proportions, si l'élément n° 1 varie, le n° 2 variera automatiquement.

Ainsi, on peut se passer, dans l'appréciation de la valeur d'échange d'un bien par rapport à un autre, ou bien de l'élément n° 1 (de travail de la classe dominée) ou bien du n° 2 (la part relative du travail de la classe dominante).

Si l'on choisit le n° 1, le problème de la valeur s'énoncera maintenant ainsi :

« La valeur d'une marchandise, ou la quantité de tout « autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend « de la *quantité relative* de travail nécessaire à la produire. » (Ricardo, *Œuvres*, p. 5) (1).

Et c'est justement la forme dans laquelle l'a exprimée Ricardo.

Par cela il n'a pas montré qu'il *ignorait* les autres causes qui « modifient » la valeur. Seulement il a choisi celle-ci, parce qu'elle lui semblait scientifiquement plus féconde et plus commode.

Nous avons donc à prouver deux choses :

1° Que si Ricardo ne tient compte que d'un seul des éléments du rapport qui constitue la valeur économique, il n'ignore pas l'existence de l'autre élément ;

2° Que s'il choisit l'un des deux facteurs et non pas l'autre il a fait un bon choix, pour des motifs de fécondité, de commodité et d'utilité scientifique.

Si nous prouvons ces deux thèses, cela voudra dire d'abord que Ricardo a, en vérité, envisagé le concept de la valeur sous son véritable côté, qui est social, et ensuite que par cela il est bien l'homme de 1815, car, de même que la société

1. Et il ajoute, pour préciser « et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l'ouvrier », *Œuvres*, p. 5.

anglaise posait le problème social dans les faits, lui le posait dans le domaine des idées (1).

Enfin, cela répondra à une dernière question, celle de l'utilité pour la science, de *poser* seulement, *sans résoudre*, le problème de la valeur.

A) Voyons d'abord si il a tenu compte des *autres* causes pouvant influencer sur la valeur.

« La valeur des marchandises, dit-il, se trouve modifiée *non seulement* par le travail immédiatement appliqué à leur production, *mais encore* par le travail consacré aux outils, machines, bâtiments, qui servent à les créer (2). »

Dans un autre passage il énumère toutes les causes qui font agir, de différentes manières, sur la valeur d'une paire de bas :

« Il y a d'abord le travail nécessaire à la culture de la terre où l'on a récolté le coton brut; puis celui qui a servi à le *transporter* dans les pays où l'on doit fabriquer les bas, ce qui comprend une partie du travail employé à la construction du navire qui doit porter le coton, et qui est payé dans le frêt des marchandises. Puis, vient le travail du fileur et du tisserand et une partie de celui de l'ingénieur, du serrurier, du charpentier, qui ont construit les bâtiments et les machines, enfin les services du détaillant et de plusieurs autres personnes qu'il serait inutile d'énumérer (3). »

De même, il consacre toute une section de son chapitre sur la valeur, où il traite des différentes qualités de travaux, et qui tiennent à la plus ou moins grande habileté et capacité de l'ouvrier (4).

1. Nous nous excusons encore une fois auprès du lecteur de devoir entrer dans des discussions de doctrines qui nous éloignent un peu de notre sujet. Mais il nous paraît absolument nécessaire de connaître clairement les idées de Ricardo sur la valeur, car cela nous dira s'il a été vraiment l'homme de 1815.

2. *Œuvres*, p. 16.

3. *Œuvres*, p. 17.

4. « Il ne faut pas croire, dit-il, que je n'aie pas fait attention aux différentes espèces de travail et à la difficulté de comparer celui d'une heure

Il va même jusqu'à attribuer une influence sur la valeur au taux des profits « pour le *temps* pendant lequel le capital reste dormant et jusqu'à ce que les marchandises soient conduites au marché (1). »

Toutes ces causes secondaires et « perturbatrices » peuvent être résumées en deux mots : *Temps* et *Habileté* (2). Temps pendant lequel on transportera la marchandise au marché. Temps demandé pour la construction d'outils et de machines. Temps pendant lequel le « capital reste dormant » et qui engendre le profit. Pour le reste des circonstances qui viennent « modifier » la valeur des marchandises ont peut les grouper sous le nom d'*habileté* (mentale, ou dextérité). Enfin, si on voulait trouver un mot qui désignât les deux, il ne serait pas incorrect de choisir celui de *Travail bourgeois*, qui semble les englober toutes, et qui a l'avantage de correspondre à la nature réelle du problème de la valeur.

Mais, n'importe. Quelle que soit l'appellation qu'on veuille lui donner, il est certain que Ricardo ne l'a pas ignorée. Seulement, s'il en tient compte dans une certaine mesure, cela ne veut pas dire qu'il soit tombé dans la théorie du coût de production. Il ne faut pas oublier que l'erreur fondamentale de cette théorie est de considérer la *somme* et non le *rapport* entre les deux catégories possibles de travaux. Or, ce qui constitue la grande originalité de Ricardo c'est d'avoir le premier employé la notion de *proportion*, de *part relative*, de *quantité comparative*. Ces mots reviennent

ou d'un jour consacré à une certaine industrie avec un travail de la même durée consacré à une autre production. La valeur de chaque espèce de travail dépend beaucoup de la *dextérité* comparative de l'ouvrier et de l'*activité* avec laquelle il travaille « *Œuvres*, p. 14. C'est ce que H. Denis a appelé élégamment : « le savoir, le vouloir et le pouvoir du travail », *op. cit.*, p. 155.

1. Dans une lettre adressée à Mac Culloch (13 juin 1820, citée par H. Denis) voir aussi la note qui se trouve à la page 35 de la traduction allemande de Baumstarck, Leipzig 1877 (la note ne figure pas dans la traduction française).

2. Il le dit lui-même, « ... quels que soient la capacité, l'adresse ou le temps nécessaire... »

comme un refrain sous la plume. C'est là son grand apport à la science (1). Et c'est pour cela qu'il se considère autorisé à ne se servir, dans ses constructions, que *d'un seul* des membres du *rapport*, car c'est la valeur d'échange, et non la valeur absolue qu'il cherche. Or, pour cela, point n'est besoin de prendre les deux éléments de la marchandise n° 1 et les deux éléments de la marchandise n° 2, d'autant plus que le rapport entre les deux espèces de travaux reste longtemps constant ; ainsi, dit-il :

« Les recherches sur lesquelles je voudrais porter l'attention du lecteur, ayant pour objet l'effet produit par les variations survenues dans la *valeur relative* des marchandises, et non dans leur *valeur absolue*, il est *peu important* de comparer les prix que l'on accorde aux différentes espèces de travail (2). »

Et ailleurs :

« La valeur de chaque espèce de travail... dépend beaucoup de la dextérité comparative de l'ouvrier » (3), mais « l'échelle comparative une fois établie, elle n'est sujette qu'à *peu de variations*..., cette *proportion* reconnue et déterminée *conserve sa place* dans l'échelle des valeurs » (4). « Ces légères variations ne sauraient avoir, par conséquent, à des époques rapprochées, *aucun effet notable* sur la *valeur relative* des choses » ; « nous pouvons donc *présumer* que le rapport entre les différents prix (prix des différents travaux) reste à peu près le même d'une génération à une autre (5) ».

B) Reste à résoudre l'autre question. Il ne s'agit plus des

1. H. Denis, quoique à un autre point de vue, déclare « qu'il est intéressant de constater cette recherche des *proportions*, que nul autre ne s'était proposé avant lui, et qui forme sa réelle originalité », *op. cit.*, p. 131.

2. *Œuvres*, p. 15.

3. *Œuvres*, p. 14.

4. *Œuvres*, p. 15.

5. *Œuvres*, p. 16 et ailleurs : « Des travaux de la même nature exécutés dans différents temps se comparent entre eux ; et si un dixième, un cinquième ou un quart a été ajouté ou ôté au prix, il en résultera un effet proportionné dans la valeur relative de l'objet », p. 15.

différents travaux à l'intérieur d'une seule marchandise, donc de la valeur absolue, mais de deux marchandises, et de leur valeur relative. Il y a donc quatre données : le travail prolétarien et le travail bourgeois (temps et habileté) de la marchandise n° 1, et les deux mêmes travaux de la marchandise n° 2. L'analyse précédente a montré qu'il n'était pas incorrect scientifiquement de grouper ces quatre éléments deux par deux, non suivant la marchandise, mais suivant leur nature, leur qualité.

Mais il y a alors la question du choix. Laquelle des deux espèces de travaux choisira-t-on pour comparer les marchandises entre elles ?

Ricardo, sans donner de motif, s'est déterminé pour le travail prolétarien. Suivant que son choix sera bon, ou que, au contraire, sera trouvé meilleur, la *position* du problème de la valeur (sans sa solution) apparaîtra utile à la science ou non.

Au premier abord cette question semble n'être qu'une querelle de méthode, sans intérêt pour le sujet général, qui est la situation économique de 1815.

Telle n'est pas notre opinion. La réponse à cette question nous paraît étroitement liée à l'objet de l'étude que nous avons entreprise.

En effet, suivant que le choix de Ricardo est en accord avec une bonne méthode scientifique ou non, la théorie de la valeur fera des progrès dans la voie où il l'a engagée, ou, au contraire, devra revenir en arrière et prendre la seconde voie. Ce sera un retard pour le développement de la question de la valeur, et, du même coup, pour l'élucidation du problème social dont elle est le représentant et l'incarnation dans le domaine des idées théoriques.

En un mot, si Ricardo a *mal posé* le problème de la valeur, il aura *mal représenté* son temps, qui, lui, le posait dans les faits, et le posait pour qu'il fût, un jour, résolu, et non pas retardé par l'intervention d'une méthode fausse. Si, parallèlement, au problème social, se posait en 1815 aussi celui de

la valeur, ce dernier devait le faire de telle façon que, lui aussi, pût un jour être résolu. Si la méthode de Ricardo ne remplit pas cette condition, il n'aura pas été véritablement représentatif de son époque, et il nous faudra renoncer à le prendre comme un exemple et comme un argument corroborant nos allégations et appréciations sur les faits de cette date.

C'est pourquoi, nous ne croyons pas inutile de répondre à la question que nous avons posée :

Le choix de Ricardo est-il, scientifiquement plus légitime et méthodologiquement plus fécond que le choix contraire ?

Ricardo a pris comme fondement et comme mesure (1) des variations survenues dans la valeur d'échange des marchandises non pas le travail bourgeois, mais le travail prolétarien. A-t-il bien fait ?

Cela dépendra de deux conditions. Pour qu'un instrument de mesure soit supérieur à un autre, il faut qu'il présente des garanties d'*homogénéité* et de *stabilité* plus grandes que tous les autres.

a) En ce qui concerne la première condition requise, on est tout de suite frappé par son existence dans le travail prolétarien, et son absence complète dans le travail bourgeois. Si le travail ouvrier est caractéristique par quelque chose, c'est bien par son homogénéité. Il se fait dans des conditions techniques à peu près pareilles. Les conjonctures sociales sont, aussi, identiques pour tous les métiers. Sa rétribution, symbole assez exact de l'appréciation de la société, est uniforme. Le temps est la difficulté de l'apprendre et de la professer sont égaux pour toute la classe. Le passage d'un métier à un autre est aisé et rapide. Enfin, au point de vue de la mentalité des individus qui y appartiennent,

1. H. Denis a montré comment il n'y avait pas contradiction à ce qu'une chose fût à la fois *cause* et *mesure* d'une autre. Ainsi, peut-on très bien considérer, par exemple « la pression atmosphérique comme étant la cause et la mesure des variations dans la hauteur de la colonne de mercure » *op. cit.* p. 150.

même homogénéité, dont témoigne leur grande faculté d'association et le puissant sentiment de solidarité corporative et syndicale qui les relie dans des vastes confédérations de tous les métiers.

Par contre, si nous nous tournons du côté du travail que nous avons appelé, pour plus de commodité, travail bourgeois, et où il entre les deux notions signalées par Ricardo : le temps et l'habileté, nous ne trouvons pas de mots qui leur soient plus appropriés que ceux de multiplicité, complexité, spécialisation, incommunicabilité.

Entre le bijoutier et le vétérinaire, entre le banquier et le médecin, entre l'architecte et le pharmacien, entre l'officier et le restaurateur il y a, véritablement une solution de continuité. Ni techniquement, ni socialement, ils n'ont rien de commun. Différence totale de nature, de mentalité, de fortune. Impossible de passer d'une carrière à une autre. Différences profondes dans la nature de l'apprentissage. Aucune solidarité professionnelle entre les différentes occupations. En un mot, *hétérogénéité* dans toute la force et la précision du terme.

De ce point de vue, donc, le choix de Ricardo est justifié.

c) Voyons à présent s'il l'est tout autant au point de vue de la stabilité.

Nous entendons par *stabilité* la facilité ou la difficulté d'un travail de la première catégorie de se transformer en travail de l'autre catégorie, et vice-versa ; la faculté plus ou moins grande d'émigrer d'une catégorie dans l'autre. De quel côté la trouvons-nous moindre ?

Pour ce qui a trait au travail bourgeois, nous signalerons deux faits. D'abord cette tendance que formulait Marx, et qui paraît recevoir de chaque instant qui s'écoule une confirmation nouvelle et une vérification incessante (1) : la *protélarisation* (2) *croissante*.

1. De même *dans l'agriculture*, domaine réputé faire exception à la règle, v. Kautzky, *Politique agraire* (quoique cette opinion de Kautzky soit assez discutable).

2. Peut-être serait-il plus correct d'employer à la place du mot prolé-

Nous assistons à une continuelle déchéance du travail capitaliste dans le travail prolétarien. Déjà les professions libérales sont rétribuées en salaires. La difficulté d'apprentissage, vu les idées et les pratiques du temps présent, est tout autre que celle des autres époques. Leur travail devient de plus en plus accessible à un très grand nombre de personnes. Le baptême qui leur a donné le nom de prolétaires intellectuels est une autre chose faite. On les voit presque tous adhérer aux différentes C. G. T. nationales. Un autre exemple sont les classes « tampon ». Un troisième, et très typique, est celui de l'ancien entrepreneur qui devient simple directeur salarié de l'exploitation qu'il dirige. Et il y en a d'autres.

Un second fait, que nous mentionnerons, et qui est d'une importance et d'une généralité très grande, est celui des machines. Une machine n'est autre chose que le passage d'un travail bourgeois à un travail prolétarien. Le travail que celle-ci exécute était obtenu, avant son invention, grâce à une certaine accumulation de travail bourgeois : capital liquide plus considérable, grand talent d'organisation que réclamait la coordination d'un travail brut rebelle (parce que humain), emplacements plus grands, surveillance incessante, etc.

Tous ces différents travaux passent, du fait de l'invention, dans l'appareil mécanique, dont le travail est en tout point comparable au travail de l'ouvrier (comme preuve, il en chasse une partie) ; et la tendance à l'introduction des machines a une marche tout aussi progressive que celle de la prolétarianisation croissante de Marx.

Ainsi, deux faits d'une grande permanence et généralité nous font voir que, *normalement*, le travail bourgeois est disposé à se transformer en travail prolétarien. Qu'il existe

risation une périphrase comme : « Transformation des revenus quelconques en revenus-salaire ? » Nous conserverons toutefois l'expression marxiste classique, car, une fois prévenus sur son véritable sens, il n'y a plus d'inconvénient à la maintenir.

une émigration naturelle de la première catégorie de travaux dans la seconde.

Inversement, du côté du travail prolétarien, stabilité complète. D'ailleurs, il suffit de réfléchir tant soit peu pour se rendre compte qu'une émigration, qu'une transformation inverse de la première *ne se fait jamais*. Un tel passage serait absurde et anti-économique. Seule une amnésie, générale à toute l'humanité, et survenue du jour au lendemain, qui nous fasse perdre le souvenir et l'usage des instruments dont nous nous servions, pourrait amener pareil résultat.

Ainsi, le choix de Ricardo, par la satisfaction surabondante aux deux conditions requises, se trouve pleinement légitimé.

Par cela, il est prouvé que le problème de la valeur scientifique (car celui du concept de la valeur de classe a toujours existé), annexe idéologique du problème social qui paraît en 1815, est posé par l'homme qui incarnait cette époque, et était posé correctement. De même que le moment historique marque l'avènement de la question sociale, de même Ricardo invente son succédané théorique. Et de même que l'Histoire ne l'a pas inventée pour qu'elle ne soit pas, un jour résolue, de même Ricardo construit sa théorie de telle façon à ce que la science puisse l'achever. Déjà l'avenir, que nous connaissons bien puisqu'il est notre présent, lui donne raison sur tous les points.

Reste une dernière objection à réfuter. Certains auteurs essayent d'assimiler la doctrine ricardienne de la valeur soit au marxisme, soit aux théories psychologiques de l'utilité subjective (1).

Ces accusations, si elles se trouvent être justes, auront des conséquences très graves. En effet, le marxisme comme le psychologisme économique sont des concepts de classe. Sui-

1. Quant à ceux qui veulent y voir une simple théorie du coût de production confusément exprimée, nous avons vu pourquoi une telle entreprise est injustifiée, cpr. *supra*, p. 78.

vant que l'une ou l'autre de ces accusations seront justes, Ricardo aura eu une mentalité capitaliste ou socialiste. Or, le moment historique de 1815 ignorait cette distinction. Capital et travail étaient rassemblés, collaboraient à une œuvre qui n'avait rien de commun avec la lutte de classe et la division en deux camps rivaux. Il est vrai que ce rassemblement du capital et du travail créait la possibilité ultérieure d'une telle distinction. Mais c'était tout. Ricardo, pour rester l'homme de son époque devait faire de même : se contenter de *poser* le problème, et non pas le solutionner dans un sens ou dans l'autre.

Mais analysons brièvement ces accusations.

Tout d'abord, nous remarquerons qu'il ne nous reste rien à ajouter sur la possibilité d'une analogie quelconque entre Ricardo et Marx. Nous renvoyons à ce que nous avons dit précédemment à ce sujet (1), en rappelant seulement que les socialistes ne présentent jamais la valeur comme un problème de proportions, mais comme une quantité absolue où il n'y a *que du travail* prolétarien ou s'en rapprochant.

Mais nous n'avons encore rien dit de ce que pensait Ricardo de l'utilité subjective. C'est pourquoi nous nous arrêterons un instant aux opinions, à ce sujet, de Dietzel et Marshall.

Le premier (2) part d'un raisonnement qui, pour n'avoir jamais été fait par Ricardo, n'en reste pas moins très simple :

Si c'est le *travail* qui détermine la valeur, ceci revient à dire que c'est l'*utilité* qui en est la cause, car « Alle Güter welche Arbeit kosten, sind selten », et cela : « Weil Arbeit ein seltenes, begrenzt, verfügbares Mittel ist » (3).

1. Cpr. *supra*.

2. *Teoretische Sozialökonomie*, Leipzig.

3. *Teor. Soz.* cité par Diehl : *Ricardo's... Sozialwissenschaftliche Erläuterung*. I. Theil, pp. 78-89. Nous n'essayerons pas de combattre ce beau syllogisme. L'énoncer, c'est le détruire. Nous ne l'avons cité que pour la curiosité du lecteur.

Mais examinons les opinions de Marshall (1). Le grand économiste anglais choisit, dans les écrits de Ricardo, un passage du fort beau chapitre XX qui traite *des propriétés distinctives de la valeur et des richesses* (2), pour nous démontrer que l'auteur a eu le *soupçon* de la loi de l'utilité-limite. Du fait que Ricardo fait la distinction entre la valeur d'un côté, et la somme totale des richesses de l'autre, Marshall en induit une « tendance » (3) de Ricardo à concevoir cette distinction comme une opposition entre *l'utilité totale* et *l'utilité marginale* des néo-hédonistes.

Nous nous contenterons de renvoyer au chapitre, et de simplement ajouter que si par hasard Ricardo emploie le mot *utilité*, c'est pour montrer combien vague et antiscientifique est la notion de *richesse*. Elle envisage les biens dans leur matérialité et *dans leur utilité*. Par conséquent, elle ne peut pas offrir la précision que réclament les constructions scientifiques. Si il lui consacre un chapitre dans ses principes, c'est pour l'en mieux bannir de la science (4).

N'est-il pas étrange que l'on ait choisi justement les pages où la théorie de la valeur-travail est peut-être le plus bril-

1. *Note sur la théorie de la valeur de Ricardo*, in *Principles*, p. 553 et dans la traduct. franç., II, pp. 225-230.

2. *Œuvres*, ch. XX.

3. « Semble tendre apercevoir » et « semble être toujours sur le point de dire » (*Princ.*, II, p. 227). Nous ne contestons pas que cette interprétation ne soit pas *généreuse*, et pleine de « largeur d'esprit » comme il le demande (p. 226). Nous lui reprocherions peut-être de l'être trop.

4. Telle est bien la pensée de Ricardo. Il le dit clairement à Malthus : « Vous pensez que l'Economie politique est la recherche de la nature des causes de la *richesse* ; je pense qu'il faudrait plutôt la définir ; la recherche des lois qui déterminent le *partage du produit entre les classes* qui *concourent à sa formation*. *Aucune loi* (maintenant c'est nous qui soulignons) *ne peut être formulée relativement à la quantité, mais, une loi suffisamment correcte peut être proposée relativement aux proportions*. Chaque jour je me convaincs que la *première recherche* est vaine et décevante, et que la seconde seulement est le véritable objet de la science » *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 175.

lamment confirmée (1), et où il n'est parlé de la notion d'utilité que comme d'un défaut scientifique ?

La réponse nous paraît résider dans le fait que la doctrine de l'utilité finale est beaucoup plus psychologique que scientifique, et que ce sont uniquement les analogies avec du « psychologique » qui ont déterminé le grand économiste anglais à tenter l'identification analysée plus haut. Le caractère psychologique de la théorie subjective est, à notre avis, un moyen, et très efficace, de rendre vraisemblable un concept de classe et une doctrine capitaliste de la valeur (2). C'est pour cela qu'il surpasse en importance le caractère économique proprement dit.

Ainsi, la théorie de Ricardo sur la valeur doit rester ce qu'elle a été en réalité, savoir : la première tentative d'insinuer dans le domaine des vérités scientifiques un concept de classe, relatif aux proportions qui reviennent, dans la production, aux efforts, à l'activité des différentes classes de la société. Ce faisant, Ricardo traduisait, *dans le domaine des idées*, le problème social que la réalité de 1815 posait *dans les faits*, afin qu'il fût résolu plus tard. Ricardo aussi, a posé le sien de manière à permettre à la science de l'avenir de le préciser, de le vérifier, et, peut-être, un jour de le résoudre. Par cela, il n'a pas fait plus, mais il n'a pas fait moins que lui demandait la société dont il était le citoyen et qu'il incarnait si bien.

§ III. — *Les idées de Ricardo sur la rente*

Ce qu'il a fait sur le terrain des idées, Ricardo le fera aussi sur celui des faits. Heureusement ici nous n'avons pas besoin de sortir le moindre argument. L'opinion est unanime à reconnaître que Ricardo n'a fait que poser, sans la résoudre, la question de la *distribution*. D'un côté il signale claire-

1. Il est inutile de citer tous les passages à l'appui. Le chapitre en est plein. On en trouve plusieurs témoignages à chaque page.

2. Cpr. *infra*, p. 134.

ment les antagonismes, de l'autre il ne fait rien pour les enrayer. Il prend l'attitude sereine de l'homme qui *constate* (1).

Si nous avons décidé d'accorder quelques pages à la théorie ricardienne de la rente c'est par ce qu'elle résume d'une façon saisissante la triple attitude nécessaire et, pourrait-on dire, *fatale*, de l'homme de 1815.

1° En temps que phénomène de *production*, la rente du sol, n'offre, pour Ricardo, rien de particulier. Elle ne fait pas d'exception à la règle. « La valeur échangeable d'une denrée *quelconque*, qu'elle soit le produit d'une manufacture, d'une usine ou de la terre, n'est *jamais* réglée par la *plus petite* somme de travail nécessaire pour sa production..., elle dépend au contraire de la *plus grande quantité de travail* » (2) que celle-ci réclame. La terre, de ce point de vue-là, n'a rien d'exceptionnel.

En 1815 il n'y a pas de problème de la production. Par conséquent Ricardo ne s'y arrêtera pas.

2° En temps que problème social, Ricardo affranchira la rente des préjugés « théologiques » et de la « rêverie » (3)

1. Toutefois, « constater » certaines choses au sujet de la rente du sol était d'une grande audace et d'une grande indépendance d'esprit, car il y avait alors une coalition de tous les esprits, inconsciente et sincère, pour considérer la terre d'une façon assez peu différente de celle des Physiocrates. Telles sont les théories de Smith et de Malthus. Cette dernière surtout est significative, car c'est après l'avoir soumise à cette analyse quasi-mathématique des rendements différentiels, que Malthus persiste à ne pas être frappé par le caractère plutôt pessimiste de ces phénomènes. Il continue à considérer la rente comme la rétribution d'un bienfait. Ricardo a eu un grand mérite de s'affranchir de cette conception unanime théologique et naturiste. Toutefois il ne fait pas plus que poser le problème. Il se contente de *constater* l'injustice : « Il est singulier, dit-il, que cette qualité de la terre, qui aurait dû être regardée comme un *désavantage*, si on la compare aux agents naturels qui secondent le manufacturier, ait été, au contraire, considérée comme ce qui lui donnait une prééminence marquée », *Œuvres*, 2^e éd., p. 42-43. Phrase grave, assurément, pour son temps. Mais nous ne croyons pas qu'il ait dit, au sujet de la distribution, d'autres plus graves que celles-ci.

2. *Œuvres*, p. 44.

3. V. Gid et Rist, *op. cit.*, p. 168.

naturiste. Il bâtit de grandes lois où la rente aura sa place exacte. Mais son attitude est exempte de toute « préoccupation téléologique » (1). Il montrera les antagonismes sociaux de la rente dans toute leur cruauté, mais ne prendra aucune décision. Il lui donnera, dans la définition qu'il considère comme définitive, le nom commode de « droit » (2). Par cela, il attirera l'attention à la fois sur son caractère d'injustice, et en même temps sur la prématurité de toute intervention active. Ici encore, *il pose* le problème social de la rente sans le résoudre. Ici encore il est bien l'homme de 1815.

3° Mais la rente de Ricardo est, quelque paradoxal que cela puisse paraître, surtout un problème de *circulation*, de politique commerciale. Elle lui appartient d'abord par ses origines. Rappelons-nous que c'est la mauvaise politique commerciale du gouvernement britannique qui, en empêchant « d'ajouter, une zone de terre fertile à son île » qui l'engendre en dernière analyse. Et c'est toujours la faute de la mauvaise politique commerciale, qui entretient les hauts prix du blé, qui la crée, car c'est parce que le blé est cher que la terre donne une rente « la parfaite intelligence de ce principe, dit-il, est de la plus haute importance en économie politique(3) ». Et, quand il s'adresse aux propriétaires fonciers et se rappelle que c'est du fait de leurs insistances que les restrictions à l'importation des céréales sont maintenues, il oublie du même coup que le landlord ne figure pas parmi les causes de la rente mais, qu'il la « subit » (4), et, quittant l'attitude d'objectivité indifférente qui lui est coutumière, dévoile avec âpreté les cruelles conséquences du maintien du Corn Bill : « Si les intérêts des propriétaires, dit-il, ont assez d'importance pour nous déterminer à rejeter tous les bénéfices qui découlent de l'importation des céréales à bas prix,

1. Gide et Rist, *Hist. de Doctr.*, p. 165.

2. « La rente est cette portion du produit de la terre que l'on paye au propriétaire pour avoir le *droit* d'exploiter les facultés productives et im périssables du sol », *Œuvres*, 2^e éd., p. 34.

3. *Œuvres*, 2^e éd., p. 45, note 1 et p. 41.

4. Gide, *Hist. des Doctrines*, p. 182.

ils doivent aussi nous conduire à proscrire tous les perfectionnements qu'on pourrait appliquer à l'agriculture et aux instruments aratoires ; car il est clair que pendant un certain temps, ces améliorations contribueront aussi puissamment que l'introduction des céréales à abaisser les taux des rentes et les prix du blé, et à diminuer les ressources avec lesquelles le propriétaire doit acquitter les impôts. *Pour être conséquent alors, il nous faut prohiber d'une main les importations et proscrire de l'autre tout le progrès* (1).

Ainsi, dès que le problème capital de 1815 paraît dans son esprit, il se rappelle tout de suite qu'il a une tâche à remplir et une solution à donner.

La rente, par son triple aspect nous prouve trois fois, et en raccourci, combien Ricardo était l'homme de son époque.

§ IV. — *Les idées de Ricardo sur le profit et les salaires*

Ce que nous disions dans les pages précédentes s'applique entièrement aussi au profit (2). En tant que phénomène de distribution, en tant que problème social, Ricardo ne fait que le poser. En tant qu'il se trouve lié à une question de politique commerciale, les déductions de l'auteur s'assombrissent, et nous indiquent comment la persistance des errements mercantiles nous mènent fatalement vers cet « état stationnaire », perspective mélancolique à une époque où Stuart Mill n'avait pas encore écrit « cette page si éloquente qui suffira presque à nous réconcilier avec elle » (Gide et Rist, *op. cit.*, p. 189).

Même adaptation et harmonie parfaite entre Ricardo et son moment historique quand il s'agit du salaire : la part

1. *Œuvres*, 2^e éd., p. 528. D'ailleurs « l'essai sur l'influence du bas prix des blés » (pp. 502-528, 2^e éd.) dont le passage cité est écrit en guise de conclusion, est animé par une animosité tenace et peu habituelle à l'auteur, à l'encontre du propriétaire foncier, ennemi du progrès.

2. V. *Œuvres*, 2^e édit. chap. VI : « Des profits », pp. 75-89 et chap. XXI : « Des effets de l'accumulation sur les profits et sur les intérêts des capitaux », pp. 233-247.

dans le produit auquel l'ouvrier collabore avec le capitaliste ne peut augmenter qu'au dépens du profit et vice-versa (1). Ricardo a présenté ce phénomène sous la forme d'une solidarité assez étroite pour pouvoir, quand il le faudra, être envisagée comme un antagonisme. En effet, cette dernière notion est impliquée dans la première, car comment pourrait-il exister une solidarité quelconque là où il n'existerait pas une division du travail préalable ?

Mais ce qu'il faut retenir, c'est que, somme toute, cette solidarité était, en 1815, beaucoup plus une *collaboration* qu'une *rivalité*. Tout d'abord parce que, à vrai dire, la situation matérielle de l'ouvrier s'était sensiblement améliorée. Il vivait, assez souvent, dans des conditions d'hygiène qu'il n'avait pas connues auparavant. Enfin, le capitalisme en était à la période héroïque de sa mission. Le capitalisme représentait, par excellence le progrès. A la phase antérieure d'« accumulation primitive », les inventions techniques du xix^e siècle apportaient des possibilités d'accumulations nouvelles, auxquelles venait s'ajouter la tâche organisatrice du capital, sa part dans les fonctions de circulation.

Pour tous ces motifs, le profit devait, en 1815, être regardé avec sympathie, si on voulait rester fidèlement l'homme de son temps. En un mot, il fallait marquer par quelque signe que l'on considérerait ce *partage* inéluctable entre le salaire et le profit comme une *collaboration* et non comme un *antagonisme*.

Ricardo trouve ce signe : c'est sa fameuse *loi de la tendance des profits vers la baisse* (2).

1. « La hausse ou la baisse des profits dépend *uniquement* de la hausse des salaires », p. 240, v. aussi p. 80. Pour les salaires, v. chap. V, pp. 59-75.

2. Parce que la loi du rendement non proportionnel (*diminishing set urns*) du sol fait croître la cherté des aliments, et donc le salaire de l'ouvrier, qui est incompressible. Comme d'un autre côté le salaire (nominal) ne peut hausser qu'au détriment du profit, ce dernier doit baisser à mesure que les ressources alimentaires s'épuisent. Tel est, en deux mots, le tableau

Nous nous y arrêtons un instant, car nous y croyons trouver un détail instructif pour notre sujet.

En effet, on a d'abord l'impression que la loi formulée par Ricardo est, au moins pour son temps, fausse. Un des événements les plus saillants, les plus criards même, d'alors était l'accroissement fantastique des gains des industriels et des commerçants. Dès lors, ne paraît-il pas étrange que Ricardo, qui vivait au plus fort de la mêlée, dans le tumulte du monde des affaires, n'ait pas été frappé par cette discordance entre les faits et une de ses plus importantes théories ?

Ricardo ne s'en est pas aperçu, et ce n'est pas une faute, mais bien un grand mérite que d'avoir agi ainsi.

En effet. Il n'y a pas de contradiction à ce que, non seulement à deux époques différentes, mais à une même date, le profit *augmente* et *diminue* à la fois. Les profits peuvent s'accroître, hausser, mais, étant donné le processus de la concentration capitaliste, qui fait que le nombre de ceux qui le perçoivent diminue, la part proportionnelle dans la somme totale des valeurs ou des revenus perçue par le capital, diminue elle aussi, quoique plus grande individuellement.

Il serait inexact, et contraire à notre méthode, de prétendre que Ricardo ait eût le « soupçon », le « pressentiment » ou l'« intuition » de la grande loi de Karl Marx.

Nous remarquerons seulement qu'il y a ici deux problèmes (1) : celui du partage du produit entre un employeur et son employé dans une entreprise donnée, et un second, le problème général et abstrait de la distribution du revenu national entre les deux grandes classes de copartageants :

de la distribution de Ricardo, bien supérieur à celui de Quesnay, V. pp. 80 et suiv.

1. Cannan, dans son « *Histoire des Théories de la Production et de la Distribution dans l'Économie politique anglaise de 1776-1848* » attire l'attention sur la possibilité d'une multiplicité de façons d'envisager la Distribution. V. les chap. « *Pseudo distribution* », pp. 302-449; « *Distribution effective* », pp. 449-504, et ses appréciations sur le « *Caractère non satisfaisant de toutes ces théories*, pp. 505-510.

le Travail et le Capital, le Salaire et le Profit (écrits avec des majuscules).

Dans le premier cas, le partage ressemble à un antagonisme. Dans le second, à une collaboration. Le premier est un problème particulier qui pousse plus à fond la question sociale. Le second est un problème général et abstrait de la Distribution. Le premier considère les profits comme des quantités absolues. Le second comme des parts proportionnelles. Le premier fait un pas plus en avant dans le problème social. Le second ne fait que le poser dans sa généralité abstraite et provisoire.

Ricardo a choisi le second. Voilà pourquoi il n'a pas aperçu la prétendue contradiction qu'il y aurait eu entre les faits et ses idées ; voilà pourquoi il a bien fait, et enfin, pourquoi il s'est montré en cela, encore une fois, le symbole vivant des conjonctures historiques de 1815.

*
* *

Et maintenant, pour conclure, nous ne saurions mieux faire que répéter encore une fois :

Le moment historique de 1815, qui a su résoudre de grands problèmes, en a aussi *posé* un, qui pour lui était secondaire, mais pour nous, aujourd'hui, est devenu principal : le *problème social*. David Ricardo l'interprète préféré de ce moment, son traducteur consciencieux et son disciple fidèle, a fait aussi ce qu'avait fait son maître. Par sa théorie des profits et des salaires, par la théorie de la rente du sol, mais surtout par celle de la valeur, il a posé, à son tour le problème social dans le royaume des idées abstraites. Et, comme le professeur a trouvé prématuré de le résoudre, car il y en avait d'autres qui sollicitaient une réponse et ne pouvaient plus attendre, l'élève, lui aussi s'est abstenu de le faire. Il s'est contenté de le poser ; puis il dirigea ses pas vers l'endroit qu'on lui indiquait, et où on avait besoin de ses lumières. Nous allons le voir à l'œuvre là où l'attiraient

ses plus profondes préférences, au pays des solutions et des « remèdes », suivant une expression qui revient si souvent sous sa plume (1).

CHAPITRE II

LES IDÉES DE RICARDO SUR LA CIRCULATION

Rappelons brièvement quels étaient, à ce sujet, les faits, et, par conséquent, la tâche intellectuelle de notre auteur.

1815 est la date d'une crise. Par conséquent elle ne comporte pas l'existence de problèmes les uns plus importants, les autres moins, pouvant les uns attendre plus longtemps, les autres moins longtemps, mais tous pouvant, en fin de compte, attendre *quelque* temps. Une telle situation ne peut exister qu'en temps de calme et de stabilité, quand, à l'intérieur d'un équilibre général qui se maintient, des petits déséquilibres secondaires se produisent. Alors on peut choisir, l'un des problèmes, ou un autre, ou tous, ou bien aucun.

Telle n'est pas la situation en 1815. Aux problèmes déjà résolus, aux problèmes qui seulement se posent, il est interdit de toucher, sous peine de mal servir et imparfaitement représenter son temps.

Au contraire. Toutes les disponibilités de solutions sont obligatoirement monopolisées au bénéfice des problèmes qui en réclament. Ou plutôt *du* problème. Car de même qu'il

1. Nous pouvons faire la même remarque en ce qui concerne la question de l'impôt. Il l'étudie également comme un problème de répartition (incidence et répercussion) et s'il en traite de sa façon *abstraite* habituelle c'est parce que l'impôt aussi, comme toute question de répartition devait être seulement *posé* en ses lignes générales. Il n'appartiendra qu'aux générations suivantes de l'approfondir et, si possible, de le résoudre.

s'établit une hiérarchie d'Etats avec un Etat en chef, de même la notion de hiérarchie prédomine aussi à l'intérieur. Il n'y a pas de sous-problèmes. Il n'y en a qu'un seul, qui, s'il est résolu, tous les autres le sont automatiquement.

Ce problème, commun à toutes les crises d'Etats territoriaux où, avant la solution *générale* qui, elle aussi est *territoriale*, une solution *individuelle* qui a des velléités *mondiales*, se présente la première : ce problème unique et général c'est la *désadaptation des fonctions de relation par égard à celles de la production* (1).

Tout ce qui est commerce, transports, monnaie, communications, finance, transmission de nouvelles, etc., tout ce qui peut s'appeler en un mot *Circulation* doit, non seulement se hisser au même niveau que la Production, mais, *ce niveau, le dépasser*.

C'est d'une *hypertrophie des fonctions de relation* qu'aura, en 1815, besoin l'Etat mondial britannique. Il faut, pour s'assurer les débouchés permanents que réclame une surproduction chronique (qui est sa charte légale) faire deux choses : *supprimer les distances*, et obtenir, dans des pays très éloignés la *dépendance* économique perpétuelle de la demande des produits anglais.

Les moyens, les procédés et méthodes qui permettaient que l'hypertrophie dont nous parlions réalisât ces deux fins, peuvent, comme nous l'avons expliqué (2), se grouper sous le nom général de : *Balance des Comptes*.

C'est d'une balance des comptes qu'a besoin le nouvel Etat mondial britannique. C'est à l'édification, un par un, des différents postes de cette première, que devront travailler et réussir les trois générations anglaises du xix^e siècle.

C'est à ceux-ci que Ricardo emploiera ce qu'il a de meilleur en lui.

Sa méthode sera *abstraite*, car ce n'est plus de positions doctrinales de problèmes, mais de *remèdes* qu'il s'agit.

1. Cpr. *supra*, pp. 48-50 ; 59 et suiv.

2. Cpr. *supra*, pp. 59-69.

Et sa méthode sera doublement abstraite, car la question elle-même qu'il va falloir résoudre est *générale* et ne s'occupe pas des variantes des détails qu'elle peut contenir (1).

*
* * *

Les questions de la production n'étaient pas de celles qui pouvaient retenir l'attention de Ricardo. Comment aurait-on eu le temps de s'arrêter à des institutions qui fonctionnaient sans défaut, quand de partout on était assailli par des questions qui restaient sans réponse? Comment un écrivain et un penseur qui fut réellement l'incarnation de son époque aurait-il trouvé utile de creuser des problèmes déjà résolus et de se préoccuper de choses qui marchaient automatiquement, et se développaient sans cesse spontanément? Si Smith l'avait fait, c'était non pas pour résoudre des problèmes qui se posaient, mais pour constater, décrire et s'émerveiller. De ce point de vue Smith n'était pas de la même époque que Ricardo (tout en étant assez représentatif de la sienne).

Ainsi Ricardo, l'homme de 1815, devait détourner ses regards de la production, et les diriger surtout là où prédominaient l'incohérence, l'incertitude et les imperfections. Ses idées, il faut surtout les chercher dans le domaine de la circulation.

Si quelquefois il parle de phénomènes économiques industriels ou agricoles, c'est soit du point de vue de la répartition, soit de celui de la circulation.

Ainsi, lorsqu'il s'occupe des produits agricoles, c'est pour arriver à la rente, phénomène de distribution, ou, surtout pour arriver au problème de la nécessité du libre-échange, seul moyen capable d'enrayer la hausse des prix des subsistances (2). Il n'a pas, comme Malthus, grand espoir dans

1. Cpr. *supra*, pp. 9 et 10.

2. Cpr., *suprà*, p. 94. Cpr. aussi, p. 95.

la baisse pouvant résulter des améliorations de la culture (1). Il a hâte d'arriver au point vraiment important de la discussion, qui est la politique commerciale à suivre.

Même attitude dédaigneuse quand il s'agit des procédés financiers capables de stimuler la production, soit agricole (2) soit industrielle (3).

« Le seul effet qu'occasionne, dit-il, une prime accordée à l'exportation des objets manufacturés ou à celle du blé... est une distribution nuisible du capital national » (4). Et plus loin il la traite de « leurre ». Et du « plus mauvais des impôts », qui amène « une perte absolue de valeur pour la société » (5). Puis, ailleurs, en parlant des primes à la production, il déclare que « une pareille mesure de finances pourrait changer entièrement la *distribution* naturelle des capitaux, d'une *manière* *avantageuse*, il est vrai pour les *pays étrangers*, mais *ruineuse* pour celui qui aurait adopté une mesure aussi absurde » (6).

Ces passages montrent clairement l'attitude de Ricardo vis-à-vis de la production. Il n'en parlait a) que pour critiquer et combattre ceux qui, par des primes à l'exportation où à la production, avaient le tort de s'occuper d'un pareil problème ; b) pour passer à un problème de distribution (v. le dernier passage) ; c) et enfin pour aboutir en dernier lieu à une question de politique commerciale.

En se sens il est bien l'homme de son temps, époque de

1. V. ch. II, de la rente de la terre, p. 38, et ch. XXXII : de l'opinion de M. Malthus sur la rente, p. 372. V. aussi le parallèle saisissant, de tous les points de vue, méthode, idées et solutions, que fait H. Denis dans son *Hist. des systèmes économistes et socialistes*, II, pp. 138-147. V. aussi *Lettres of Ricardo to Maltus*, p. 175 et p. 96.

2. V. son étude sur la protection accordée à l'agriculture, *Œuvres*, pp. 643-697 et des primes à l'exportation et des prohibitions à l'importation, ch. XXII (pp. 278). Et enfin des primes à la production chap. XXIII, p. 295.

3. *Œuvres*, p. 295.

4. *Œuvres*, p. 288.

5. *Œuvres*, p. 289.

6. *Œuvres*, p. 299.

production exubérante, d'organisation spontanée et de réglementation automatique. Ce mépris pour ces questions est typique.

Nous en signalerons un autre encore plus caractéristique.

Rien ne met mieux en relief la personnalité de Ricardo comme ses opinions à l'égard des *crises*. On sait qu'elles constituaient un des grands fléaux de 1815 (1). Leurs effets économiques et sociaux étaient des plus douloureux. C'était bien un vice fondamental de la société économique de 1815. Elles constituaient donc un de ces problèmes dignes de Ricardo. Aussi, nous nous attendrions à le voir s'y intéresser de très près.

Pourtant, rien de semblable dans la conduite de Ricardo. Et ceci est d'autant plus curieux que les crises ne l'ont pas *préoccupé* quoi qu'il s'en soit beaucoup *occupé*. Ses controverses avec Malthus et Sismondi à ce sujet sont restées célèbres. Mais, comme je l'ai dit, elle ne le préoccupaient pas.

Entre lui et ses contradicteurs il n'y avait pas de différences au point de vue de la reconnaissance des faits. C'était bien plutôt des divergences de méthode et d'attitude.

On sait que ses commentateurs accordent à son attitude tantôt l'épithète de pessimisme (2), tantôt celui d'optimisme et de quiétisme (3). En l'occurrence c'est au dernier qu'il paraît appartenir.

Quelques passages nous le montrent (4).

« Dans le passage des capitaux, dit-il (5), de l'industrie du coton à celle des bas de soie, les particuliers pourraient

1. Cpr., *suprà*, p. 47 et suiv.

2. Gide et Rist., *Hist. d. Doctr.*, chapitre : *Les pessimistes*.

3. Halévy, *Radical, phil.*, III, chap. sur Ricardo.

4. *Œuvres*, p. 240 (Chap. : *Des changements soudains dans les voies du commerce*).

5. A commencer par celle, qui lui est commune avec celle de Say : « On achète les produits avec des produits », p. 271 et celle où il dit que les besoins du commerce sont insatiables et la demande illimitée, p. 274.

éprouver une grande gêne, sans que néanmoins la valeur du capital *national* en souffrit beaucoup, et sans que la *quantité de la production annuelle* se trouvât diminuée » (1).

« Ce mal », dit-il plus loin », est cependant un de ceux auquel une nation riche *doit se soumettre*, et il ne serait pas plus *raisonnable* de s'en plaindre, qu'à un riche négociant de s'affliger que son navire est exposé aux dangers de la mer, pendant que la chaumière de son pauvre voisin se trouve à l'abri de tout risque (2). »

Ainsi, il ne conteste pas que la désadaptation ne soit réelle. Seulement, ce qui le sépare de ses illustres contradicteurs c'est que, d'abord, elle est inévitable, et ensuite qu'elle est malaisée à pronostiquer :

« Il serait difficile, dit-il, d'indiquer des signes certains au moyen desquels on put distinguer l'une ou l'autre (3). »

Par le peu d'importance qu'il donne à cette question, on voit tout de suite qu'il la tient pour un sous-problème, en dépendance avec un autre plus général.

Cette opinion est-elle justifiée ? et si oui, essayera-t-il de trouver une solution au problème général, qui du même coup, résoudra aussi le particulier ?

Car telle est la méthode qu'il faut adopter avec Ricardo. Si une question paraît ne pas le préoccuper outre mesure, cela veut toujours dire qu'elle est *secondaire*, et que partant il est impossible de la traiter toute seule, sans remonter à celle, plus générale à laquelle la première est liée.

Car ce n'est qu'ainsi qu'il sera véritablement l'homme de 1815, l'homme de la *réalité générale* (4), et non des petites réalités particulières.

Malthus et Sismondi, insistant trop sur le côté social des

1. *Œuvres*, p. 240.

2. *Œuvres*, p. 241.

3. *Œuvres*, p. 241. De même rien ne met mieux en relief son attitude sereine à traiter un problème aussi angoissant que ces mots optimistes : « Il faut aussi se rappeler que l'état d'une nation qui rétrograde est toujours un état anormal », p. 24.

4. Cpr. *supra*, p. 8, 9 et 10.

crises, point de vue *spécial* et *prématuré* (1), en viennent à donner des solutions de même nature, qui par cela sont profondément opposées aux conjonctures de 1815. Ainsi, nous n'aurions qu'à citer celle de Sismondi qui voulait un ralentissement général et permanent de la production et une rétrogradation par le rétablissement de la petite industrie et de la petite culture.

Mais ce n'était pas cela que réclamaient les conjonctures et les nécessités de 1815. Une solution véritable ne pouvait être que celle qui aurait diminué les crises *justement* pour permettre à la production de *grandir encore davantage*.

C'est pourquoi la méthode qui consiste à chercher le remède en allant à la source même des causes, « en allant droit au sphynx lui arracher son énigme » (2) nous paraît être la bonne. Voyons si c'est aussi celle de Ricardo.

Rappelons-nous, d'abord, ce que nous disions à propos des crises dans le chapitre III (1^{re} partie). Nous avons vu (3) que leur cause dernière était la mauvaise organisation du crédit et l'inexpérience des banquiers. Ils n'avaient pas encore trouvé un moyen général, abstrait, qui leur permit de distinguer si telle augmentation des demandes de crédit se rattachait à une augmentation correspondante des besoins de la consommation, ou bien n'était qu'un escompte hypothétique de celle-ci, qu'une spéculation de la part des industriels. Les banquiers n'avaient qu'un seul critérium général pour accorder ou refuser l'argent qu'on leur demandait : la solvabilité de l'emprunteur. Or, cela n'était pas suffisant. Il aurait fallu un moyen général qui, sans arrêter les escomptes de traites, eût pu seulement les *ralentir*. Mais pour cela, il fallait aussi que les banquiers eux-mêmes fussent *prévenus* par quelque signe infailible ; une fois prévenus, ils auraient facilement trouvé un procédé ralentisseur.

1. Cpr. *supra*, chap. IV, 1^{re} partie et 2^e partie, chap. I.

2. *La Vie et les écrits de David Ricardo*, par Alcide Touteyrand, introductions aux *Œuvres complètes*, p. VI.

3. Cpr. *supra*, p. 44 et suiv.

La reprise des paiements en espèce n'était pas une mesure suffisante. Le vidage des encaisses se serait fait insensiblement, et lorsqu'il serait devenu visible, il aurait été trop tard pour empêcher la crise.

Il y avait un seul moyen : *vendre cette convertibilité plus difficile*, afin que les demandes de remboursement en métal soient *plus brusques et plus visibles*. C'était le procédé unique et automatique qui convenait à la situation (2). On ne pouvait pas inventer la politique du relèvement de l'escompte sans avoir passé par cette invention préalable. Ou plutôt la politique de l'escompte ne peut pas même être appelée une invention. Elle était une chose qui allait de soi, que les banquiers auraient employée instinctivement, pour peu qu'ils aient été *prévenus* qu'un moyen de ce genre devait être appliqué. En d'autres termes, ils savaient très bien ce qu'ils devaient faire en cas de crise. Ce qu'ils ne savaient pas, c'était *quand* il fallait le faire. Pour qu'ils songeassent à employer un ralentisseur, il fallait qu'il y en eût un *autre*, un second ralentisseur, qui les *préviât* qu'à leur tour ils devaient employer le premier. La reprise des paiements en espèces et le vidage de l'encaisse qui en aurait découlé était un moyen trop lent pour qu'il fût impressionnant. Il fallait autre chose.

Ricardo avait donc raison de ne pas chercher dans les crises elles-mêmes, le remède des crises. Et il eut surtout raison, quand, le cherchant ailleurs, il le trouva.

C'est son fameux projet d'une encaisse en lingots, et d'une circulation interne exclusivement en billets de banque (1). Son moyen était *le seul* qui permit que le vidage de l'encaisse se fit d'une façon *brusque et impressionnante*. Il n'y aurait plus

1. « Sous l'empire d'un tel système avec une circulation ainsi dirigée, la Banque serait affranchie de tous les embarras, de toutes les crises » p. 588. V. aussi le passage où il démontre que ce système n'est pas en discordance avec la politique libérale, p. 591 et suiv. Les autres avantages de son système sont la possibilité d'avoir un « circulating médium » à bon marché, et une monnaie métallique non sujette à l'usure et aux frais du transport, p. 591 et surtout p. 586.

eu ce va et vient de billets et de pièces de monnaie qui masquait la crise. Le contraste entre une période économique normale et une veille de crise devenait apparent.

Son prétendu quiétisme au sujet du grand fléau de 1815 doit donc être compris différemment. De même sa méthode *abstraite*, qu'on lui reproche surtout quand il s'agit du problème des crises, est peut-être plus justifiée ici que partout ailleurs. Elle seule lui a permis de s'adresser là d'où la solution pouvait venir.

Son moyen ne fut pas mis en pratique, il est vrai. Mais (1) cela est dû au fait que les choses s'étaient arrangées d'elles-mêmes. Il est vrai, elles se seraient arrangées plus vite, avec moins de déperdition de forces, si le procédé de Ricardo eût été appliqué tout de suite (2).

Ce qu'il faut retenir de tout ceci, c'est que l'invention de Ricardo était beaucoup plus importante que celle de la politique de l'escompte, pour le motif très simple que *cette dernière était venue automatiquement*, comme une annexe nécessaire et spontanée de la première (3).

Et voici comment Ricardo, en apparence indifférent, trouvait le meilleur moyen, et le seul rapide, pour enrayer une des plus grandes entraves d'un Etat mondial qui n'avait pas la possibilité de s'arrêter aux solutions rétrogrades dans le genre de celles que proposait un Sismondi.

La méthode abstraite de Ricardo était la vraie. Un autre fait significatif peut nous le prouver. C'est l'attitude qu'il prend au sujet d'un problème tout aussi important, ou plutôt

1. On l'a appliqué plus tard, en plein xx^e siècle, ce qui prouve son excellence. C'est le fameux système du « noyau d'or » que pratiquaient, avant la guerre deux Etats, qui, ainsi, réussissaient à équilibrer leur circulation et les transactions commerciales (Autriche et Italie).

2. On croirait entendre parler Malthus ou Sismondi. Maintenant c'est Ricardo qui a le droit de protester contre « la méthode abstraite » des gouvernants dont « l'optimisme » déplacé les détermine à laisser les choses s'arranger d'elles-mêmes.

3. La finance avait fait des découvertes empiriques de bien plus grande importance. Mais à celle-ci manquait justement la *base* qui la rendait utile Cpr. *infra*, p. 129.

son manque total d'attitude. C'est la question de la flotte nationale. En effet, nous savons que la marine marchande figure au premier chef d'une balance des comptes favorable, et la balance des comptes est le statut par excellence d'un Etat mondial tel que, *vollens nollens*, devait être l'Angleterre.

Or, cette question était devenue très angoissante au temps de Ricardo. La flotte commerciale britannique déclinait. De 1805 à 1809 la construction des navires baissait de plus de moitié. Le frèt étranger faisait une concurrence désastreuse. La proportion des vaisseaux étrangers dans les ports anglais était de 137, 27 o/o (1).

Comment se fait-il que Ricardo, l'homme de 1815, et, partant, l'homme de la balance des comptes, n'en ait pas été inquiet au point de lui consacrer quelques lignes (2).

La réponse est bien simple. Il n'y avait pas un simple problème de la marine marchande ou plutôt il y en avait deux : un problème industriel, et un autre de politique économique générale.

Le premier, parce qu'*industriel* (1), ne méritait pas la peine qu'on s'en occupât. L'industrie anglaise prenait, quand on le voulait, l'essor le plus grand que l'on pût désirer. Sa nature propre comportait des possibilités de développement indéfinies. La construction de navires n'était pas un vrai problème pour l'Angleterre de 1815, ni, par conséquent, pour Ricardo.

Si la flotte britannique déclinait, c'était uniquement du fait des Orders in Council, des Décrets de Milan, des Non Intercourse Acts, des survivances anachroniques d'institutions telles que la Compagnie des Indes (3), etc. En un mot le problème de la marine marchande n'était autre que celui de la politique commerciale. C'est donc là qu'il faut s'adresser en 1815 et c'est sur ce sujet que Ricardo écrivit ses plus belles pages.

1. Cpr. *supra*, p. 37 et suiv.

2. Cpr. *supra*, pp. 104-106.

3. Cpr. *supra*, p. 40 et *Œuvres*, p. 499.

Les physiocrates et Adam Smith (et peut-être aussi Hume) avaient bien vu les avantages de l'échange entre nations et de la liberté commerciale. Mais ils n'avaient fait que communiquer leur éblouissement devant les bienfaits d'une telle liberté, sans entrer dans les analyses minutieuses et exactes auxquelles s'est livré Ricardo. Avec une précision mathématique il démontre comment la richesse d'un pays fait aussi la richesse de celui avec lequel il échange ses produits (1).

Evidemment, Ricardo avait pris part aux agitations politiques qui s'étaient déroulées à l'occasion de l'abolition du Licencing-trade, et de la suppression du monopole de la grande Compagnie mercantile. Mais cela, c'étaient des actes isolés. Il fallait que le nouvel état mondial appliquât dans son intégralité la Bible du libre échange (2). C'était le seul moyen pour obtenir le minimum de fusion interne entre les bribes de territoires épars dont il devait se composer. Il fallait à l'Angleterre un homme qui lui prêtât son talent afin d'accréditer une politique qui avait encore tant d'adversaires. Ricardo fut cet homme.

Tout concourt à prouver qu'il était l'homme de l'Angleterre et des intérêts de celle-ci dans leur totalité, même les prétendues contradictions qu'on a voulu trouver dans son activité intellectuelle et politique. Il ne faut pas le juger d'après des doctrines *a priori*, d'après des systèmes artificiels intangibles. Il ne faut pas dire qu'il y a en lui deux personnages, le « *Wirtschaftsteoretiker* » et le « *Realpolitiker* » (3).

1. Toute l'œuvre de Ricardo est parsemée de passages où il prouve les avantages de la liberté économique. V. surtout le beau chapitre VII sur le Commerce extérieur, p. 100-120. Son avantage général réside dans la différence de valeur-travail d'un pays à l'autre, différences que la liberté économique fait disparaître au bénéfice des deux pays, p. 105 et suiv. Armé de son principe scientifique de la valeur il démontrera, avec des faits concrets, ce paradoxe apparent d'un enrichissement simultané.

2. Cpr. *supra*, pp. 66 et suiv.

3. Diehl, in *Handw. d. Staatswiss.* de Conrad et Lexis, p. 225. C'est ainsi qu'il explique des idées ricardiennes comme celle d'une banque nationale, celle d'un impôt sur l'importation du blé de 10 shillings le quartier, etc. Mais nous avons vu ce qu'il faut penser de ses prétendues contra-

Il avait bien un système philosophique intransigeant, mais c'était justement celui de l'Angleterre elle-même. Dans la mesure où les faits, la réalité de 1815, avaient des nécessités contradictoires, dans cette mesure il se contredisait lui aussi, et il le faisait précisément pour rester fidèle à son système (1).

Ainsi, l'Angleterre devait, par la force des choses, être un empire colonial. Ce ne sera donc pas une atténuation à ses principes libre-échangistes si Ricardo laisse échapper des paroles bienveillantes sur la possibilité d'obtenir, par un échange international monopolistique, plus d'avantages que dans un régime de commerce colonial absolument libre (2).

Il y a, en effet des colonies qui ressemblent aux Etats civilisés d'Europe. Pour ceux-là le libre-échangeisme n'aura pas de restrictions. Il y en a aussi qui se rapprochent du genre de la colonie d'exploitation. Pour celles-là une modification dans la doctrine faite par les hommes sera une confirmation de la doctrine objective des réalités anglaises.

De même, lui a-t-on reproché son projet pour l'institution d'une banque nationale. On parlait toujours des principes

diction. Quant à l'impôt sur les blés il demandait une *réduction*, et non pas un impôt tout neuf.

1. Ce n'est qu'à partir de 1815 que l'Angleterre devient véritablement un Etat mondial colonial, car l'Etat mondial suppose données les conditions d'une hégémonie. Or, du temps de l'invincible Armada elles n'existaient pas. Les Etats étaient tous à peu près égaux et se contre-balançaient mutuellement. C'était une période de l'Etat territorial par excellence, l'apogée de l'Etat territorial mercantile. Si il y avait des colonies, c'était accidentellement, par suite des non moins accidentelles découvertes du xv^e siècle. La preuve que les Etats mercantiles n'étaient pas faits pour être des Etats coloniaux, c'est qu'ils perdirent à peu près toutes leurs colonies, et fort vite, l'Angleterre d'avant 1815 elle-même se soumettait à la règle (perte des Etats-Unis). Cette distinction entre les deux époques nous semble d'une grande importance.

2. « Il est donc évident que le commerce avec les colonies peut être réglé de manière qu'il soit en même temps *moins avantageux* pour les colonies, et *plus lucratif* pour la métropole, qu'un commerce absolument libre. » Chap. XXV. *Du commerce colonial*, p. 314. Ainsi, lui le grand défenseur du principe que la richesse des uns fait aussi la richesse des autres, n'ignore pas et ne dédaigne pas l'aphorisme de Montaigne si la réalité de 1815 le réclame.

sacrosaints du non-interventionisme (1). Mais on oubliait que la société anglaise avait besoin d'une institution qui permit une plus grande centralisation financière. En effet, on en était encore au système défectueux du banquier privé. Malgré des innovations empiriques aboutissent à une organisation hiérarchisée assez cohérente (2) : Country Banks, Bill-brokers, Lombart Street et Banque d'Angleterre. Cette construction est ingénieuse. Mais elle n'est pas suffisante ; des joint-stock-banks sont encore rares. Il faut qu'une centralisation se fasse par en haut pour que, par contre-coup, l'esprit d'association pénètre jusqu'en bas. Et le plan de Ricardo (3), avec son organisation tout à la fois puissante et sujette à un contrôle sévère du Parlement, avec la possibilité tout à la fois d'audace et de circonspection, ce plan de Ricardo était dicté par des nécessités d'ordre général. On ne peut pas le considérer comme une défaillance.

Rappelons-nous que l'Angleterre était un *Etat à balance des comptes*, et que parmi les postes de cette dernière figurent les créances sur l'étranger. Ces créances sont contractées à un moment où un pays étranger, plein de richesses naturelles, mais traversant une crise financière, fait appel aux capitaux des autres Etats. Celui qui aura des disponibilités *juste au moment* où la bonne occasion se présente, s'assurera, à peu de frais, un revenu usuraire et perpétuel. C'est ainsi que devait plus tard être asservies une grande partie des Républiques latines de l'Amérique du sud.

Evidemment, on ne peut pas demander à Ricardo d'être prophète. Mais n'est-il pas singulier qu'il fût *le seul* à proposer un renforcement d'Etatisme de la Banque, et qui était

1. Il explique, d'ailleurs, pourquoi son projet n'est pas contradictoire, p. 591 et suiv.

2. Cpr. *supra*, p. 44 et suiv.

3. V. pp. 704-710. Il devait y avoir « cinq commissaires qui devaient recevoir un salaire proportionné aux devoirs qu'ils... ; ils devaient être nommés par le gouvernement, mais sans que celui-ci eut le droit de les révoquer », p. 706. Et seul « le vote de l'une ou des deux Chambres pourrait les révoquer », p. 703.

justement un moyen (peut-être *le seul*) capable d'assurer la centralisation financière dont on devait tant tirer profit (1) ?

Comme je l'ai maintes fois répété au cours de cette étude, les tâches qui incombait à l'Angleterre en 1815 étaient si nouvelles et si subites : que la place exceptionnelle parmi les Etats du monde lui avait été donnée par une cause première tellement inattendue et accidentelle (2), — qu'elle n'avait pas le temps de s'arrêter aux problèmes particuliers. Il lui fallait des solutions à la fois précises et générales ; avant que de penser aux procédés de détail, elle avait besoin d'une politique abstraite, qui n'eût pas besoin d'envisager toutes les conséquences ultérieures.

Ricardo, qui incarnait son époque, lui fournissait ces procédés généraux un par un. Lui non plus ne pouvait pas soupçonner tous les fruits que ses remèdes allaient apporter. Mais nous sommes en droit de nous en émerveiller.

Même parallélisme entre le problème et la solution ricardienne en ce qui concerne un autre chapitre de la balance des comptes.

1. C'est d'ailleurs sur l'inspiration des idées ricardiennes que se sont faites toutes les grandes réformes apportées au cours du XIX^e siècle, à la Banque centrale. L'act de 1844 forme aujourd'hui encore la charte de la Banque d'Angleterre. Par cet act le gouvernement réussit à concentrer entre ses mains les émissions de billets et de lui assurer le monopole en Angleterre et dans le pays de Galles ; à cet effet, on interdit la nouvelle création de banques d'émission provinciales, et on limita le pouvoir d'émission de celles existantes. L'esprit qui animait le *Plan* de Ricardo était absolument identique. Voir l'article 15^e, 5^e, 7^e, 8^e, 4^e et 9^e du projet (*Œuvres*, p. 705). C'est la même intention d'exproprier le Country Banks (après la mise en pratique de l'Act de 1844 le nombre de 300 banques ayant le droit d'émission baissa, quarante ans plus tard, à 12 banques privées et 17 joint-stock-banks. De même quant aux restrictions à l'émission pour la banque centrale elle-même (cpr. l'Act de 1844 et les 12^e, 13^e, 14^e chefs du *Plan* de Ricardo (708, 709 et suiv.)). La division en deux départements que réclamait Sir Robert Peel dans son discours du 6 mai 1844 est aussi d'inspiration ricardienne (cpr., *Œuvres*, p. 699).

2. C'étaient, comme nous l'avons dit, les inventions techniques du début du XIX^e siècle qui, par hasard, parurent sur le sol britannique.

Nous savons comment l'Angleterre avant la guerre réalisait d'énormes profits et importait d'immenses sommes d'argent de sa situation de Clearing House du monde. Or, nous avons dit quelles étaient les deux conditions contradictoires qu'on devait satisfaire pour arriver à faire converger sur une métropole un grand nombre de courants de signes monétaires (1). Il faut, d'un côté, pousser jusqu'à l'exaspération l'élasticité, de la monnaie. Il faut que sa vitesse, son *efficiency* atteigne son maximum, et que ses fonctions, comme ses formes, se multiplient et se diversifient le plus possible. D'un autre côté, il faut une sage et circonspecte politique d'encaisse, qui lui assure une convertibilité et une stabilité en valeur de grande durée.

Le système « d'une circulation monétaire économique et sûre » de Ricardo est à la fois le *seul* moyen approprié, et, à la fois *identique* à celui qui avait cours en Angleterre en 1914. En effet, n'était-ce pas un régime de convertibilité absolue en théorie, et de circulation fiduciaire générale et exclusive à l'intérieur ? Le peuple anglais, en adoptant le chèque pour « véritable monnaie nationale » (2), accomplissait un des vœux les plus éloquemment exprimés par Ricardo (3). Ce système doit, en grande partie sa vitalité à l'organisation actuelle de la Banque d'Angleterre, qui, sur beaucoup de points, n'est que la mise en pratique du « Plan d'une Banque nationale » (4).

1. Cpr. *supra*, p. 66 et suiv.

2. Selon l'expression de Harthley Withers (Meaning of money).

3. Ricardo a synthétisé les deux nécessités auxquelles devait se soumettre le régime monétaire de l'Etat mondial et du futur world-clearing dans ces mots : « Garantir le public contre toutes les *variations* qui ne seraient pas celles de l'étalon lui-même, *effectuer les mouvements monétaires au moyen de l'argent le moins coûteux*, serait atteindre le degré de perfection le plus élevé auquel... », p. 587, et plus loin : « Or, on obtiendrait tous ces avantages si l'on obligeait la banque à délivrer, au lieu de guinées, et en échange de ses billets, des lingots d'or et d'argent... », p. 587. V. aussi ses paroles enthousiastes pour la monnaie de papier, p. 586, section IV.

4. Plus on réfléchit, plus on s'aperçoit que l'or de la Banque d'Angle-

Il ne faut pas considérer ce remède *étatiste* comme une dérogation au principe sublime du non-interventionisme. Si Ricardo l'a proposé, c'est que la société anglaise entière, et chaque citoyen de 1815 en devait tirer profit.

Si son « plan d'une Banque nationale » nous semble une contradiction à sa doctrine générale, que dire alors de certains passages où il se montre défenseur d'un système d'impôts par prélèvements sur le capital, qui présente de fortes analogies avec le Reichsnotopfer (1) du plus étatiste des Etats contemporains ? Ne vaut-il pas mieux expliquer cette apparente étrangeté par les nécessités de son temps, auxquelles s'adaptait mieux un pareil impôt que les emprunts onéreux que le fameux procédé du Dr Price et de Vansittar ne réussissait pas à amortir (2) ?

Tous les remèdes de Ricardo sont bons, tous sont cohérents, et font ensemble un tout organique qui reflète fidèlement cet autre tout qui cherchait à se consolider, et qui s'appelait l'Etat mondial de la Grande-Bretagne.

Si donc, on voulait caractériser, en une formule, les idées de Ricardo sur la circulation, nous ne saurions mieux faire que lui transmettre celle qui caractérise la société anglaise de 1815 elle-même :

Ricardo c'est le grand avocat de la *balance des comptes* (3).

terre, avant la guerre, couvrait le papier et les chèques exactement comme s'il n'avait pas été monnayé. De plus, la division de la banque en deux compartiments, en deux départements, est une idée ricardienne.

1. « Un pays qui s'est plongé dans les embarras que..., ferait bien de s'en débarrasser par le sacrifice même d'une portion de son capital » : p. 221. Lorsque une « circonscription du capital » fut proposée en Angleterre après les guerres napoléoniennes, Ricardo s'en fit le défenseur. V. Rist, *Finances de guerre en Allemagne*, où il reconnaît l'analogie entre les impôts et le Notopfer allemand, p. 254.

2. V. à ce sujet les critiques que leur adresse Ricardo, pp. 714-744, et accidentellement dans les passages où il a l'occasion de parler de la dette publique.

3. « S'il convenait à la Jamaïque aussi bien qu'à la Hollande de faire un échange réciproque de produits de chacun de ces pays, *sans l'intervention de l'Angleterre*, il est bien certains que les intérêts de la Jamaïque et de la Hollande en souffriraient; mais si la Jamaïque est forcée d'envoyer

Son plaidoyer le plus brillant fût celui par lequel il détruisit la réputation du grand rival de son pays, le préjugé de la balance commerciale (1).

Cette dernière est, à ses yeux une question indigne de l'attention de l'économiste et de l'homme d'Etat. Comme les questions industrielles, celle-ci aussi fait partie des *matter of course*, des questions qui s'arrangent toutes seules. Elle a une vie machinale, et pour peu que sa santé se trouble, elle se redresse automatiquement et promptement.

On se rappelle sa description saisissante des courants de marchandises et de monnaie qui réajustent spontanément l'équilibre rompu, et la vitesse de ce processus grâce aux fluctuations de ce thermomètre très sensible qui est le taux du change (2).

ses produits en Angleterre, pour les y échanger contre des marchandises hollandaises, il y aura un *capital anglais et une agence anglaise* employés dans un commerce dans lequel ni l'un ni l'autre n'auraient été engagés sans cela. Ce commerce y est attiré par une prime que l'Angleterre ne paie pas, et qui est payée par la Hollande et la Jamaïque », (*Œuvres*, p. 311. Voir là, en quelques lignes, toute la philosophie du *commerce d'entrepôt* et de réexportation qui constitue un autre poste important de la balance des comptes.

1. Qui était très enraciné, car il coïncidait avec un grand nombre d'intérêts particuliers, aussi bien anciens que nouveaux. Cpr. avec ce que nous disions au chapitre sur les luttes qui se livraient autour du *licencing-trade*, et des intérêts antagonistes, p. 54 de même au sujet du Corn Bill, p. 55.

2. V. l'appendice I de *Œuvres diverses*, intitulé : « Le haut prix des lingots est une preuve de la dépréciation des billets de banques », pp. 401-457, et, spécialement, p. 402, 403 et 404, 442-443. « Tant que la situation relative des pays ne variera pas, ils pourront entretenir un vaste commerce, mais leurs importations et leurs exportations seront égales après tout », p. 402. « Quoique le pays d'où sortirait la monnaie ou les lingots dut avoir ce qu'on appelle habituellement une *balance de commerce* contre lui, il est évident qu'il ferait un commerce avantageux », p. 403. « C'est ainsi que notre circulation tend à entrer en équilibre avec celle des autres nations. Les avantages de l'exportation cesseraient aussitôt que cette égalité aurait été rétablie », p. 405. « L'or et l'argent sont distribués par la concurrence du commerce entre les différentes nations du monde dans des proportions qui s'accroissent au trafic naturel qui aurait lieu si de tels métaux n'existaient pas et si le commerce respectif des pays se bornait à l'échange de leurs produits respectif ». Ainsi, tout revient à un vaste troc, où la

Il est vrai que, laissant de côté la question de la théorie quantitative de la monnaie (1), cette démonstration n'est valable que pour les pays riches, les pays *dynamiques*. Mais cela importe peu. Ricardo travaillait pour l'Angleterre, et pour celui-ci la loi était et exacte, et utile (2).

Le moment historique de 1815 avait besoin, pour accomplir sa tâche (qui était celle d'ouvrir une ère), d'esprits généreux et éclairés qui le comprennent et qui par leur talent et leur activité détruisent les préjugés de l'ère qui se fermait. Et il avait besoin aussi de solutions, de remèdes généraux,

monnaie « lubrifie les rouages ». Selon l'expression de M. Gide, *op. cit.*, p. 195, V. aussi le chap. VII sur le *Commerce Extérieur* (pp. 100-121), p. 110.

1. Nous avons délibérément écarté de notre discussion tout ce qui touchait à la théorie quantitative, quoique Ricardo y eût rattaché son nom et qu'elle joue un rôle capital dans la pensée de Ricardo. Mais elle est une de ces questions, qui, pour peu qu'il faille l'étudier, on ne peut plus étudier qu'elle. D'ailleurs, on a tant écrit à ce sujet, que nous ne voyons pas ce que l'on pourrait apporter de neuf. D'ailleurs, comme nous ne voulons, en général, examiner que la vérité *relative* des idées de Ricardo, il nous suffit de constater que la théorie quantitative était *utile* à l'argumentation par laquelle il apportait un remède (reconnu par la suite efficace) à la situation de l'Angleterre en 1815, pour que cette théorie ne soit plus critiquable.

2. En effet ce mépris pour la balance commerciale était doublement vrai et utile pour l'Angleterre de 1815. Il était, d'abord possible, car la balance des marchandises était encore très favorable, et les exportations excédaient les importations de centaines de millions. On pouvait donc ignorer une chose qui fonctionnait si bien. Mais en même temps des signes infailibles, comme la hausse du prix du blé et des rentes, et d'autres encore indiquaient que sous peu l'Angleterre allait passer, comme tous les pays d'une civilisation plus vieille, dans un régime de balance commerciale négative (et c'est d'ailleurs ce qui arriva); il fallait donc compléter la balance fondamentale par une balance additionnelle, beaucoup plus compliquée, et beaucoup plus fragile, mais en échange plus susceptible d'être fabriquée et modifiée par les actes de la politique des hommes, et, par tant seule digne de l'examen de l'économiste. V. dans un article sur Ricardo dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* (juin 1920) où on fait de suggestives remarques sur la répercussion des faits politiques de 1815 sur la personne et l'œuvre de Ricardo (par Béla Földes), pp. 481 et suiv.

de procédés vastes et abstraits pour résoudre les désadaptations et pour adoucir les crises fatales de la croissance.

La société anglaise a eu alors Pitt, Huskison, Cobbett ; elle a eu Malthus et Mac Culloch. Mais personne ne l'a plus entièrement, * plus richement comprise et aidée comme cet intelligent banquier de la Cité.

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Ainsi, nous arrivons à la fin de notre brève étude. Les quelques idées générales qui nous parurent caractéristiques du grand moment de 1815 furent les suivantes :

1° Crise de l'Etat mercantile convaincu d'incontestable impuissance ;

2° En attendant la solution générale de cette crise, solution essentiellement fondée sur une fusion territoriale, économique surtout et, si possible, politique également ; en attendant la solution générale essentiellement fondée sur des considérations de *proximité géographique* et de *balance des marchandises* ;

3° une solution individuelle se présente la première, et c'est l'*Angleterre* qui la propose. Elle est en droit de le faire, car *c'est sur son sol que le hasard a donné naissance aux grandes inventions techniques*, dont la prospérité économique subséquente permettra de suppléer aux inaptitudes, et de solder l'héritage de l'Etat mercantile ;

4° La solution britannique repose sur une *surproduction chronique* et sur la nécessité subséquente de *débouchés permanents* ; mais les Etats voisins n'en peuvent offrir de stables. Ils sont suffisamment civilisés pour se méfier de leur grand sauveur, mais pas assez pour être tranquilles et

ouvrir leurs portes. Enfin ils ne sont pas assez arriérés non plus pour se laisser exploiter en coupe réglée à l'instar des colonies classiques ;

5° Il faut donc chercher les débouchés *ailleurs*. Mais, « ailleurs » est synonyme de « très loin ». Il faudra donc faire deux choses, qui d'ailleurs se confondent : a) *supprimer les distances*, et b) trouver les moyens et méthodes capables d'assurer une *dépendance* de la demande des produits britanniques pour une *longue durée* dans tous ces pays très éloignés. Le problème fondamental qui se pose en 1815 pour l'Angleterre est résumé en une formule : nécessité d'une *hypertrophie des fonctions de relation économique*, hypertrophie par égard à celles de production. Toutes ces fonctions se trouvent comprises dans une institution économique synthétique : *la balance des comptes*. Pour pouvoir faire accepter sa solution, et sa paix, la Grande-Bretagne devra être, comme tous les autres Etats *mondiaux* de l'Histoire, un Etat à *monopole de la balance des comptes* ;

6° Tel est le problème fondamental en 1815. Il est loin d'être résolu. Les fonctions de relation économique, loin d'être hypertrophiées, se trouvent, au contraire, au-dessous de celles de production. C'est pourquoi le problème est d'une gravité suraiguë. Devant lui, *les autres s'effacent*, notamment le *problème social*. Le régime de l'usine avait concentré sur des emplacements urbains étroits, des milliers de prolétaires. Désormais leur misère pouvait être vue à l'œil nu. Quoique l'autre problème accaparait toutes les solutions disponibles de 1815, néanmoins, le problème social, pour la première fois dans l'Histoire, et sans demander le moins du monde à être *résolu*, se *posait*. C'est l'autre qui *devait* et *allait* être solutionné. Telle est donc la situation générale de 1815 ;

7° Nous sommes arrivé à ces conclusions par des *arguments de faits*. La deuxième partie de cet ouvrage a consisté en la vérification de ces conclusions au moyen d'un *argument par un homme* : c'est l'œuvre de David Ricardo. Nous

sommes parti de l'hypothèse que Ricardo était intégralement l'homme de 1815, représentatif de son époque dans le sens le plus absolu de ce terme. Alors, nous avons essayé de voir : a) si les *différences d'importance* que Ricardo attribuait aux problèmes de son temps étaient ou non *les mêmes* que celles que les faits eux-mêmes leur conféraient ; b) ensuite si les remèdes qu'avait construit Ricardo *résolvaient tous les problèmes* à résoudre, si ils étaient *les meilleurs* remèdes et si ils étaient *les seuls* ; c) enfin si Ricardo avait ou non la prétention de trouver des solutions aux problèmes auxquels la réalité de 1815 trouvait *prématuré* de répondre ;

8° Les résultats de cette enquête nous ont paru justifier notre hypothèse et vérifier nos conclusions : En effet :

a) Le problème de la production, qui n'en était plus un, et dont la réalité de 1815 se désintéressait, a été traité avec la même indifférence par notre auteur ;

b) Que le problème social que les faits pour la première fois *posaient* mais ne voulaient pas encore résoudre, est redevable à Ricardo de sa première entrée dans le domaine de la science. Nous voulons parler, en dehors des questions de la rente et du profit (qui sont aussi des questions de production et de circulation), du problème social pur : La valeur économique Sans avoir la présomption intempestive de le solutionner, Ricardo, pour la première fois (et jusqu'à aujourd'hui pour la dernière) l'a posé dans son intégralité ;

c) Enfin, là où les théories de notre économiste prennent le caractère de remède, c'est là justement où les problèmes de 1815 ne pouvaient plus attendre ;

d) Nous avons vu comment les remèdes de Ricardo étaient les vrais, les meilleurs, les seuls, et tous ceux que les nécessités de 1815 réclamaient ; et pour cela nous avons pu le vérifier par les événements ultérieurs à Ricardo, que nous connaissons bien, puisque l'avenir de Ricardo c'est pour nous déjà du passé.

Il nous reste encore à dire quelques mots pour conclure.

*
*
*

On a coutume d'identifier en bien des points *ces deux dates* : 1815 et 1920. Et en effet les analogies ne manquent pas. Mêmes guerres sanglantes, mêmes phénomènes monétaires, mêmes cours forcés, même inflation fiduciaire, mêmes nouveaux-riches, Squires de Change Alley ou profiteurs d'aujourd'hui, même fréquence des crises, etc.

Mais ce n'est pas sur les analogies que nous voudrions attirer l'attention. C'est bien plutôt sur les différences, ou, mieux, sur les *contrastes*. Nous croyons que les problèmes actuels sont exactement le contre-pied de ceux de 1815. Ils sont inverses et antipodiques.

D'ailleurs, si l'on réfléchit un peu, on s'aperçoit tout de suite que les analogies ne peuvent pas prédominer quand il s'agit de deux périodes qui se suivent. Si la seconde n'était que la continuation de la première, on ne pourrait plus parler de deux ères distinctes. Un raisonnement logique très simple nous fait entrevoir, *a priori*, que c'est surtout les *contrastes* qui seront intéressants à signaler.

En effet, rappelons-nous que ce qui fait l'originalité du moment historique de 1815 c'est que l'Etat national mercantile, qui devait mourir, réussit à survivre. En 1920, au contraire, il touche à sa fin, et déjà d'autres organismes ont paru. Seconde caractéristique de 1815 : Constitution d'un Etat mondial, Etat en chef, trônant sur une hiérarchie de pays inférieurs par rapport à lui, et leur assurant sa paix, la paix britannique. Aujourd'hui, au contraire, l'Empire d'outre-Manche se disloque et deux grands colosses entrent en scène. Il y a une tendance à supprimer la hiérarchie et à la remplacer par des géants à peu près égaux. Troisième contraste : En 1815 c'était la circulation qui était en retard sur la production, quoique la première marchât à pas de géant. En 1920 c'est surtout la production qui a baissé, quoique la circulation marquât aussi un retard. Marche en

avant, mais où la production tient la tête. C'est la situation au temps de Ricardo. Marche en arrière, mais où la production tient la tête, c'est la situation actuelle. Enfin, en 1815 l'Angleterre édifie son monopole sur la balance des comptes. Un par un, chaque chapitre de cette balance sera inscrit à l'actif du Royaume-Uni. Au contraire, la grande guerre lui enlève ce monopole qui était sa condition primaire d'existence. Un à un, les chapitres de la balance des comptes sont inscrits à l'actif de ses rivaux.

Pour tout dire, la structure d'Etats hiérarchisés qu'avait apportée l'Angleterre de 1815 cède la place à une *fusion*, à une unification plus homogène. Les considérations d'ordre géographique, que l'Angleterre de 1815 devait tenir pour secondaires, reviennent au premier plan. L'Etat mondial, encore une fois dans l'Histoire, doit céder à l'Etat territorial. La solution individuelle de la *crise d'Etats* n'est plus suffisante. Il faut la solution générale.

En un mot, à la balance des comptes se substitue, de nouveau, comme en d'autres époques, la balance commerciale. L'ère d'un nouveau mercantilisme commence, et c'est celui de l'*Etat continental*.

Comme nous voyons, si l'on compare les deux dates, ce sont surtout les différences qui nous frappent. Mais même si nous prenons les phénomènes qui pourraient sembler identiques aux deux, l'analyse la plus sommaire nous fait tout de suite changer d'impression.

Prenons, par exemple, l'inflation fiduciaire. Elle était due, en 1815, surtout à l'inexpérience. Il est vrai que lorsque eut lieu la grande controverse autour du Bullion Comitee, les adversaires des quantitativistes soutenaient qu'il n'y avait aucune espèce d'analogie entre la situation de l'Angleterre et celle de la France du temps des assignats. Ils soutenaient que c'était chez cette dernière que l'émission déréglée était due à l'inexpérience et que chez eux elle avait un fondement réel. Pourtant, les deux choses ne sont pas exclusives. Personne ne conteste que la « révolution industrielle » ne

réclamait pas une augmentation des signes monétaires rapide et facile. Mais justement, il ne fallait pas qu'elle le fut trop. L'inexpérience consistait en un trop grand individualisme dans l'organisation des banques. C'était le régime du banquier privé qui prédominait. Or, celui-ci ne pouvait pas apprécier si les demandes de crédit qu'on lui faisait étaient justifiées ou non. Il ne regardait qu'à la réputation de solvabilité de l'emprunteur. Le régime d'isolement de la finance ne permettait pas de se rendre compte si les demandes multipliées d'argent correspondaient à une demande plus grande de marchandises, ou bien n'était que de la surcapitalisation et de la surproduction. Si le client était honorable, on ne pouvait pas lui refuser le crédit. Le système défectueux de l'organisation bancaire était la cause de l'inexpérience à régler le flot de papier que l'on mettait en circulation. Si la politique du taux de l'escompte avait été connue alors, on aurait pu reprendre le paiement en espèces tout de suite. D'ailleurs, les événements postérieurs ont montré combien facile était cette opération pour le pays. Seulement, on ne pouvait pas le faire d'une façon assez brusque pour que le besoin d'un ralentisseur (en l'espèce le relèvement du taux de l'escompte) se fit sentir (1).

Tout autre est le spectacle en 1920. D'abord il ne peut plus s'agir d'inexpérience et d'inhabilité. Seulement, des procédés comme la politique de l'escompte sont beaucoup trop doux et insuffisants. C'est que, tandis que l'inflation de 1815 était due à la *surproduction*, maintenant elle est due au phénomène inverse, à la *sous-production*. L'émission continuelle de billets constitue un stimulant à la production. Elle est comme ces excitants physiques qui entretiennent une vie artificielle, qui vaut ce que valent ces derniers. Enfin, de 1815 elle pouvait et même devait s'arrêter, tandis que aujourd'hui toute la production est liée à un déplacement de revenus d'une classe à l'autre, tel qu'il ne lui est plus

1. Cpr. *supra*, p. 44-8. Sauf, bien entendu, Ricardo. Cpr. *supra*, p. 109 et suiv.

permis d'arrêter l'émission, à moins qu'elle-même ne s'arrête aussi. *Inflatio inflationem invocat.*

Aux deux dates, la situation, de ce point de vue, comme de tous les autres, est exactement inverse.

De même pour les crises. Crises de croissances en 1815 (1), crises morbides en 1920. C'est la spéculation, non pas sur la demande croissante des produits, mais sur la dépréciation sans arrêt de la monnaie et sur la hausse des prix qui en découlerait, qui détermine aujourd'hui la surproduction, — sans parler de la crise de sous-production, que, sauf peut-être pour le blé, 1815 ne connaissait pas.

Enfin, les nouveaux riches d'alors, les Squires de Change Alley, sont un facteur de progrès (2). Un essor industriel puissant, en créant toutes sortes d'entreprises rentables, crée une foule d'opportunités de s'enrichir. Les plus travailleurs, les plus audacieux, les plus intelligents les saisissent. Nous avons vu (3) comment, même dans l'agriculture, c'est surtout le nouveau riche qui apporte le souffle de civilisation et d'amélioration technique, et comment, grâce à lui, le développement agricole prend un tour nettement industriel.

Le profiteur d'aujourd'hui, loin d'être un facteur de progrès, est tout simplement le côté social du phénomène morbide de l'inflation. En effet, l'émission continuelle de billets de banque favorise, on le sait, les revenus variables et défavorise les revenus fixes. Mais même à l'intérieur de la catégorie des revenus variables, il y a inégalité. Si les taux des profits peuvent, automatiquement se remettre au niveau dernier qu'apporte une hausse des prix, il n'en est pas ainsi des salaires. Le salaire est, peut-être de tous les prix le plus lent, le plus paresseux quand il s'agit de rejoindre un équilibre rompu. Puis, quand il s'est hissé au niveau général, une nouvelle quantité de papier est mise en circulation, et le phénomène se continue indéfiniment. Ainsi, il se crée un

1. Cpr. *supra*, p. 44-50.

2. Cpr. *supra*, p. 26 et suiv.

3. Cpr. *supra*, p. 26 et suiv.

déplacement de revenus, qui équivaut à une expropriation du salaire par le capitaliste. Tel est le côté spécifique du nouveau riche de 1920. Il ne ressemble en rien à celui de 1815.

Les remèdes, comme les causes elles-mêmes, sont profondément différents. Ainsi le projet « de l'établissement d'une circulation monétaire économique et sûre » de Ricardo (1), et le système du « noyau d'or », du Goldkernwehrung (Bendixen en Allemagne et la Commission monétaire anglaise de 1918) n'ont qu'une analogie verbale. En réalité le premier veut la reprise de la convertibilité métallique, tandis que le second a pour but de perpétuer indéfiniment le cours forcé.

Enfin, même contraste dans la question sociale. Nous avons montré (2) qu'en 1815 le problème de la lutte de classe ne faisait que se poser, mais qu'il ne demandait pas encore à être résolu. D'autres problèmes devaient être résolus d'abord. Celui des pauvres et des riches était relégué au second plan. Il est inutile de nous demander si le problème social demande aujourd'hui une solution et s'il en existe un autre plus important.

Et les différences entre les deux moments historiques se se manifestent jusque dans les luttes politiques. En 1815 c'étaient les capitalistes qui constituaient le parti du progrès. Aujourd'hui, au contraire, leurs intérêts ne coïncident plus avec ceux de la communauté. Tels d'entre eux y sont même nettement opposés (3).

* * *

Mais nous restons redevable d'une explication. Nous avons lancé une formule : l'Etat mercantile continental.

1. Cpr. *supra*, p. .

2. Cpr. *supra*, p. .

3. V. les *Notes* de M. Rist, in *Revue d'Ec. pol.*, janvier-février 1921, où il signale cette opposition d'intérêts à propos de l'indemnité allemande, et aussi dans ses *Finances de guerre*, p. 237, texte et note.

En effet, les temps actuels ne sauront être la contre-partie, trait pour trait, de l'ère qui s'ouvre en 1815, sans présenter des analogies fondamentales avec celle qui, à la même date, au contraire, finit. Il n'est que trop naturel que le moment historique de 1920, qui n'offre que des contrastes avec celui de 1815, diffère aussi de ce dernier par son caractère général : la *balance économique*.

Et, en vérité, nous croyons avoir le droit de penser que l'ère de la balance des comptes touche à sa fin. Ce qui nous y autorise, c'est la constatation que tous les postes de cette balance que l'Angleterre a édifiés si brillamment, tombent, un à un.

S'agit-il de la flotte marchande ? Les Etats-Unis qui, à ce point de vue étaient inexistantes avant la guerre, réussissent, en trois années seulement, à occuper le second rang. Le Japon, en moins de temps, se hissera au troisième.

S'agit-il des créances sur l'étranger ? Le Japon s'acquitte, et l'Amérique devient le premier créancier du monde.

S'agit-il du World-clearing ? Londres cède à New-York.

S'agit-il du commerce d'entrepôt ? La guerre normalise les routes. La Méditerranée (via-Singapour) cède au Pacifique.

S'agit-il enfin des sommes expédiées par les émigrés aux mères patires ? On n'émigre plus. On contraire. On immigre.

Le monopole de cette balance s'évanouit. Car c'est de monopole qu'il s'agit. Rappelons-nous qu'en 1815 l'Angleterre avait offert sa solution. Par cela elle sauvait les autres, il est vrai. Mais elle se sauvait surtout elle-même. Or, c'était une solution individuelle, qui supposait, comme en d'autres moments de l'Histoire, une *Hiérarchie*. Quant à cette dernière notion, elle implique, nécessairement, le *monopole*.

Nous rappelons encore qu'il aurait pu y avoir, en 1815, non seulement une solution individuelle de la crise ; si celle-ci ne s'était pas présentée la première, la solution générale devait nécessairement arriver.

De sorte que, si le monopole de la balance des comptes n'est plus, c'est que la solution générale commence à avoir le dessus. D'ailleurs, rien que de très naturel. Il y a eu, dans l'histoire, bien des moments identiques à celui-ci, où, de nouveau, la balance des marchandises et les critères d'ordre avant tout géographique devaient façonner les communautés humaines.

Deux faits semblent donner raison à ces conjectures : l'un négatif, l'autre positif.

Le premier, c'est que l'empire colonial-mondial britannique se disloque. L'Irlande le menace de ne plus être une île. L'Inde, l'Egypte et d'autres points encore lui attirent l'attention sur l'importance de la proximité géographique. Le libéralisme commercial classique, élaboré au temps de Ricardo, finit en dilemme : *home-rule* général, et alors *dissolution* ; exclusivisme de clocher, et alors réaction invincible, et, partant : *dissolution* de nouveau.

Le second fait, le fait positif, c'est le nouvel éclat de la balance des marchandises. En 1917 les exportations du Japon dépassent de plus d'un tiers ses importations. En 1918, celles des Etats-Unis excèdent de moitié les entrées de marchandises. De plus, il s'organise, en quelques années deux immenses communautés, faites d'intérêts économiques et d'idéologie de race. C'est le panaméricanisme et l'« Asie aux Asiatiques ». Elles se fondent sur une considération dominante : la *proximité géographique*, qui vient faire pendant à celle de 1815 qui était : la *suppression des distances*.

Devant les deux blocs géants et d'une complication fédérale et économique que l'esprit du vieux monde, héritier du *juridisme* excessif de Rome, ne comprend pas très bien, la *solution générale* de la réapparition de la crise de 1815, ou plutôt le solde de cette solution presque achevée, serait : *L'Europe aux Européens*. Cela veut dire fusion maxima à l'intérieur du continent, et lutte âpre mais non sans avantage, avec les deux autres Etats continentaux qui sont déjà assez homogènes pour lutter entre eux.

Nous voici donc ramené de nouveau, non pas en 1815, mais *avant* 1815. Un néo-mercantilisme, non moins nécessaire et productif que l'avant-dernier, nous y relie.

Ainsi, le grand problème auquel Ricardo a mis le meilleur de son esprit, est non seulement *résolu*, mais *révolu*. En ce point, les ans ont dépassé l'homme de 1815.

Reste l'autre problème ricardien, sur lequel je voudrais, pour finir, ajouter quelques mots.

Le problème que Ricardo, fidèle à son temps, ne faisait que *poser*, a changé d'aspect. Il demande, en plus, à être résolu. Mais il ne l'est pas encore. Il n'est que *tranché*, dans les deux sens qu'avait indiqué Ricardo.

En effet, c'est la théorie du travail ricardien qu'a dénaturé Marx dans son concept de la valeur économique, base et point de départ de toute sa construction sociale.

Enfin, c'est de la rente ricardienne que part le concept capitaliste de la valeur.

En effet, à l'aide d'une science étrangère à l'économie, sur la légitimité de laquelle on ne discute pas ; à l'aide de la psychologie dont on se sert contrairement aux derniers progrès de la psychologie elle-même (1), on soumet la rente de Ricardo à une nouvelle élaboration.

Les différents rentiers de la théorie de 1815 attiraient l'attention sur les injustices sociales. Pour que cette injustice disparut, il faudrait que les différents propriétaires fonciers liquident et égalisent les « *uncarned increments* »

Dans la théorie de l'utilité finale les rentiers qui perçoivent des « *consumer's surpluses* » différentiels sont des homunculi psychologiques qui partagent, socialisent et effacent les injustices.

Le problème social que Ricardo a *posé* en 1815, est de nos jours *tranché* dans les deux sens. Et c'est avec des théories ricardiennes que les deux processus ont eu lieu.

1. La psychologie actuelle bannit les concepts de désir et de jouissances. Elle est une science des *conduites* (Pierre Janet), de la *volonté* (Wilhelm Wundt) et du *travail* (William James).

Le problème que Ricardo, pour la première fois a posé scientifiquement, il le domine encore.

Pour que le moment de sa solution en soit hâté, c'est donc encore à l'œuvre impérissable de l'homme de 1815 qu'il nous la faudra demander.

Vu : le Président de la thèse,

DESCHAMPS

Vu : Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
Pourquoi nous avons choisi une date qui est : 1815, un pays qui est : l'Angleterre ; et un homme qui est : Ricardo.....	9
Causes qui prolongent d'un siècle l'agonie de l'Etat mercan- tile.....	11
Ce qu'il faut entendre par « un homme représentatif » sui- vant que l'on se place à une époque de crise ou à une époque d'équilibre.....	15
Adoption, pour notre étude, de la méthode des coïncidences, différences et variations concomitantes.....	18

PREMIÈRE PARTIE

LE MOMENT HISTORIQUE DE 1815

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'héritage de l'Etat mercantile</i>	21
Comment il était absurde que cet héritage fut accepté. Opi- nions de Napoléon, Porter etc.....	22
Comment les grandes inventions techniques peuvent seules expliquer cet événement illogique.....	27
CHAPITRE II. — <i>Les fonctions de production</i>	28
§ 1. — L'Agriculture.....	28
L'étude de l'état agraire en Irlande est hors de notre sujet..	28
Caractère industriel de l'essor agricole en Angleterre et Ecosse. Le nouveau-riche, facteur prédominant de cet essor	29
Esprit belliqueux de ce dernier.....	31
Améliorations techniques.....	33
§ 2. — L'industrie.....	34
Capital et capitalisme.....	34
Inventions	35

CHAPITRE III. — <i>Les fonctions de relation</i>	37
Contraste pessimiste avec le tableau précédent : Ordersin Council.....	39
Compagnie des Indes.....	39
Navigation Act.....	41
Individuaalisme économique.....	41
Moyens de transport.....	42
Système défectueux des banques et du crédit : centralisation géographique, et non économique.....	43
Conclusion : désadaptation entre les fonctions de production et de circulation justè au moment où celles-ci devaient non seulement éгалer, mais dépasser celles-là.....	48
CHAPITRE IV. — <i>La question sociale</i>	49
Double aspect : Pour la première fois dans l'Histoire ce pro- blème se pose.....	49
Mais il ne fait que se poser, sans demander à être résolu. Motifs de cette opinion.....	50
Les véritables luttes collectives se livrent à l'intérieur de la même classe : lutte autour de Licensing Trade.....	53
Autour du Corn Bill, de la Compagnie des Indes.....	54
Description de la misère ouvrière en 1815 ; elle n'émeut que les philanthropes, mais constitue un sous-problème.....	55
Pas de lutte de classe ; simples rivalités politiques entre égaux.....	57
Physionomie d'ensemble du moment historique de 1815.....	57
Désadaptation entre la production et la circulation, nécessité pour l'Angleterre de devenir un Etat mondial.....	58
Le phénomène économique général de la crise des Etats.....	59
Solution générale et solution individuelle de la crise.....	61
La première correspond à la balance des marchandises, la seconde à la balance des comptes.....	62
C'est à l'édification de cette dernière que devra travailler l'Angleterre de 1815. Comment Ricardo est un instrument et un argument pour corroborer et vérifier nos conclu- sions.....	66

DEUXIÈME PARTIE

LA PREUVE PAR RICARDO

CHAPITRE PREMIER. — <i>Attitude générale de Ricardo au regard du problème social</i>	68
Les faits <i>posent</i> , géographiquement, le problème social, sans le résoudre ; Ricardo en fera de même.....	69

Triple aspect du problème social : la valeur, la rente et les relations entre profit et salaire.....	70
§ 1. — Les Idées de Ricardo sur la valeur.....	72
Diversité d'opinions sur Ricardo.....	72
La valeur est un problème avant tout social.....	75
Quantité absolue et proportion relative.....	77
Réfutation du reproche adressé à Ricardo d'avoir méconnu les facteurs autres que le travail.....	82
Pourquoi choisir le travail seul n'est pas une erreur scientifique.....	82
Comment, par cela Ricardo a bien symbolisé son moment historique.....	84
Importance, pour notre étude, de réfuter les opinions de ceux qui voient en Ricardo un partisan de la valeur-utilité.....	85
Conclusion.....	88
§ 2. — Idées de Ricardo sur la Rente.....	88
Triple aspect de la théorie ricardienne sur la rente, qui confirme notre conjecture d'après laquelle Ricardo serait intégralement représentatif de son époque.....	89
§ 3. — Idées de Ricardo sur le profit et les salaires.....	91
Comment Ricardo trouve le « signe » d'optimisme que les conjonctures économiques de 1815 réclamaient.....	92
Comment il émet une loi en apparence fausse, mais que l'on peut légitimer en décomposant la question.....	93
Conclusion du chapitre.....	94
CHAPITRE II. — <i>Les idées de Ricardo sur la circulation</i>	95
Prééminence du problème de l'hypertrophie des fonctions de la circulation, des débouchés, et de la balance des comptes.....	95
Nécessité, chez l'homme de 1815, d'une méthode abstraite...	96
Pourquoi Ricardo est indifférent au problème de la production.....	97
Il l'est aussi à celui des crises, car ce n'est qu'un sous-problème.....	99
Comment le ralentisseur dont on avait besoin avait été trouvé par Ricardo.....	101
Même remarque pour la question de la flotte marchande.....	104
Politique commerciale.....	104
Remarques singulières, mais légitimes sur les colonies.....	106
Comment son projet d'une Banque nationale réalise un chapitre important de la balance des comptes.....	106

Son dédain pour la vie machinale de la balance commerciale.	111
Conclusion.....	112

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Résumé.....	113
Conclusion.....	115
Parallèle entre 1815 et aujourd'hui.....	116
Perspectives : renouveau de la balance des marchandises...	121
Néo-mercantilisme. Le problème ricardien est non seulement résolu, mais révolu.....	123
C'est vers le problème qu'il n'a que posé, que d'autres ont tranché, que personne n'a résolu qu'il nous faudra tourner nos regards en vue d'enseignements pour l'avenir.....	123

